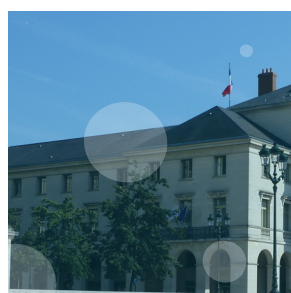
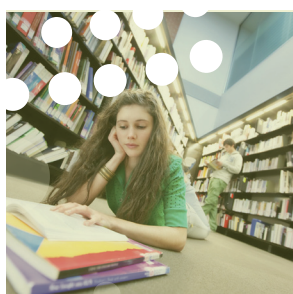
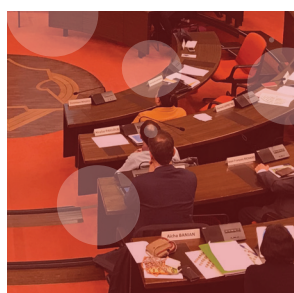
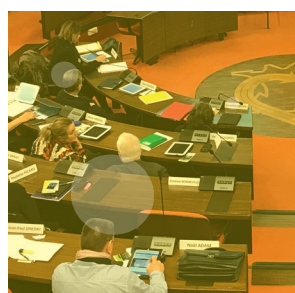


# COMPRENDRE LE DÉCROCHAGE POUR MIEUX AGIR

ÉVALUATION DES POLITIQUES PUBLIQUES EN FAVEUR DE  
LA LUTTE CONTRE LE DÉCROCHAGE DES ÉTUDIANTS EN  
1ÈRE ANNÉE POSTBAC EN RÉGION CENTRE-VAL DE LOIRE

JUIN 2021



Le lieu de convergence des idées

# AVANT-PROPOS



**Eric CHEVEE**

*Président du CESER Centre-Val de Loire*

Le CESER Centre-Val de Loire a saisi l'opportunité qui lui a été donnée par la loi NOTRe de « contribuer à l'évaluation et au suivi des politiques publiques régionales » en créant en 2018 une section évaluation. Cette section est le cadre adéquat pour réaliser cette mission puisqu'elle comporte dix personnes extérieures choisies pour leur expertise, en plus des membres du CESER.

L'évaluation est une question très sensible qui reste encore relativement confidentielle en France alors qu'elle est indispensable pour améliorer les politiques publiques. Elle doit être réalisée pour et avec les décideurs politiques. C'est pourquoi, en accord avec l'Exécutif régional, nous avons convenu de la politique à évaluer, en lien avec la question de la jeunesse. Dans notre région Centre-Val de Loire qui souffre d'un niveau moyen d'études un peu inférieur à la moyenne nationale, il est apparu nécessaire de resserrer le champ de l'évaluation sur le décrochage des étudiants en 1<sup>ère</sup> année post-bac sans nous douter alors qu'une crise sanitaire sans précédent allait faire exploser la précarité étudiante en 2020-2021, avec le risque d'un décrochage plus important si rien n'est fait.

Ce rapport est l'aboutissement d'une étroite collaboration entre la section évaluation, pilotée par Yves LAUVERGEAT de 2018 à décembre 2020, puis par Monique FANTIN depuis janvier 2021 et Marion HAJDENBERG, senior manager du cabinet ENEIS by KPMG, que je remercie vivement pour leur implication et leur disponibilité.

Je vous invite à découvrir ce rapport ainsi que l'avis associé. Ils proposent des recommandations à l'intention de tous les décideurs concernés pour prévenir les risques de décrochage post-bac et ses effets délétères.

J'espère qu'elles seront une aide précieuse pour mener à bien une politique ambitieuse et mieux coordonnée dans ce domaine.

Le conseil économique, social et environnemental régional,

Vu les articles L4131-2 et L.4131-3 du code général des collectivités territoriales, relatifs aux organes de direction des régions et au rôle du conseil économique, social et environnemental régional,

Vu les articles L.4134-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, relatifs à la composition et au fonctionnement du conseil économique, social et environnemental régional,

Vu les articles L.4241-1 et L.4241-2 du code général des collectivités territoriales, relatifs aux compétences du conseil économique, social et environnemental régional,

Vu les articles R.4134-9 et L. 4132-18 alinéas 2 et 3 du code général des collectivités territoriales, relatifs aux modalités de saisine du conseil économique, social et environnemental régional et à l'information du conseil régional des projets sur lesquels le CESER est obligatoirement et préalablement consulté,

Vu le décret n° 2017-1193 du 26 juillet 2017 relatif à la composition et au renouvellement des conseils économiques, sociaux et environnementaux régionaux,

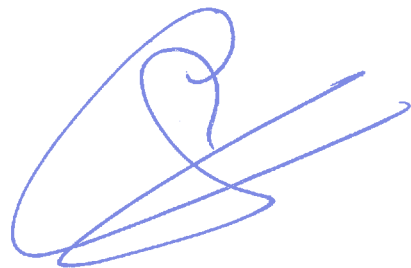
Vu l'avis des 4 commissions en date des 8 et 9 juin 2021,

Vu l'avis du Bureau en date du 14 juin 2021,

Monsieur Jean-Paul CARRIERE, rapporteur entendu,

DÉLIBÈRE

Avis adopté à l'unanimité.



Le Président du CESER Centre-Val de Loire  
Éric CHEVÉE

Au moment où s'achève une année universitaire particulièrement perturbée par la crise sanitaire, et où, semble-t-il, des premiers indices laissent espérer une sortie de crise, le rapport de la section Evaluation dédié au décrochage des étudiants de première année postbac se révèle d'une grande acuité, compte tenu des incertitudes générées par cette crise. Le risque est bien réel de voir le phénomène du décrochage s'amplifier et s'accompagner d'une perte de confiance des étudiants dans le système d'offre de formation – perte de confiance, qui, au demeurant, participe aussi d'une tendance globale au sein de la société à la remise en question généralisée des institutions.

De plus, il est incontestable que la problématique du décrochage postbac en Centre-Val de Loire, dont s'est emparée la section, avant même le déclenchement de la crise, revêt une importance toute particulière dans notre Région, où le niveau moyen de diplomation est inférieur à la moyenne nationale. Si la dimension nationale de la question est indéniable, force est de constater que dans notre région, la prévention des risques de décrochage et la lutte contre la disqualification d'une partie de la jeunesse doivent s'inscrire au niveau le plus élevé des priorités régionales et mobiliser l'ensemble des acteurs concernés. C'est là ce que vient fort opportunément rappeler l'excellent rapport de la section Evaluation, en soulignant les enjeux associés à cette problématique, en analysant de façon fine la dimension multifactorielle du phénomène, et en proposant une série de recommandations en direction des acteurs nationaux et régionaux de l'enseignement postbac.

Le premier des apports des travaux de la section est de proposer une réelle avancée dans la connaissance d'un phénomène particulièrement complexe, en clarifiant sa définition, ***le décrochage étant appréhendé comme l'abandon d'une formation diplômante en cours ou en fin d'année, sans projet ultérieur de formation ou d'insertion professionnelle***. Il ressort de l'étude que cette **définition** est sans doute **la plus consensuelle**, même s'il conviendrait de pouvoir la compléter par des indicateurs unanimement partagés pour en permettre une évaluation quantitative, alors que **les données existantes restent lacunaires, hétérogènes et non consolidées ; ce qui complexifie la démarche d'appréhension du phénomène**.

## Une démarche innovante de la section Evaluation pour appréhender le phénomène en Centre-Val de Loire

Le CESER Centre-Val de Loire a en effet pleinement investi la faculté offerte par la loi portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août 2015, qui permet aux CESER de « contribuer au suivi et à l'évaluation des politiques publiques régionales ». Il a ainsi proposé la création d'une section spécifique au Préfet de Région, qui l'a acceptée. Elle est composée de trente membres, dont dix personnalités extérieures, choisies pour leurs qualifications et expérience du sujet.

Le CESER a également fait le choix de porter sa **première évaluation**, non pas sur un dispositif régional en particulier, mais **sur l'ensemble**

**d'une politique publique menée par de nombreux acteurs au sein d'un système de décision complexe**. La politique du décrochage postbac est effectivement portée à la fois par l'Etat, la Région, les universités et de multiples intervenants mais aussi au travers de différents schémas ou contrats transversaux, tels que le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation (SRESRI) voté en 2018, ou encore le Contrat de Plan Régional de Développement des Formations et de l'Orientation Professionnelles (CPDRFOP).

L'innovation repose également sur **l'appropriation, par la section, de l'ensemble de la démarche**. En effet, l'ensemble des

membres a été formé à l'évaluation des politiques publiques, mais surtout, cette évaluation a été menée conjointement par la section et Marion Hajdenberg, cheffe de projet chez ENEIS by KPMG, au travers d'une formation-action. Cette appropriation de la démarche évaluative a permis aux conseillers de comprendre la complexité de l'évaluation, qui nécessite de construire une méthode autour de questions, de critères de succès et d'indicateurs fiables.

## La méthodologie retenue

La **faiblesse des données quantitatives**, l'**absence de réelle politique publique** et donc d'objectifs clairement définis, ainsi que l'absence de définition commune aux différents acteurs a amené la section et le cabinet ENEIS à concentrer les efforts de cette étude sur l'« amont » du processus et la compréhension des facteurs de décrochage, afin de pouvoir formaliser des préconisations répondant aux problématiques rencontrées par les jeunes. **Aussi, la méthode utilisée est principalement qualitative.** Ce choix est apparu d'autant plus pertinent qu'une étude véritablement quantitative nécessiterait un suivi de cohorte sur un moyen terme, qu'aucune base de données ne permet de réaliser, à quelque échelle territoriale que ce soit.

Si toute évaluation des politiques publiques utilise en principe des outils d'analyse quantitatifs et qualitatifs, puisque l'enjeu est de porter un jugement de valeur sur une ou plusieurs politiques, l'équipe menant l'évaluation a clairement choisi de n'utiliser que ces derniers : une analyse documentaire approfondie des textes législatifs, des études existantes sur le sujet, des dispositifs régionaux, des guides divers et variés à destination des étudiants,...mais aussi, une

Des liens étroits ont été créés avec la Région dans cette démarche, avec des points d'étape organisés entre le CESER et Madame BESNIER, Vice-Présidente de la Région à l'enseignement supérieur et la recherche, mais aussi par la participation de certains membres de la section à la journée « Assure Ton Année dans le Supérieur » à l'automne 2019, organisée par la Région dans les deux universités régionales.

série d'entretiens avec les différents acteurs de la réussite étudiante, pour cerner leur appréhension du phénomène .

Pour bien approcher la perception du phénomène par les étudiants, mais aussi leurs attentes vis-à-vis des acteurs institutionnels, il a été décidé de mener une **large enquête auprès de l'ensemble des étudiants sur le territoire régional**. Cette démarche assumée, qui supposait que les étudiants répondant à l'enquête n'étaient pas de réels décrocheurs, a ainsi permis de tirer des **enseignements pertinents pour cerner les facteurs de décrochage perçus par les étudiants**.

Puis, pour parfaire l'analyse, et appréhender les mécanismes de décrochage au plus près, la section avait ambitionné de constituer **des panels d'étudiants décrocheurs** dans chacun des départements de la région. Cette méthode n'a pas pu aboutir, notamment en raison de la crise sanitaire, mais surtout, très peu d'étudiants (7) ont finalement accepté de témoigner, étant très sollicités par ailleurs et sans doute par pudeur, malgré l'aide des missions locales pour les approcher. L'action des missions locales vis-à-vis de ce public mérite d'être soulignée et met en évidence l'absence de tout suivi.



## Quelques remarques sur l'analyse du phénomène et de ses facteurs

### A PROPOS DE L'ENQUETE MENEES AUPRES DES ETUDIANTS

Si l'étude ne se réduit pas à l'enquête menée soit par voie de questionnaire, soit par entretiens non directifs avec un panel d'étudiants, **le fait d'avoir construit l'analyse à partir des observations des étudiants eux-mêmes et des représentations qu'il se font du phénomène est d'une grande valeur heuristique**, et constitue une **source d'informations inédites, voire même contre-intuitives** comme dans le cas du rôle joué par les conditions matérielles dans le processus de décrochage. Si le nombre de répondants (2300) est un peu inférieur aux objectifs initiaux (3000), l'ampleur de l'échantillon ainsi constitué est suffisamment importante pour offrir des résultats robustes, qu'une méthode a priori plus rigoureuse d'enquête par quotas n'aurait probablement pas améliorés. Certes, on peut aussi s'interroger sur les biais éventuels induits d'une part, par une surreprésentation au sein de la population enquêtée des filles (70,2% des répondants) et, d'autre part, des étudiants orléanais par rapport aux tourangeaux. Mais tout donne à

penser que ces biais ne permettent pas d'invalider les résultats.

En revanche, par son principe-même d'une enquête auprès d'étudiants, par définition peu ou pas décrocheurs, l'étude conduit plus à restituer les représentations que la population étudiante dans son ensemble se fait du phénomène que le vécu réel des décrocheurs, au sens de la définition retenue. Rien n'indique a priori que les représentations étudiantes soient éloignées de la réalité du parcours des décrocheurs, mais il resterait à appréhender celui-ci de façon plus systématique. L'entreprise serait sans doute particulièrement difficile à mener en direction d'une population déjà sortie du système éducatif, mais le CESER souhaite que l'étude puisse à terme être prolongée par une approche plus directement centrée sur les décrocheurs eux-mêmes. Un prolongement des travaux initiés avec la constitution de panels plus larges pourrait répondre à cette attente.

### A PROPOS DU CHAMP DE L'EVALUATION

A priori destinée initialement à évaluer les politiques publiques, plus particulièrement de niveau régional, de lutte contre le décrochage, l'étude de la section Evaluation porte en fait plus sur la compréhension des facteurs du phénomène que sur la pertinence et l'efficacité des mesures adoptées pour en limiter l'ampleur et les incidences, tant au plan national que régional et local. On ne saurait en faire le reproche aux auteurs de l'étude, car le manque de données consolidées sur ces mesures et leurs effets est criant. Mais au-delà de ce constat, la « dérive » de l'étude vers une réflexion portant plus sur les causes, complexes et multiples, du décrochage et sur les réponses que l'on pourrait y apporter, que

sur les actions publiques déjà mises en œuvre, ne fait que révéler un peu plus une réalité inquiétante : le déficit de politiques publiques structurées visant à réduire le décrochage (il serait sans doute illusoire de voir disparaître intégralement le phénomène lorsqu'il est induit par des facteurs individuels...). **Actuellement, on observe, en lieu et place de véritables politiques publiques, l'existence d'une somme d'actions insuffisamment coordonnées et trop disparates pour se prêter à une évaluation d'ensemble.** Ce n'est pas le moindre des apports de l'étude que de faire ressortir « en creux » ces lacunes de l'action publique nationale et régionale. Faute de réelle politique publique à proprement parler, cette

évaluation n'a pu revêtir d'approche quantitative, notamment budgétaire. A ce jour, il est effectivement impossible de chiffrer les moyens dévolus par les différents acteurs agissant contre le décrochage postbac, du fait de l'absence de consolidation des budgets.

**L'ensemble des cursus postbac a été pris en compte dans cette étude, y compris les formations agricoles et les formations supérieures en apprentissage**, comme en témoignent la pluralité des profils des 2300 étudiants ayant répondu à l'enquête. La

représentativité des différentes formations est bien intégrée, même si les difficultés structurelles d'accompagnement plus individuel se retrouvent principalement dans les filières de formation universitaires générales. Par ailleurs, le problème spécifique des jeunes issus des filières professionnelles et technologiques, qui ne trouvent pas de place dans les cursus qui devraient pourtant leur être réservés, mériterait une étude spécifique. Ce n'est pas l'objet de cette évaluation, qui se veut plus globale.

## *A PROPOS DES RESULTATS OBTENUS EN TERMES DE COMPREHENSION DU PHENOMENE*

L'étude fait ressortir **trois grandes catégories de facteurs**, liés à l'orientation, à l'environnement et aux conditions matérielles, et à l'individu. Cette typologie de facteurs, élaborée sur la base d'un examen de la littérature scientifique ne prête guère à discussion. C'est plus dans leur interprétation et le poids relatif qui leur sont donnés qu'il peut y avoir divergence d'analyse. Ajoutons que la question de l'accompagnement pédagogique et du suivi individualisé des étudiants, très diversifié selon les filières et en leur sein<sup>1</sup> aurait pu être prise en considération comme quatrième facteur spécifique, même si le rapport en souligne à plusieurs reprises l'importance. La question de l'impact des modalités pédagogiques appliquées localement dans certains cursus n'est pas non plus à sous-estimer dans les facteurs potentiels de décrochage.

Là encore, une enquête directe auprès des décrocheurs eux-mêmes permettrait d'affiner l'analyse. Toutefois, l'examen qui est proposé des trois catégories de facteurs, permet de mettre en exergue la lenteur et la complexité du processus de décrochage, et, par voie de conséquence les difficultés à définir des

réponses appropriées. Il ressort clairement que, sauf cas très particulier, on ne peut imputer le décrochage à une unicité de facteurs, mais qu'au contraire c'est bien d'une multiplicité de causes que résulte la dynamique très complexe du décrochage postbac.

C'est à juste titre que **l'orientation**, dès le secondaire, et tous les facteurs qui lui sont liés, analysés de façon détaillée dans le rapport, apparaissent comme cruciaux dans cet échec, que représente l'abandon d'un cursus sans projet de réorientation, pour l'individu mais aussi pour la société globale ; ceci d'autant plus que la fragilisation de la situation des décrocheurs potentiels est assez souvent indépendante de leurs résultats scolaires. Si ces facteurs relevant de la (mal) orientation sont eux-mêmes divers et se combinent au cours d'un parcours qui ne débute pas avec la primo-inscription dans l'enseignement supérieur, il importe de souligner qu'ils peuvent aussi être compris comme le produit des défaillances d'un système complexe d'information et d'orientation à tous les stades du second cycle du secondaire à l'enseignement supérieur lui-même.

---

<sup>1</sup> Souvent plus affirmé dans les filières sélectives telles que CPGE, IUT et BTS, parcours PEIP...), et au sein même des filières (selon

les normes de gestion pédagogique adoptées au sein des départements qui peuvent varier d'un cas à l'autre, y compris au sein d'une même filière)

L'examen des dires des enquêtés sur les **conditions matérielles** d'étude débouche sur un résultat contre-intuitif selon lequel ces conditions joueraient peu sur le phénomène du décrochage. Les résultats de l'enquête paraissent assez clairs à ce sujet : la dégradation patente de la situation matérielle d'un grand nombre d'étudiants a de lourdes conséquences sur leurs conditions d'étude et leurs taux de réussite, mais sans entraîner nécessairement de décrochage immédiat. Toutefois, on peut faire l'hypothèse que cette dégradation peut être à la source d'une autre forme d'abandon non prise en compte par l'étude (car ce n'en était pas l'objet) : le renoncement à la poursuite d'études en second ou en troisième cycle, y compris de la part d'étudiants particulièrement brillants.

En outre, la question reste sans réponse de savoir si une enquête directe auprès des décrocheurs eux-mêmes confirmerait la conclusion d'un faible impact des conditions matérielles en termes de décrochage, ou conduirait à la nuancer. Mais au-delà de cette interrogation, l'intérêt de l'étude sur ce point est de bien mettre en évidence les enjeux liés à une amélioration des conditions matérielles dans la perspective du raccrochage, car, en

toute hypothèse, on ne peut espérer réinsérer les décrocheurs dans le système de formation postbac, sans leur apporter les conditions optimales d'une vie étudiante plus stimulante et plus favorable que celles qu'ils ont connues. La reconnaissance du droit à l'erreur ou de la seconde chance présuppose que toutes les entraves matérielles à une réinscription aient été levées au préalable ; ceci d'autant plus que le décrochage s'accompagne souvent d'une perte d'estime de soi, qui ne peut se restaurer que si l'environnement s'y prête.

C'est d'ailleurs aussi pour cela que les conséquences des **facteurs liés à l'individu**, certes dans certains cas indépassables et irréductibles, peuvent aussi être réduites par des mesures appropriées de suivi et d'accompagnement individualisé, souvent très largement insuffisants, par manque de moyens et de disponibilité des enseignants-chercheurs. A cet égard, il conviendrait de limiter les surcharges imposées (heures complémentaires, etc.) et même de prévoir, comme cela se pratique déjà dans certaines filières, une intégration de cet accompagnement dans les charges de service (avec une diminution corrélative des autres charges pédagogiques).

## Des dispositifs nationaux et régionaux de sécurisation des parcours de formation qui manquent d'opérationnalité et de moyens

Au total, à travers l'analyse de ces trois catégories de facteurs, le rapport du CESER offre une vision claire des enjeux résultant du décrochage postbac, et c'est le principal apport de l'analyse de la situation actuelle. Celle-ci est complétée par un examen des dispositifs adoptés pour sécuriser les trajectoires de formation initiale : au plan national, le « Plan pour la réussite en licence » (2007), « le plan étudiants » (2017), la loi « Orientation et réussite des étudiants », dite Loi ORE (2018), avec notamment la création de ParcoursSup et du dispositif « Oui si » ; et au plan régional, des actions spécifiques prévues dans le cadre du

CPRDFOP (2017) et dans le cadre du SRESRI (2018). Il est sans doute trop tôt pour dresser un bilan exhaustif des effets de tous ces dispositifs qui témoignent d'une réelle prise de conscience des enjeux relatifs à la prévention du décrochage, tout comme il paraît difficile d'apprécier l'efficacité des nombreuses aides et actions, tant nationales que régionales et locales, visant à améliorer les conditions de vie et d'étude des étudiants. En revanche, il ressort clairement de l'étude, que le problème bien connu par les acteurs de terrain, en particulier les assistantes sociales œuvrant dans les établissements, nécessitent **d'améliorer**



**l'information et l'accompagnement des étudiants auxquels ces aides sont destinées.** C'est là une condition première d'un renforcement de l'opérationnalité de ces dispositifs, avant même que de se poser la question de leur démultiplication. De façon

corrélative, l'efficacité de ces dispositifs reste tributaire d'une **amplification des moyens humains et financiers dédiés à leur mise en œuvre**, notamment au sein des SUIO et des CIO.

## Et la crise sanitaire, une nouvelle donne imposant une remise à plat des actions de prévention du décrochage ?

La section Evaluation a fait, à juste titre, le choix d'ajouter une postface au rapport, s'appuyant sur des entretiens complémentaires, pour poser la question des impacts potentiels de la crise sanitaire, en dépit du fait que celle-ci n'est pas achevée et qu'il est encore trop tôt pour en mesurer toutes les incidences. Parmi les **effets paradoxaux** que l'on peut discerner, on relèvera que l'impact sur les résultats aux premiers partiels de l'année académique 2020 – 2021 sont globalement élevés, mais très différenciés selon les filières, et au sein même des filières selon les lieux de formation. Il est prématuré de conclure soit à un effet de bienveillance des enseignants, soit à un effet de « surmobilisation » d'étudiants soucieux de compenser le handicap de l'enseignement à distance.

Mais on note aussi une **demande renforcée de réorientation** à travers les souhaits exprimés sur ParcoursSup par les étudiants anticipant un éventuel redoublement, risque peut-être surestimé par certains dans un climat de

découragement massif et de pertes de repères (pour les étudiants comme pour les enseignants) qui s'est développé au second semestre de l'année universitaire.

Les effets potentiels de la crise à moyen terme sont moins faciles à discerner, mais il y a tout lieu d'anticiper, ce que le rapport souligne bien, un risque réel d'augmentation du nombre de décrocheurs, que viendrait renforcer une crainte - sans doute surévaluée - de dévalorisation des diplômes obtenus en temps de crise. Mais aussi et surtout, le risque premier est celui d'une perte de confiance durable des jeunes dans les institutions de l'enseignement supérieur, et de leur capacité à permettre une véritable insertion dans la vie active. In fine, cela pourrait se traduire par un renoncement à tout projet de formation supérieure, ce qui serait hautement préjudiciable aux individus mais aussi à la société confrontée à un enjeu de renforcement des connaissances et des compétences des jeunes sortant du système de formation.

## Des recommandations pour penser un parcours étudiant excluant toute forme d'abandon prématuré

Le CESER approuve l'ensemble des recommandations du rapport intégrant les notions de « droit à l'erreur », de « seconde chance » et de possibilités effectives de réorientation, par un jeu de passerelles beaucoup plus ouvert entre les filières.

**Les préconisations du CESER ne peuvent être à la seule destination du niveau régional, tant il est vrai que le diagnostic du décrochage en Centre-Val de Loire fait ressortir une forte dimension nationale de la problématique.** Mais pour autant la Région, cheffe de file des

politiques en direction de la jeunesse, et l'ensemble des acteurs régionaux impliqués dans l'offre de formation supérieure ont indubitablement un rôle majeur à jouer dans la lutte contre le décrochage.

**L'action publique doit inclure trois axes d'intervention, à décliner aux deux niveaux, national et régional :**

- **La prévention,**
- **L'accompagnement et la prise en charge des situations de décrochage avéré,**
- **La coordination des acteurs.**

En ce qui concerne le premier volet, **l'accent est à mettre au niveau régional sur les actions d'information et sur tous les dispositifs pouvant favoriser les réorientations**, tandis qu'au niveau national, **il convient d'accompagner mieux les élèves dans leurs démarches d'inscription sur ParcoursSup, et de renforcer le dispositif « oui si »** en attribuant aux établissements les moyens nécessaires à sa mise en œuvre effective, ce qui est encore loin d'être véritablement le cas. La Loi ORE a retenu l'idée du parcours unifié « moins 3 plus 3 », ce qui **nécessite que la problématique de l'orientation soit traitée à tous les stades de ce parcours, prébac comme postbac**, non effective à ce jour. **Il conviendrait de penser l'orientation en termes plus positifs, de projet**, ce qui induit un **véritable accompagnement individualisé** et présuppose que le jeune ait pu avoir **une information plus complète sur les filières, les passerelles possibles et les métiers.**

Concernant les volets accompagnement et prise en charge des situations de décrochages, le CESER recommande au niveau régional de **repenser l'action « Assure ton Année dans le Supérieur »**, de **mettre en place des mesures de suivi plus individualisées dans les établissements**, de développer le **tutorat et le parrainage**, et de réévaluer à la hausse le **rôle des missions locales**. Dans le même temps, au niveau national, sont à retenir comme impératifs de premier ordre :

- **la pleine reconnaissance du « droit à l'erreur » dans les politiques publiques de l'enseignement supérieur,**

- **l'amélioration du suivi individuel des étudiants en donnant aux équipes pédagogiques les moyens de l'assurer de façon effective**, et en reconnaissant ce suivi comme une mission à part entière (comptabilisation dans les charges de service et dans la valorisation des carrières),

- la formation des enseignants aux problématiques de mal-être étudiant.

Quant au troisième volet de l'action publique, il ne peut se concrétiser sans que s'affirme **le rôle de coordination des acteurs locaux par la Région**, ce qui passe par la nécessité **d'afficher la lutte contre le décrochage et ses effets délétères au premier rang des priorités au sein du Service Public Régional de l'Orientation (SPRO)**, mais aussi dans le cadre des documents stratégiques tels que le SRESRI ou le CPRDFOP construit avec l'ensemble des parties prenantes de l'enseignement supérieur.

Le SPRO rassemble et fédère les professionnels de l'orientation afin que toute personne, en particulier jeune, en tous lieux du territoire régional et quel que soit son statut, puisse obtenir une réponse à ses questionnements en matière d'orientation. **L'enjeu d'une meilleure connaissance de cette entité par les jeunes doit être une priorité affichée.**

Il conviendrait également que le Rectorat mette à disposition de l'ensemble des acteurs et de la société civile les données de suivi des étudiants dont il dispose, dans une perspective d'aide au diagnostic et aux décisions.

Enfin, depuis la loi du 27 janvier 2017, en qualité de cheffe de file, la Région organise les modalités de l'action commune des collectivités territoriales et de leurs établissements publics pour l'exercice des compétences relatives à la jeunesse. Elle coordonne les actions des structures Information Jeunesse. Avec l'Etat, elle doit

**garantir à tous les jeunes l'accès à une information généraliste, objective, fiable, et de qualité dans tous les domaines de leur vie quotidienne.** Cette nouvelle compétence se doit d'être à la hauteur des besoins exprimés par les étudiants ou futurs étudiants, en particulier pour ceux qui n'ont pas la chance de bénéficier d'un environnement familial en mesure de les accompagner dans leurs projets.

Quant au niveau national, on ne peut que souhaiter la **mise en place d'un véritable suivi de cohorte postbac**, et, la transformation du **programme « moins 3 plus 3 » pour en faire le vecteur d'un cursus étudiant diversifié**, permettant les réorientations et les passerelles à même d'éviter le syndrome de l'abandon sans projet.

**Evaluation menée par la Section  
Evaluation du CESER,  
accompagnée par Marion HAJDENBERG,  
du cabinet ENEIS by KPMG**



## SOMMAIRE

INTRODUCTION	1
1 LA METHODOLOGIE RETENUE	4
1.1 Une logique de formation-action avec la Section Evaluation du CESER	4
1.2 Une approche qualitative centrée sur la compréhension des facteurs de décrochage	4
1.3 Le déroulement de l'étude et les outils méthodologiques mobilisés	5
2 LES REPONSES AUX QUESTIONS EVALUATIVES	7
2.1 La connaissance du phénomène du décrochage postbac	7
2.1.1 Entre définition théorique, appréhension empirique et pratiques de mesure du phénomène	7
2.1.2 Un déficit de données disponibles qui contribue à obscurcir l'appréhension du phénomène	8
2.1.3 Une problématique de politique publique associée qui reste à définir	9
2.1.4 La compréhension du poids relatif des différents facteurs de décrochage	10
2.2 La prise en compte du phénomène du décrochage postbac	15
2.2.1 Le traitement de la problématique au niveau institutionnel	15
2.2.2 La capacité de repérage des acteurs	16
2.2.3 Les réponses apportées en termes de prise en charge	17
3 LES RECOMMANDATIONS DE LA SECTION	21
3.1 Recommandations à destination des acteurs régionaux	21
3.2 Recommandations à destination des acteurs nationaux	22
4 - POSTFACE SUR LA CRISE SANITAIRE	23
4.1 Retour chronologique	24
4.2 Effets identifiés sur les parcours des étudiants	25
4.3 Impacts potentiels à terme	26
COMPOSITION DE LA SECTION EVALUATION 2019-2024	28
Remerciements	29
Annexes	30
Liste des acteurs interrogés	31
Le référentiel d'évaluation	33
La cartographie des actions et dispositifs existants en faveur des jeunes	34
L'enquête à destination des étudiants : le questionnaire	34
Les résultats de l'enquête	46
Le panel de jeunes décrocheurs : constitution du panel pour les entretiens	55
Le panel : La méthodologie	55
Les cartes de parcours	56

## INTRODUCTION

La loi NOTRe portant sur la Nouvelle Organisation Territoriale de la République du 7 août 2015 a confié aux CESER la mission nouvelle de « contribuer à l'évaluation et au suivi des politiques publiques régionales ». La Section Evaluation du CESER Centre-Val de Loire a ainsi été créée en le 23 janvier 2018 par le Préfet sur proposition du Président du CESER pour répondre à cette nouvelle mission.

En avril 2018, la composition de la section Evaluation a été arrêtée en faisant appel à des personnalités extérieures expertes sur les questions de jeunesse, thématique retenue pour la première mission de la section, en accord avec le Président du Conseil Régional du Centre-Val de Loire et le Préfet de région. Les auditions réalisées en 2018 et 2019 ont permis de circonscrire le périmètre de l'évaluation autour de **la problématique du décrochage en région Centre-Val de Loire des étudiants en première année postbac (tout opérateur confondu)**. L'objet de l'évaluation a été présenté à Madame BESNIER, Vice-Présidente à l'Enseignement Supérieur et à la Recherche du Conseil Régional Centre-Val de Loire et au directeur de l'enseignement supérieur et de la recherche au Conseil régional, puis au directeur de cabinet de l'Exécutif régional. La question du décrochage dans le supérieur est apparue d'autant plus préoccupante pour le CESER que le niveau de diplôme moyen en région Centre-Val de Loire est en deçà de la moyenne nationale. En outre, l'ambition d'augmenter le niveau de qualification est inscrite dans plusieurs politiques tant nationales que régionales.

### ➤ Une démarche innovante à différents niveaux :

**La démarche retenue par le CESER est particulièrement novatrice, à un double niveau :**

- il ne s'agit pas d'évaluer un dispositif d'un partenaire, mais d'**évaluer l'ensemble d'une politique publique menée par différents acteurs publics sur le décrochage des étudiants en 1<sup>ère</sup> année postbac en vue de la réussite d'un objectif**,
- il ne s'agit pas de déléguer l'évaluation à un prestataire, mais de permettre à **la Section Evaluation dans son ensemble de travailler sur les différentes étapes de cette démarche**.

Aussi, pour mener à bien cette première évaluation, l'ensemble des membres de la Section a été formé à la démarche évaluative de manière à ne pas limiter son rôle à celui de commanditaire. Le CESER a fait le choix de sélectionner un cabinet de conseil en évaluation des politiques publiques, ENEIS by KPMG, pour l'accompagner, **dans le cadre d'une formation-action**.

### ➤ Un registre d'évaluation tourné vers la pertinence et vers la cohérence des politiques publiques :

Si les premiers travaux de la Section ont principalement porté sur le registre de l'efficacité des actions menées pour lutter contre le décrochage postbac, les échanges avec le cabinet ENEIS by KPMG ont permis d'en voir les limites. En effet, l'approche par l'efficacité suppose de pouvoir mesurer les résultats des actions menées, sans réelle donnée chiffrée disponible, et de connaître les objectifs des différentes politiques publiques, qui ne sont que rarement formalisés.

Aussi lors de la première réunion de travail en présence d'Eneis by KPMG, fin 2019, les membres de la section Evaluation se sont accordés pour travailler plutôt sur **le registre de la pertinence** d'une part, **et celui de la cohérence** d'autre part, avec pour ambition de répondre aux deux questions suivantes :

- Question 1 : Dans quelle mesure les acteurs de la région Centre Val de Loire sont-ils aujourd'hui en capacité d'agir sur le phénomène d'abandon en 1<sup>ère</sup> année d'étude postbac ? (registre évaluatif de la pertinence)
- Question 2 : En quoi la combinaison des différentes actions et interventions publiques en direction des étudiants constitue-t-elle une politique publique cohérente de lutte contre le décrochage postbac ? (registre évaluatif de la cohérence)

Sur la base de ce questionnement, il s'est ensuite agi de reformuler, a priori, les objectifs poursuivis, **sans pouvoir préjuger de l'existence d'une politique publique englobant l'ensemble de ces objectifs**. Nous avons donc retracé la théorie d'action en repartant de la finalité

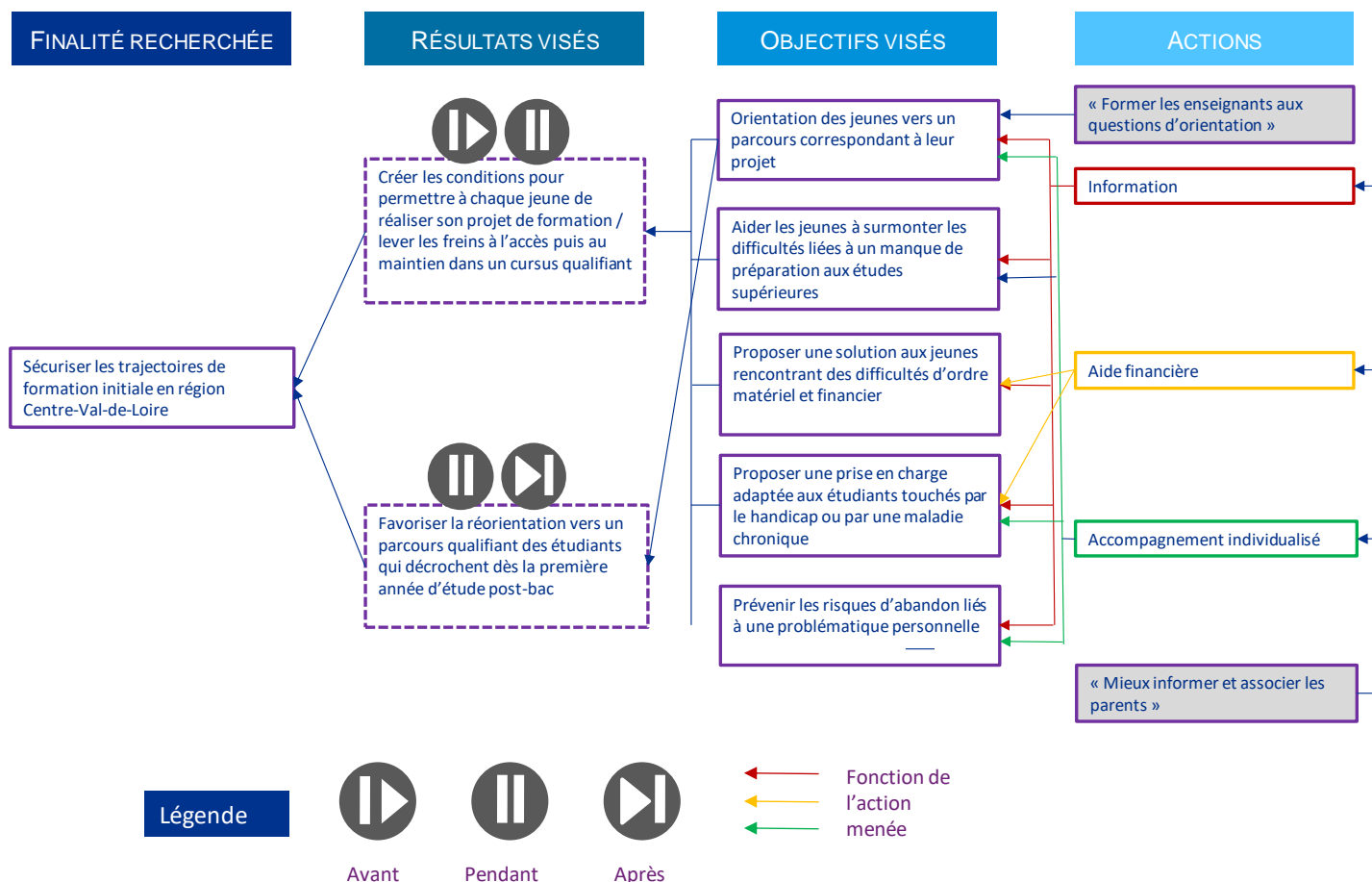


poursuivie, formulée par la section Evaluation de la façon suivante : « **Sécuriser les trajectoires de formation initiale en région Centre-Val-de-Loire** ».

La formulation de cette finalité, clairement axée sur la prévention du décrochage, nous a ainsi amenés à revisiter la cartographie relativement exhaustive des actions et dispositifs existants en faveur des étudiants, réalisée en amont par la section Evaluation, pour identifier l'ensemble des actions à mener pour parvenir à cette finalité.

Cette réflexion a donné lieu à l'élaboration du diagramme logique d'impact suivant, qui permet de bien visualiser plusieurs éléments structurants pour la suite de l'étude :

- D'une part l'**importance de dresser une typologie des actions et dispositifs** s'adressant aux étudiants, qui permet d'interroger l'existant de façon plus dynamique en se demandant non pas seulement s'il existe suffisamment d'actions et/ou si certaines de ces actions doublonnent mais si les 3 fonctions essentielles d'information, d'aide financière et d'accompagnement individuel sont bien présentes
- D'autre part la mise en lumière de la nécessité de deux actions ne s'adressant pas directement aux étudiants, que sont **la formation des enseignants sur les questions d'orientation et l'information et l'association des parents à la définition du parcours de formation de leur enfant**



Les deux ajouts d'actions (formation des enseignants et l'information des parents) ne s'adressant pas directement aux étudiants ne sont pas anodins, car, comme on le verra ci-après, il s'est aussi agi, au cours des 18 mois de cette étude, de **déconstruire en partie les hypothèses de départ**.

En effet, le questionnaire initial consistant à évaluer l'efficacité des différentes actions et dispositifs d'aide aux étudiants sur le phénomène de décrochage postbac reposait sur une hypothèse sous-jacente : l'idée que l'amélioration des conditions de vie et d'étude des étudiants au travers de la mobilisation d'aides sur le logement, la mobilité, les loisirs, etc. permet de lutter contre le décrochage. Or, ce qui est apparu au fil de notre étude c'est que si les facteurs

environnementaux jouent un rôle non négligeable en termes d'épanouissement et de réussite des étudiants, **le lien entre les facteurs environnementaux et le décrochage postbac apparaît beaucoup moins évident.**

Nous verrons ainsi que notre étude a permis de mettre en avant plusieurs constats essentiels :

1/ **Si la question des conditions matérielles d'étude constitue une préoccupation majeure des acteurs publics**, et qu'elle doit le rester au regard de l'ampleur du phénomène de précarité observé parmi la population estudiantine, **il s'agit de la positionner au bon endroit dans l'analyse causale du décrochage postbac.** En effet, si on peut poser l'hypothèse que l'amélioration des conditions de vie peut contribuer à la réussite éducative, on ne peut pas affirmer que cette amélioration constitue également une solution de prévention du décrochage.

2/ En effet, le **phénomène du décrochage prend ses sources en grande partie sur d'autres dimensions, que sont notamment les mécanismes d'orientation individuelle et les composantes du capital social et scolaire de chacun**, bien en amont du parcours postbac.

3/ Par ailleurs, il faut par ailleurs **se garder de penser que le décrochage postbac constitue simplement le pendant négatif de la réussite éducative.** En effet, on observe parmi les profils, des décrocheurs qui ne rencontraient pas de difficultés particulières d'apprentissage ou d'adaptation aux exigences du cursus entamé.

4) C'est la raison pour laquelle il s'agit aussi, comme le montre bien la présente évaluation au travers des constats qui vont suivre, de **faire émerger un consensus des acteurs publics sur la notion du « droit à l'erreur »**, qui doit venir irriguer plus franchement les orientations des politiques de l'enseignement supérieur.

Notre étude s'est donc finalement centrée sur ces deux questions que sont d'une part la question de la compréhension du phénomène du décrochage postbac en région et la mise en lumière du niveau de consensus entre les acteurs sur le sujet, et d'autre part sur la compréhension des différents facteurs du décrochage postbac et leurs interactions entre eux.

Si le décrochage est difficile à définir, notamment en l'absence de cohérence de données quantitatives entre les acteurs, nous pouvons retenir qu'il s'agit d'un processus long, qui prend ses sources très en amont de sa concrétisation dans le parcours du jeune.

L'ensemble des acteurs interrogés, et les jeunes eux-mêmes définissent le décrochage postbac comme l'abandon d'une formation diplômante en cours ou en fin d'année, sans projet ultérieur de formation ou d'insertion professionnelle.

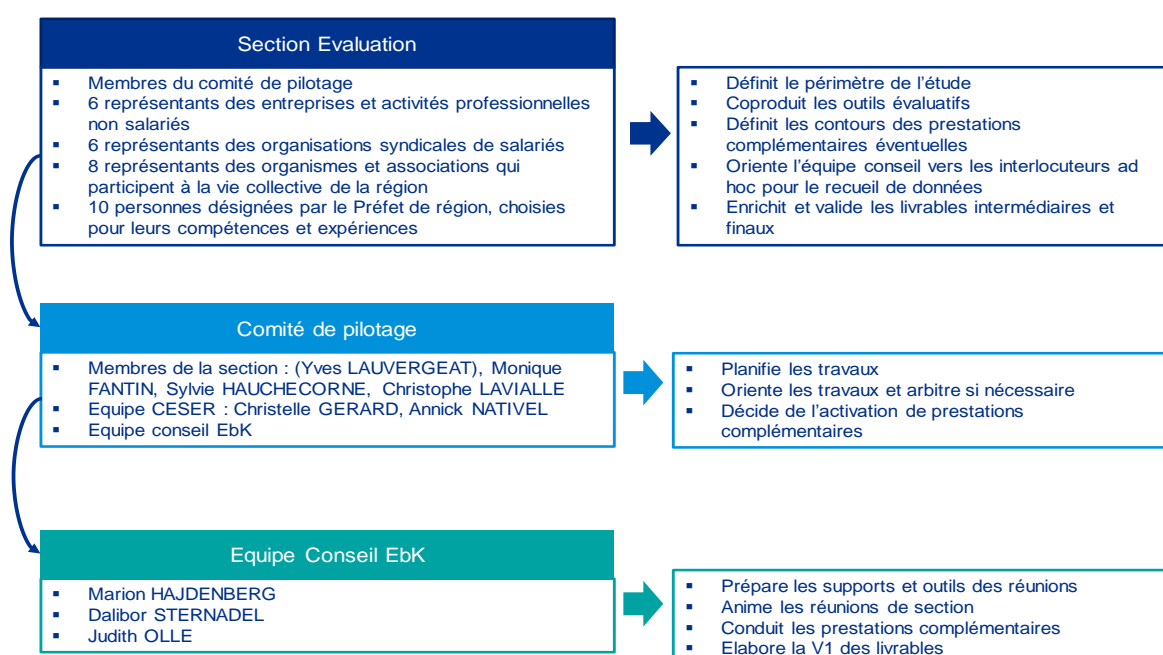
# 1 LA METHODOLOGIE RETENUE

## 1.1 Une logique de formation-action avec la Section Evaluation du CESER

La Section et le cabinet ont coconstruit les questions évaluatives et le référentiel d'évaluation en découlant. Les rôles ont été répartis pour l'analyse documentaire pendant le confinement printanier, puis pour mener les entretiens qualitatifs et construire le questionnaire à destination des étudiants. Les réunions mensuelles de la section Evaluation ont été l'occasion de faire un point régulier sur l'avancement des travaux, mais ont également permis d'organiser un échange de fond sur les enseignements de chaque étape de travail, de croiser les points de vue des membres de la section, d'amender et d'enrichir les constats.

L'approche adoptée relevait ainsi de **la formation-action**, reposant sur une logique itérative entre les membres de la section Evaluation, le comité de pilotage et le prestataire.

La conduite du projet a été formalisée en début de démarche de la façon suivante :




## 1.2 Une approche qualitative centrée sur la compréhension des facteurs de décrochage

Comme on l'a vu plus haut, le choix de la présente étude a été de porter la focale d'une part sur la question de la compréhension du phénomène du décrochage postbac et la mise en lumière du niveau de consensus entre les acteurs sur le sujet, et d'autre part sur la compréhension des différents facteurs du décrochage postbac et leurs interactions entre eux. Il s'agit donc d'une **étude qualitative, centrée sur la compréhension des facteurs de décrochage**.


Un consensus a été trouvé rapidement au démarrage de l'étude autour d'une typologie relativement simple des facteurs potentiels de rupture des parcours de formation, avec trois grandes familles de facteurs :

- les **facteurs liés au choix d'études supérieures** d'abord, avec pour principales causes de rupture l'erreur d'orientation initiale, le manque de préparation aux études supérieures et la question du capital social de chacun, tout aussi déterminant dans la capacité à s'orienter qu'à se réorienter, indépendamment des capacités individuelles et des résultats obtenus ;
 




**Orientation**

  - Choix d'orientation inadapté - « l'erreur d'aiguillage »
  - Manque de préparation aux études supérieures
  - « Capital social »
- les **facteurs liés à l'environnement et aux conditions matérielles de vie** ensuite ;
 



**Environnement et conditions matérielles**

  - Finances
  - Logement
  - Mobilité
  - Hygiène de vie
  - Réseau
- les **facteurs plus spécifiquement liés à des problématiques individuelles** préexistantes ou pouvant survenir au cours du parcours (santé, addictions, événements personnels).
 



**Individu**

  - Santé physique / handicap
  - Santé mentale et affective
  - Comportements addictifs
  - Problématiques relationnelles
  - Événement personnel

### 1.3 Le déroulement de l'étude et les outils méthodologiques mobilisés

L'étude, prévue sur 12 mois initialement, s'est finalement déroulée sur un peu plus de 15 mois, de début janvier 2020 à mi-mai 2021, de façon à tenir compte du calendrier universitaire, qui nous a notamment amenés à repousser l'enquête à destination des étudiants au retour des vacances d'automne de façon à ne pas surcharger les acteurs, et à organiser les entretiens qualitatifs à partir du mois de février de façon à pouvoir bénéficier d'un recul suffisant sur l'année en cours. **La crise sanitaire et la période de confinement total du printemps 2020 n'ont eu qu'un impact mineur sur la conduite de l'étude**, le comité de pilotage du CESER et le cabinet Eneis by KPMG ayant su trouver très vite des modalités pratiques de collaboration permettant d'avancer malgré les conditions dégradées.

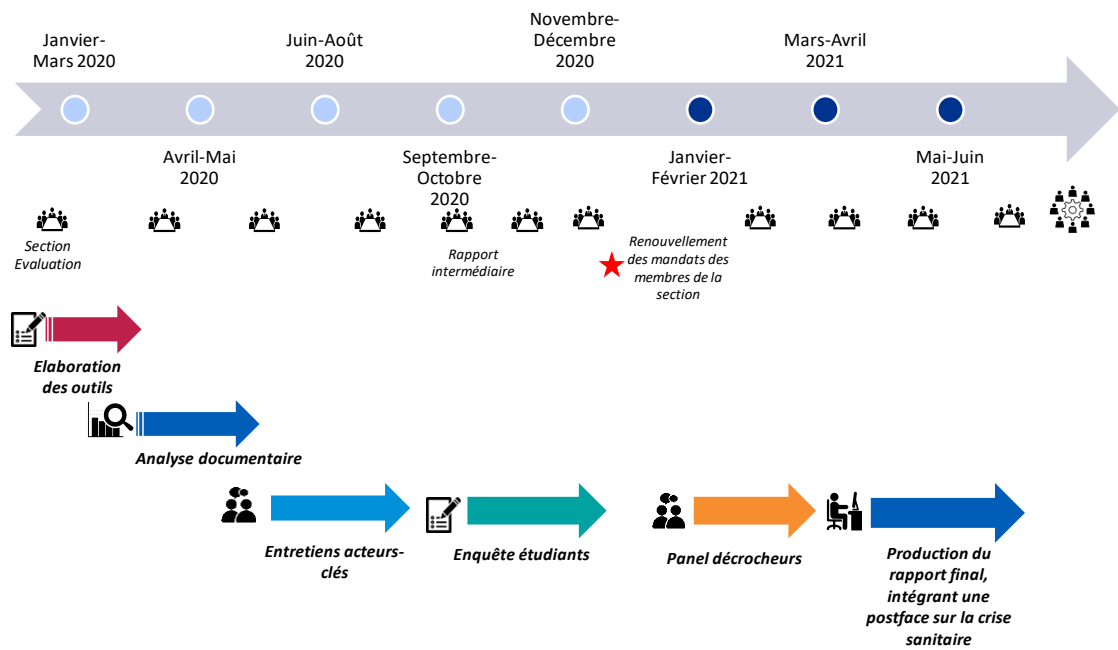
Les outils mobilisés au cours de l'étude ont été définis au démarrage et ensuite adaptés à la marge au fil du temps. Il s'est agi très majoritairement de mobiliser des outils qualitatifs : **analyse documentaire, entretiens semi-directifs avec les acteurs professionnels, enquête auprès des étudiants, entretiens non-directifs avec les étudiants du panel.**

Ainsi, une enquête a été lancée en octobre 2020 auprès de tous les étudiants, quels que soient leur niveau d'études supérieures et le type de formation suivi. **2 328** étudiants ont répondu sur un objectif idéal de 3 000 réponses visées. 64 % des répondants sont des étudiants en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> année postbac, des publics spécifiques ciblés par l'enquête. Ainsi, seule cette enquête a constitué une source de données quantitatives.

Une adaptation importante a toutefois été décidée en début d'année 2021, à la suite de la restitution intermédiaire des travaux en bureau du CESER en décembre 2020, avec **l'ajout d'une postface sur la crise sanitaire.**

L'enquête générale devait être complétée par des entretiens avec une quinzaine de décrocheurs, soit des jeunes résidant dans les différents départements de la région ayant abandonné leurs études en cours ou en fin de première année, sans projet précis. Seuls 7 jeunes ont accepté un entretien. Cette étape a été la plus complexe à mener

L'enchaînement des différentes étapes est indiqué sur le schéma ci-dessous.



## 2 LES REPONSES AUX QUESTIONS EVALUATIVES

### 2.1 La connaissance du phénomène du décrochage postbac

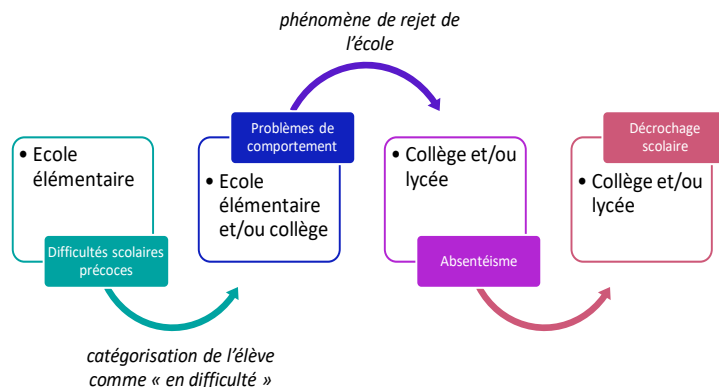
#### 2.1.1 Entre définition théorique, appréhension empirique et pratiques de mesure du phénomène

##### La complexité de définir et de chiffrer le décrochage postbac au niveau national

Un décret du 31 décembre 2010 (article D.313-59 et L.313-7) du Ministère de l'Education Nationale définit le décrochage comme un processus qui conduit un jeune en formation initiale à se détacher du système de formation jusqu'à le quitter avant d'avoir obtenu le niveau de qualification minimum requis par la loi : le baccalauréat ou un diplôme à finalité professionnelle (CAP, BEP).

Le CNESCO (Centre National d'Etude des Systèmes Scolaires) décrit les différentes étapes du décrochage scolaire de la façon suivante :

Ainsi, si la définition du décrochage scolaire n'est pas transposable au décrochage postbac puisque le second porte sur des individus qui ont obtenu un premier niveau de qualification, on peut néanmoins retenir deux éléments-clés qui nous semblent se vérifier tout autant pour le niveau postbac :



- tout d'abord, le **décrochage est un processus et non pas un état**, et c'est en grande partie la raison pour laquelle il est difficile de le quantifier,
- ensuite le **décrochage prend ses sources très en amont de sa concrétisation** dans le parcours du jeune

**La définition du SIES** (Sous-direction des systèmes d'information et des études statistiques du Ministère de l'Education Nationale de l'Enseignement supérieur et de la Recherche) **qui identifie comme décrocheurs les bacheliers d'une année inscrits dans le supérieur après leur bac qui ne se réinscrivent pas l'année suivante**, repose sur une approche longitudinale. Toutefois, le faible recul pour observer le décrochage (une année seulement) en fait une **mesure partielle** puisque les étudiants décrocheurs à une certaine date d'observation peuvent reprendre leurs études plus tard. En effet, une étude du CEREQ (V.Mora, « Quand les bacheliers reprennent le chemin des diplômes », CEREQ, *Bref*, n° 235, 2014) montre que **le choix d'arrêter ses études est « un choix de plus en plus réversible »**. Ainsi, parmi les bacheliers qui avaient mis un terme à leur formation initiale en 2010, 30% ont repris des études ou une formation en alternance dans les trois années qui ont suivi.

Dans leurs études, le CEREQ et l'OVE utilisent une définition approchant le décrochage mais avec un recul plus grand. Ainsi, les décrocheurs de l'enseignement supérieur sont des sortants sans diplôme d'une génération donnée, trois ans après leur sortie de formation initiale. Aussi, pour le CEREQ et l'OVE, le décrochage concernerait 15% des jeunes sortis de l'enseignement supérieur en 2007, soit environ 54 000 jeunes.

Finalement, on trouve différentes définitions du décrochage postbac :

- **Etudiants en échec et sans perspective crédible de réorientation** au sein de leur établissement (définition des cibles de l'action « Assure Ton Avenir dans le Supérieur » - Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)).
- **Sortie non-diplômée**, alors même que l'étudiant peut se réorienter vers un autre établissement (GAUTHIER, 2015)
- **Etudiants primo-rentrants qui risquent de sortir prématurément du système universitaire sans dispositif immédiat de formation ou de qualification** (Evaluation du dispositif Transver'Sup, université d'Angers).



Les derniers chiffres disponibles – ici les chiffres mis en avant sur le site du CNESCO, font globalement état d'une baisse tendancielle du phénomène sur les dernières années observées et quels que soient les indicateurs retenus. Pour autant, ces chiffres ne prennent évidemment pas en compte l'impact de la crise sanitaire que nous traversons depuis le début de l'année 2020, et donc nous ne pourrions mesurer les effets sur les parcours qu'à partir de la rentrée universitaire de septembre 2021.

INDICATEURS DU DÉCROCHAGE SCOLAIRE			
Taux de sortants sans diplôme (Depp – Insee)	Taux de sortants précoces chez les 18-24 ans (Depp – Insee EUROSTAT)	Taux de non diplômés parmi les 15-24 ans non scolarisés (Insee)	Taux de non scolarisés, ni emploi, ni en formation chez les 18-24 ans (OCDE)
<b>13 % 2015</b> Soit 100 000 jeunes	<b>8,8 % 2016</b> Soit 450 000 jeunes	<b>24,7 % 2013</b>	<b>19,8 % 2016</b>
↓ - 3 pts 2011	↓ - 2,4 pts 2006	↓ - 2,5 pts 2006	↓ - 0,8 pts 2015

### Une définition qui semble partagée par les acteurs locaux

L'étude conduite en région Centre-Val-de-Loire a permis de constater l'existence d'un consensus en termes d'approche, avec une **définition partagée par l'ensemble des acteurs, y compris les étudiants eux-mêmes**, à savoir : ***l'abandon d'une formation diplômante en cours ou en fin d'année, sans projet ultérieur de formation ou d'insertion professionnelle.***

Une fois posée, cette définition interroge néanmoins sur **la question du curseur temporel d'une part et celle des données disponibles d'autre part**. En effet, si de façon théorique l'ensemble des acteurs s'accordent à **distinguer la notion d'abandon d'un cursus de celle de décrochage avéré**, de façon empirique, l'absence de visibilité sur le devenir des étudiants qui interrompent un parcours donné amène assez naturellement les uns et les autres à considérer par défaut ces étudiants comme des « décrocheurs » de leur point de vue. Le processus d'identification des jeunes pour le panel décrocheurs que nous avons conduit début 2021 a été une bonne illustration de cette **dichotomie entre définition théorique et appréhension empirique du décrochage**, puisque nous nous sommes aperçus en prenant contact avec les jeunes qui nous avaient été orientés par les différents relais (établissements d'enseignement supérieur, missions locales, associations, réseaux sociaux, etc.) que certains d'entre eux étaient en fait déjà engagés sur un autre cursus ou en voie de réorientation et n'avaient en réalité « décroché » que quelques mois voire quelques semaines...

Ainsi, si la Direction de l'Évaluation de la Prospective et de la Performance de l'Education nationale définit les décrocheurs comme des « non réinscrits dans l'enseignement supérieur pendant deux ans », le logiciel universitaire Apogée comme le système d'information SISE (voir plus loin) ne prennent pas en compte cette notion de temporalité et ne considèrent que les « non-réinscrits », qui constituent forcément un groupe plus large pouvant comprendre à la fois des jeunes décrocheurs, des jeunes qui se seraient réinscrits dans un autre cursus ou encore des jeunes insérés sur le marché du travail. On voit ainsi ici que **si la définition théorique est bien partagée, force est de constater qu'elle ne l'est plus vraiment lorsqu'on commence à s'intéresser de plus près aux indicateurs en usage.**

#### 2.1.2 *Un déficit de données disponibles qui contribue à obscurcir l'appréhension du phénomène*

L'appréhension du phénomène de décrochage postbac est ainsi rendue complexe par l'absence de données consolidées sur le sujet. En effet, ces données existent mais elles sont éparpillées entre différents acteurs ; en outre, comme on l'a esquissé plus haut, les indicateurs utilisés pour approcher la question diffèrent d'un acteur à l'autre. Enfin, les **données existantes portent plus souvent sur le « stock » que sur le flux** et ne permettent pas de différencier les sorties sèches des réorientations, puisqu'il n'existe pas de suivi de cohorte à grande échelle.

On peut recenser les sources de données suivantes<sup>1</sup>, qui ne permettent néanmoins pas de fournir une photographie de la situation à l'instant T sur un territoire donné :

<sup>1</sup> cf. Beaupère et al. sur « l'abandon des études supérieures » pour l'Observatoire de la Vie Étudiante, 2007

### Enquêtes régulières

**Panel-DEPP** : la Direction de l'Évaluation de la Prospective et de la Performance exerce une fonction de suivi statistique, d'expertise et d'assistance pour le Ministère de l'Éducation Nationale et le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. La méthode de suivi de cohorte consiste à interroger un échantillon pendant douze ans c'est-à-dire dès l'entrée en 6ème jusqu'au master 2 pour les non redoublants. Par exemple, le panel 89 qui a touché plusieurs milliers de jeunes à l'échelle nationale, a pu donner des informations concernant les parcours dans le supérieur et a défini les décrocheurs comme des « non réinscrits dans l'enseignement supérieur pendant deux ans ». L'enquête a montré que parmi les 6500 questionnés, 1100 ont renoncé et ont choisi l'accès direct à la vie professionnelle. 1100 autres ont quitté l'enseignement supérieur sans diplôme. En revanche, nous avons peu d'informations sur les parcours d'insertion.

**Génération-CEREQ** : le Centre d'Études et de Recherches sur les Qualifications a été créé à la fin des années quatre-vingt-dix. Ce centre a mis en place un dispositif d'enquête Génération qui consiste à interroger, à l'échelle nationale, les sortants, trois ans après leur sortie du système éducatif quel que soit leur niveau. Selon eux, ce recul permet de bien définir les décrocheurs. Dans l'enquête "Génération 98" ces derniers sont définis comme des « non réinscrits dans l'enseignement supérieur pendant un an ». Cette enquête mentionne que 7 % des sortants retournent à l'enseignement supérieur après un an, suite à une mauvaise expérience professionnelle. Néanmoins, nous avons peu d'informations sur le parcours scolaire antérieur.

**L'OVE** : L'Observatoire National de la Vie Étudiante (OVE) est un organisme de recherche qui réalise des études sur les conditions de vie et le comportement des étudiants. Il organise régulièrement des enquêtes nationales qui portent sur tous les aspects de la vie étudiante. Les enquêtes de l'OVE sur les conditions de vie des étudiants souscrivent le décrochage sous l'angle de la réussite ou non aux examens. Elles ne sont pas consacrées aux décrocheurs. Par ailleurs, d'autres enquêtes des observatoires régionaux s'intéressent au décrochage et le différencient de l'échec aux examens. Les limites reprochées à ces enquêtes se manifestent à travers la définition attribuée aux décrocheurs qui sont « non réinscrits dans l'université et/ou un établissement d'enseignement supérieur de la région ».

### Bases de données

**Bases élèves académie - Académie** : le logiciel Base élèves premier degré est une application Internet développée par le Ministère de l'Éducation Nationale et destinée aux écoles. Elle vise à remplacer les dossiers papier des élèves dans les écoles. Elle permet le suivi des parcours et de la scolarité des élèves. Cette méthode permet d'apercevoir les filières de l'enseignement supérieur dans les établissements secondaires. Ainsi elle définit les décrocheurs comme étant des « non réinscrits dans un établissement secondaire (STS/CPGE) ».

**Apogée - Université** : l'Application Pour l'Organisation et la Gestion des Enseignements et des Étudiants est un logiciel destiné à la gestion des inscriptions et des dossiers des étudiants dans les universités françaises. Parmi ses composantes, le parcours de l'étudiant au sein de l'université. Le décrochage pourra être examiné en rapport avec l'échec et la réussite à l'examen. Pour cette raison les décrocheurs sont définis comme des « non-réinscrits dans l'université ». Cette application est limitée à chaque académie.

**Sise - MEN** : le Système d'Information sur le Suivi des Étudiants est créé au sein du Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche. Il permet le traitement automatisé d'informations nominatives. Cet outil permet au ministère de disposer d'informations de base fiables et cohérentes sur l'ensemble du dispositif national d'enseignement supérieur. Il définit les décrocheurs comme « non-réinscrits dans l'université ». Mais il ne permet pas de savoir si l'abandon est définitif ou non. En outre, si la base de données est fiable pour les établissements qui relèvent du secondaire, sa complétude et son actualisation concernant les étudiants de l'enseignement supérieur sont dépendantes de la qualité de la collaboration avec les établissements concernés.

### 2.1.3 Une problématique de politique publique associée qui reste à définir

La question du curseur s'avère essentielle également au regard de l'importance à donner à la problématique en termes de politiques publiques : **s'agit-il de mettre l'accent sur la prévention du décrochage ou sur la prise en charge de ses effets ?** Ainsi, pour certains acteurs, au premier rang desquels les missions locales et autres structures dédiées à l'insertion des jeunes, le « vrai » décrochage s'apparente à une forme de désinsertion sociale, ce qui reviendrait à resserrer l'appréhension du décrochage, en termes de politiques publiques, à la notion d'impact à moyen-long terme.

**Notre étude nous a en tout cas plutôt amenés à nous pencher sur le volet « amont » et sur la question de l'identification des facteurs de décrochage, dans une logique de sécurisation des parcours de formation initiale**, plutôt que sur la question de la prise en charge des effets du décrochage.

Par ailleurs, il reste à positionner la problématique du décrochage postbac à sa juste place en termes de politiques publiques, car si le phénomène constitue certes une problématique en tant que telle, il constitue également **le symptôme d'une problématique plus large qui est celle de l'adéquation du modèle de formation initiale proposé aux jeunes** dans la société française, et en particulier la question de la linéarité du parcours.

En effet, le modèle sociétal actuel repose sur une incitation forte à s'orienter sur un parcours d'études supérieures, considéré autant comme un signe de réussite et de réalisation individuelle que comme un facteur d'employabilité et un gage d'insertion socioprofessionnelle durable. En filigrane, si la question du décrochage est posée avec autant d'acuité, c'est sans doute également à mettre en lien avec le manque d'une véritable politique intégrée à destination de la jeunesse dans son ensemble, au niveau régional comme au niveau national et **l'absence de statut propre à la jeunesse en dehors du statut étudiant**. Ce sujet est ainsi à mettre en lien avec la problématique des **publics « NEET »** (*« Not in Education, Employment or Training »*), qui concentre de plus en plus l'attention des acteurs publics notamment au niveau européen.<sup>2</sup>

On ne peut donc pas se poser la question de la problématique du décrochage postbac sans prendre en compte l'incitation forte à poursuivre son parcours au-delà du secondaire, confortée par l'immédiateté des questions matérielles qui se posent dans la perspective d'un arrêt des études. **Ainsi, certains jeunes orientés par défaut vers des études supérieures, faute d'alternative, viennent renforcer le groupe des « décrocheurs » sans qu'il y ait eu réellement un « accrochage » en amont.** Il s'agit donc de prendre en compte également la production systémique du décrochage. Sur ce point, on peut poser l'hypothèse que la crise sanitaire actuelle pourrait rebattre les cartes et reposer différemment l'appréhension de la valeur des études supérieures au regard de la notion de sécurisation globale des parcours individuels.

Cette notion d'« accrochage » est pourtant essentielle car, comme on le verra plus loin, **c'est bien souvent à l'étape de formulation du projet postbac que le « décrochage » prend sa source.**

#### 2.1.4 *La compréhension du poids relatif des différents facteurs de décrochage*

Comme on l'a évoqué un peu plus tôt, l'hypothèse de départ résidait dans le fait que si la réussite suppose de bonnes conditions d'étude, alors l'inverse serait vrai également, c'est-à-dire que l'échec postbac serait en partie attribuable à de mauvaises conditions d'étude, le décrochage pouvant être catégorisé parmi les différentes formes d'échec. Cependant, force est de constater que la réalité est plus complexe, et que si le fait de ne pas réunir l'ensemble des conditions favorables à la poursuite des études supérieures a un effet négatif sur les trajectoires individuelles des étudiants, **cet effet est plutôt à chercher du côté de l'aggravation d'une situation que dans le déclenchement du décrochage.**

Les échanges avec les acteurs lors de la première vague d'entretiens conduite entre le mois de juillet et le mois de septembre 2020, ont permis de montrer que les acteurs se retrouvaient particulièrement bien dans la typologie des facteurs de décrochage proposée, qu'il s'agisse des acteurs de l'enseignement supérieur (universités de Tours et d'Orléans, Ecocampus de Châteauroux), des acteurs institutionnels (Rectorat, Région Centre-Val-de-Loire, CROUS), des acteurs de l'information, de l'orientation et de l'insertion des jeunes (Centre régional information jeunesse, missions locales), des représentants des jeunes et des parents comme des acteurs associatifs.

Concernant les **facteurs liés à l'orientation et au choix d'études supérieures**, ont été mis en avant la **méconnaissance des filières** et des métiers **par les jeunes mais également par les enseignants et les acteurs de l'orientation**, **l'absence de préparation de la transition** entre le lycée et l'université, avec l'idée que le « métier d'étudiant » est fondamentalement différent du « métier de lycéen », mais également **le poids des stéréotypes et de « l'image sociale » de certains cursus** comme le droit notamment, qui génère de nombreuses déconvenues dès le premier semestre de licence.

Le décrochage se révèle particulièrement prédominant pour les jeunes issus de filières techniques ou professionnelles, faute d'obtention d'une place en BTS ou en DUT, qui constituerait la suite logique de leur parcours, se retrouvent par défaut dans une filière universitaire à laquelle ils sont encore moins bien préparés. En effet, les places de BTS et de DUT, limitées, sont d'abord prises par des étudiants issus de la filière générale.

---

<sup>2</sup> Eurostat, l'agence statistique de la Commission Européenne, définit le taux de NEET comme la part de jeunes âgés de 18-25 ans qui ont quitté l'école et qui ne sont ni en étude, ni en emploi, ni en apprentissage. Ils étaient près de 963 000 en France en 2018.



#### **Focus sur les enseignements de l'enquête conduite auprès des étudiants à l'automne 2020**

Si plus de 80% des étudiants interrogés s'estiment satisfaits de leur choix de formation, ils sont néanmoins **40% à rapporter qu'ils n'avaient pas une idée claire de ce qu'ils souhaitaient faire** à l'issue du lycée (27% « pas vraiment » ; 13% « pas du tout »).

Lorsqu'on les interroge sur la façon dont s'est opéré leur choix, **ils sont particulièrement nombreux à mettre en avant le fait qu'ils auraient aimé avoir plus d'informations sur les différentes possibilités**, mais également le fait qu'ils ont ressenti une **forme de pression à choisir**, qu'ils se sont sentis un peu perdus et qu'ils auraient aimé qu'on les guide plus. Ce dernier point est à mettre en lien avec le fait que **61% d'entre eux n'ont bénéficié d'aucun accompagnement dans leur choix d'orientation postbac**. Lorsqu'il y a eu un accompagnement à l'orientation, cela a plutôt été le fait de l'enseignant que du **Conseiller d'Information et d'Orientation, qui est cité par moins de 17% des étudiants interrogés**, ce qui témoigne d'un réel décalage entre la théorie de la politique publique et sa réalité.

Ensuite, lorsqu'on interroge les étudiants sur les principales causes du décrochage, notamment en 1<sup>ère</sup> année, ils citent en premier lieu : un **mauvais choix d'orientation qui amène à se démotiver, le manque de préparation** aux études supérieures et les difficultés d'organisation dans le travail, puis la difficulté du cursus avec un décalage trop important entre les acquis du lycée et les exigences de la 1<sup>ère</sup> année.

Plusieurs de nos interlocuteurs ont également souligné le caractère spécifique de la rentrée universitaire 2020 avec l'arrivée d'une part plus importante de néo-bacheliers, a priori moins bien préparés du fait de l'obtention de leur bac au travers du contrôle continu.

Concernant **les facteurs liés à l'environnement** ensuite, les acteurs ont mis en avant notamment la situation d'« entre-deux » pour les étudiants qui ont droit à un faible niveau de bourse mais ne bénéficient pas d'une aide complémentaire de leurs parents, la situation spécifique des étudiants étrangers encore en attente de leur carte d'étudiant et donc dépourvus temporairement des droits associés, et plus généralement la méconnaissance des aides et dispositifs d'aide existants par les publics-cibles. Parmi les facteurs potentiels de décrochage, les acteurs ont également souligné le poids de l'idéalisation de la vie étudiante, qui génère des déconvenues, et le moment crucial des premiers partiels de novembre-décembre, avec la concrétisation des exigences propres à l'enseignement supérieur.



#### **Focus sur les enseignements de l'enquête conduite auprès des étudiants**

88% des étudiants interrogés s'estiment satisfaits de leurs conditions de vie actuelle (46% « tout à fait », 42% « plutôt »)

Parmi les difficultés rencontrées au démarrage de leur parcours d'études, la question des ressources et notamment le fait d'avoir dû combiner cours et job étudiant ne viennent respectivement qu'en 8<sup>ème</sup> et en 9<sup>ème</sup> position, loin derrière les difficultés liées au changement de rythme et à l'organisation, au niveau et au contenu des cours.

De façon cohérente, **la question des difficultés financières rendant impossible la poursuite d'études et la difficulté à concilier job étudiant et études ne viennent respectivement qu'en 5<sup>ème</sup> et 9<sup>ème</sup> position parmi les causes de décrochage potentielles citées par les étudiants**, ce qui vient largement minorer le poids des différentes aides et dispositifs en direction des étudiants et leur insuffisance potentielle dans le phénomène du décrochage postbac.

En revanche, les **étudiants se sentent, de façon très majoritaire, insuffisamment informés sur leurs droits et leurs possibilités** en tant qu'étudiants (50% « pas vraiment », 18% « pas du tout ») et mentionnent notamment souhaiter avoir plus d'information sur les possibilités d'aide financière et sur les tarifs proposés aux étudiants pour les transports, les loisirs, la vie culturelle, les clubs sportifs, etc.

Concernant les **facteurs liés à l'individu**, l'accent a souvent été porté sur le manque de capital social et relationnel de certains jeunes, ainsi que celui de la pression parentale qui peut amener à entamer un cursus supérieur sans la motivation associée, ou encore à faire de mauvais choix d'orientation. Certains interlocuteurs ont également souhaité mettre en avant la problématique de la santé mentale, de plus en plus prégnante à l'université, et l'impréparation des enseignants à faire face à cette problématique.



#### **Focus sur les enseignements de l'enquête conduite auprès des étudiants**

Les **difficultés psychologiques** sont citées par **37% des étudiants** parmi les **facteurs de décrochage potentiels**, ce qui place ce facteur en 4<sup>ème</sup> position, loin devant les difficultés financières qui viennent juste après mais ne sont citées que par 19% des répondants, ce qui montre bien la prégnance de la problématique de santé mentale avancée par les acteurs professionnels interrogés.

On note également une part importante de répondants (40%) qui rapportent une dégradation de leur situation personnelle du fait du confinement du printemps 2020. Cette dégradation se manifeste avant tout sur la dimension pédagogique avec la difficulté à suivre les cours à distance, puis sur la dimension sociale avec un **sentiment d'isolement rapporté par près de 37% des étudiants**. Ils sont également près de 48% à craindre un effet négatif à moyen terme de la crise sanitaire notamment sur les perspectives d'obtention de leur diplôme.

*NDLR : l'enquête a été conduite à l'automne 2020 et ne prend donc pas en compte les effets de l'installation de la crise sur la durée*

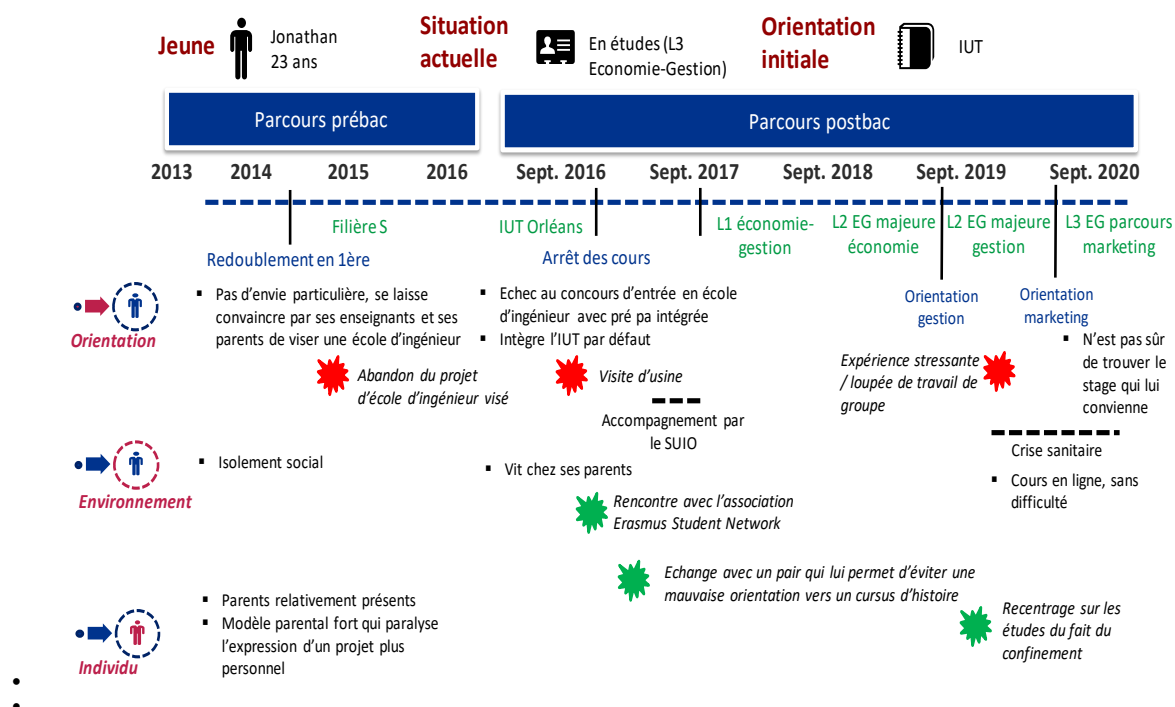
Les entretiens conduits ont également permis de mettre en lumière des **facteurs exogènes aux individus eux-mêmes**, et notamment le **manque de suivi et d'accompagnement individuel des étudiants dans les filières générales non sélectives**, à l'inverse d'autres types de formation de type BTS ou DUT où l'encadrement est plus important.

La question des critères d'avancement de carrière des enseignants-chercheurs à l'université, entièrement centrés sur les travaux de recherche et non sur la dimension pédagogique ou la réussite des étudiants, a fortiori en licence, et celle du recrutement des enseignants du niveau licence, au sein desquels on retrouve une proportion plus importante d'enseignants vacataires, a également été posée.

Les entretiens individuels non directifs conduits avec des jeunes concernés par un épisode de décrochage plus ou moins durables sont également particulièrement éclairants sur la compréhension des différents facteurs de décrochage et de leur poids relatif. Ils permettent également de rendre compte de la **complexité du processus de décrochage et de sa durée**, dans la mesure où **ce processus s'installe généralement sur un temps long**.

La carte de parcours ci-jointe, si elle ne porte pas à réellement parler sur un profil de décrocheur mais plutôt sur un parcours fait de réorientations successives, permet ainsi de distinguer, des aléas parmi les facteurs explicatifs :

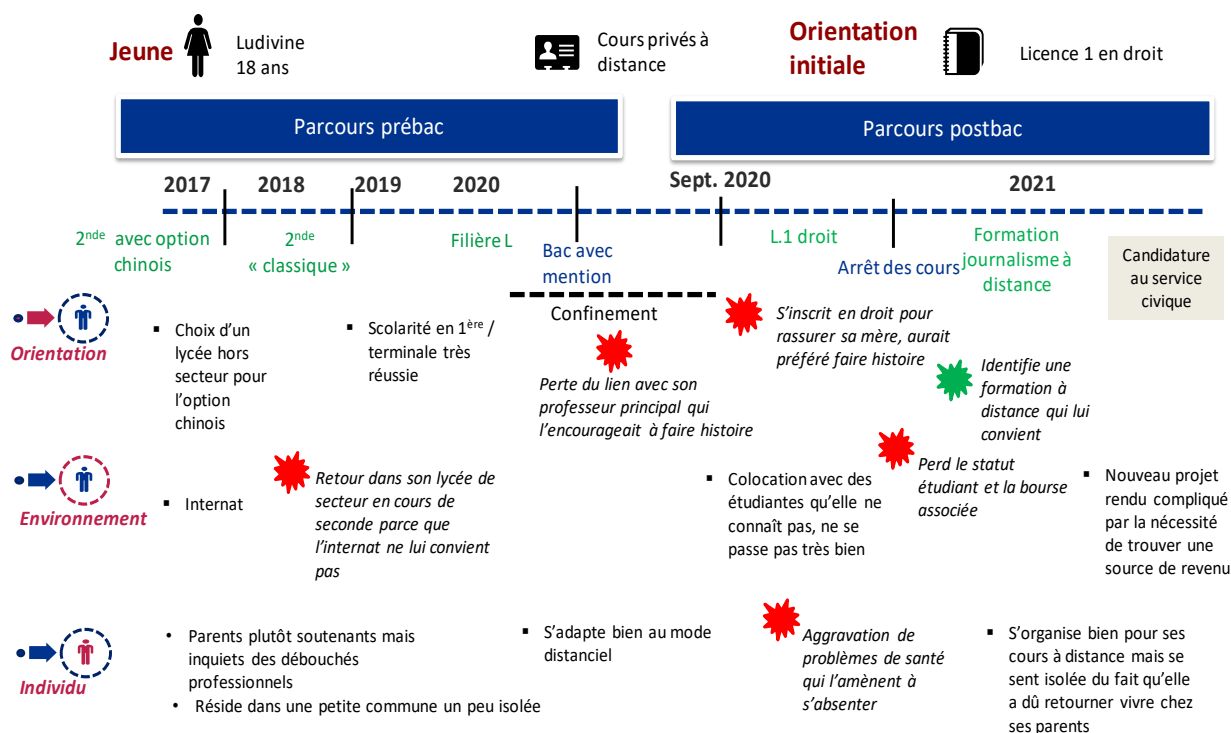
- L'intériorisation dès la seconde d'une **dévalorisation de la voie professionnelle** qui amène à s'accrocher sans conviction à la voie générale
- Le **poids du modèle parental** dans le choix de l'orientation postbac
- Une **faible connaissance des débouchés professionnels** et des caractéristiques des métiers visés par les filières choisies
- Le **sentiment d'un manque de préparation et d'accompagnement** sur les méthodes de travail





La carte de parcours suivante est plus caractéristique d'un parcours de décrocheur, cependant la jeune femme interrogée est en cours de formalisation d'un projet, on y retrouve néanmoins :

- Une **élève plutôt douée scolairement dont le parcours est rendu chaotique par un premier échec** personnel avec l'internat en seconde, à la suite duquel elle a eu du mal à reformuler un projet
- Une place essentielle **des parents qui malgré leur bonne volonté ont induit un choix d'études qui ne convenait pas**
- Un **rebond encore fragile** qui repose uniquement sur une capacité à se remobiliser et à se renseigner par soi-même, **sans accompagnement**



NDLR : l'ensemble des cartes de parcours réalisées figurent en annexe du présent rapport.

**En conclusion** de cette partie sur la compréhension des facteurs de décrochage, on notera donc notamment les éléments suivants :

- le processus de décrochage postbac repose sur **des mécanismes complexes et sur une combinaison de facteurs** plutôt que sur un facteur donné ;
- il s'agit souvent d'un **lent processus de fragilisation du parcours** qui prend ses sources dans le secondaire voire auparavant, et cela **de façon relativement indépendante des résultats scolaires**, contrairement au décrochage scolaire dans lequel on retrouve bien souvent un facteur d'échec scolaire à l'origine ;
- **la question des conditions matérielles d'étude n'est pas à positionner parmi les facteurs directs de décrochage mais constitue l'une des traductions de la fragilité globale d'une situation et peuvent jouer un rôle décisif sur les conditions du « raccrochage »**, à mettre souvent en lien avec un déficit de soutien familial, matériel ou affectif. Ainsi on constate, dans les situations étudiées, que les jeunes qui ont pu rester habiter chez leurs parents ou retourner habiter chez leurs parents ont pu plus facilement rebondir sur un nouveau projet, tandis qu'inversement les projets personnels sont souvent impactés par la nécessité d'une prise d'autonomie matérielle et financière ;
- les différents moments d'orientation constituent des étapes cruciales et que beaucoup de situations de décrochage constituent **le résultat d'une somme de « rendez-vous manqués »** : choix de la 1<sup>ère</sup>, choix de l'orientation postbac, etc. La réforme du lycée, et la

nécessité de choisir des options déterminant le parcours futur, pourraient rendre encore plus complexe ce moment d'orientation ;

- **la représentation que se font les parents des choix à privilégier pour leur enfant**, en termes de formation comme en termes de métier, et des capacités de leur enfant, joue un rôle crucial qu'il est difficile à ce jour de prendre en compte dans les politiques publiques, tant la notion de coéducation est fragile à partir du secondaire ;
- **la transition entre le secondaire et le supérieur est encore insuffisamment investie** et se traduit par une déstabilisation importante pour les étudiants les moins bien préparés, soutenus et accompagnés, qui peut générer du primo-décrochage voire un éloignement durable du système de formation ;
- **la question des pairs est absolument centrale** dans les facteurs de « raccrochage » potentiels, et ce sont bien souvent des rencontres personnelles qui ont permis à certains jeunes de reprendre confiance et de formuler un nouveau projet, indépendamment des conseils et accompagnements proposés par les acteurs institutionnels ;
- **le droit à l'erreur revêt, en l'absence d'une véritable prise en compte par les pouvoirs publics, une coloration très inégalitaire** car l'allongement des parcours d'études qui en résulte suppose une capacité d'autofinancement qui n'est pas celle de tous les étudiants.

## 2.2 La prise en compte du phénomène du décrochage postbac

### 2.2.1 Le traitement de la problématique au niveau institutionnel

**Au niveau national**, on distingue une série de mesures successives sur les 15 dernières années qui, sans avoir pour objectif principal ou unique d'agir sur le phénomène du décrochage postbac, ont néanmoins un impact sur le sujet traité ici.

#### Le « Plan pour la réussite en licence » de 2007

Depuis 2007, de nouveaux dispositifs voient le jour dans le cadre de l'instauration du Plan Réussite en Licence (PRL).

En 2007, Valérie Pécresse, ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche, annonce la mise en place du Plan Réussite en Licence. Ce plan concerne les trois années de licence. Le but fixé par la ministre est de diviser par deux le taux d'échec en première année en cinq ans, et plus globalement d'atteindre l'objectif de 50 % d'une classe d'âge au niveau licence, fixé par la nouvelle loi d'orientation de 2005. Ce plan repose sur trois grands principes : le premier vise à rénover le contenu de la licence générale. La Licence première année (L1) est une année charnière. Elle est dite « année fondamentale » et doit, entre autres, « garantir aux étudiants la maîtrise des savoirs fondamentaux et des compétences indispensables à la réussite de leur parcours universitaire » (MESR, 2008). De plus, le ministère émet le **souhait que chaque étudiant de L1 bénéficie d'un volume horaire de cinq heures supplémentaires par semaine, à travers des cours complémentaires, le tutorat ou encore le monitorat**. Il est également **prévu que chaque étudiant dispose de l'aide d'un enseignant référent auquel s'adresser en cas de problème, que la taille des groupes soit diminuée et que les modes d'évaluation soient révisés**. Le deuxième axe de ce plan concerne l'orientation et l'accompagnement des étudiants : il s'agit de mieux informer les élèves et leurs familles sur les possibilités d'orientation à la sortie du lycée, de réorientation en cours d'année scolaire et de mieux les accompagner dans leurs projets, ce dès le lycée. L'université doit aider l'étudiant, dès sa première année universitaire, à construire un véritable projet professionnel. Enfin, le dernier axe (qui ne touche pas directement les universités) repose sur une plus forte mobilisation des filières courtes telles que les sections de techniciens supérieurs (STS) ou les instituts universitaires technologiques (IUT) pour la réussite de tous les étudiants.

#### Le « Plan étudiants » de 2017

Le « Plan Etudiant pour accompagner chacun vers la réussite » annoncé par le gouvernement à la rentrée 2017 veille notamment à réduire le nombre d'étudiants décrocheurs dans l'enseignement supérieur à travers plusieurs mesures à destination des étudiants en première année postbac, dont :

- Mesures relatives à l'orientation et l'accès à l'enseignement supérieur : dialogue renforcé sous l'autorité du recteur entre enseignement secondaire et enseignement supérieur ; mise en œuvre de la **plateforme Parcoursup** et **mesures d'adaptation pour les candidats acceptés de manière conditionnelle**,

- Mesures relatives à l'offre de formation postbac : « **contrat de réussite pédagogique** » pour mieux suivre le parcours de l'étudiant ; premier cycle personnalisé et modulable (+ ou - 3 ans) ; **renforcement du tutorat** et de l'accompagnement des étudiants (nomination d'un directeur des études par champ disciplinaire),

- Mesures relatives à l'amélioration des conditions de vie étudiantes : rattachement des nouveaux étudiants au régime général de la Sécurité Sociale ; fusion des contributions « vie étudiante » ; soutien à la mobilité jusqu'à 1 000 € pour un étudiant qui change d'académie ; création de nouveaux centres de santé au sein des universités pour améliorer l'accès aux soins.

### La loi « Orientation et réussite des étudiants » (ORE) de 2018

La loi vise à réformer l'accès au premier cycle de l'enseignement supérieur et à favoriser la réussite des étudiants.

La loi instaure un nouveau dispositif (Parcoursup) relatif à l'inscription dans les formations d'enseignement supérieur, notamment celles dont les capacités d'accueil sont inférieures au nombre de candidatures reçues. La plateforme Admission Postbac (APB) est supprimée. Pendant la phase de saisie, le futur bachelier ou l'étudiant qui souhaite se réorienter formulera dix vœux (il en saisissait 24 sur APB) sans les ordonner. Les propositions d'admission seront désormais faites compte tenu de la cohérence entre, d'une part, le projet de formation du candidat, les acquis de sa formation ou ses compétences et, d'autre part, les caractéristiques de la formation. A l'issue de la phase d'analyse des dossiers par les établissements d'accueil, le candidat recevra les réponses des établissements sur l'ensemble de ses vœux : si la formation est sélective, l'avis est soit favorable avec, le cas échéant, l'inscription sur une liste d'attente, soit défavorable ; si la formation est non sélective et dispose d'une capacité d'accueil suffisante pour satisfaire l'ensemble des candidatures, l'avis est favorable mais peut être assorti, le cas échéant, de conditions d'accompagnement pédagogique ou de parcours spécifique. Aucune réponse négative ne peut être opposée au candidat ; si la formation est non sélective, mais dispose d'une capacité d'accueil insuffisante pour satisfaire l'ensemble des candidatures, l'avis est favorable mais peut être assorti, le cas échéant, de conditions d'accompagnement pédagogique ou de parcours spécifique. Compte tenu des capacités d'accueil, un candidat qui bénéficie d'un avis favorable avec ou sans dispositif d'accompagnement pédagogique peut être placé sur une liste d'attente. Un candidat qui recevra plusieurs avis favorables sans placement sur liste d'attente choisira, dans un délai d'une semaine, la formation à laquelle il souhaite être inscrit et renoncera alors aux demandes d'inscription pour lesquelles il aura reçu un avis favorable. Les places ainsi libérées seront proposées aux candidats placés sur liste d'attente.

Enfin la loi reconnaît le principe de l'année de césure, ouverte à tous les étudiants quels que soient leur niveau d'études, leur projet ou leur université.

La loi Orientation et réussite des étudiants (ORE) constitue ainsi le prolongement législatif du Plan Etudiant « Accompagner chacun vers la réussite » annoncé fin 2017 par le Premier ministre. Elle vise à améliorer les 3 étapes importantes du parcours des jeunes se destinant à l'enseignement supérieur : 1/ accompagnement à l'orientation au lycée, 2/ affectation dans une formation de l'enseignement supérieur 3/ réussite dans les 1ères années d'études. La loi ORE établit également une perspective cohérente et unifiée dans le continuum « -3/+3, un parcours d'orientation et de réussite de la classe de seconde à la 3ème année de licence.

**Au niveau régional**, on observe un **début de prise en compte du phénomène du décrochage postbac dans les orientations institutionnelles**.

Ainsi le **CPRDFOP** (Contrat de plan régional de développement des formations et de l'orientation professionnelles), contrat quadripartite Etat-Région-organisations syndicales et organisations professionnelles signé en juillet 2017, bien que centré sur l'enseignement secondaire et la formation professionnelle des demandeurs d'emploi, fait mention du décrochage dans les filières d'enseignement supérieur. Plusieurs actions du CPRDFOP portent ainsi sur le décrochage - « Mieux connaître ce qui peut conduire au décrochage et favoriser la persévérance en formation » et création d'un observatoire régional du décrochage - mais le décrochage postbac ne semble pas entrer dans le périmètre de l'observatoire. Par ailleurs, un engagement spécifique - « Accompagner la remédiation et le raccrochage par une mobilisation partenariale renforcée » pose clairement l'objectif de réduire le décrochage dans l'enseignement supérieur et notamment les BTS et de renforcer les actions de remédiation, cependant **les acteurs renvoient à un travail spécifique à engager dans le cadre du SRESRI** (Schéma Régional pour l'Enseignement Supérieur, la Recherche et l'Innovation).

## 2.2.2 La capacité de repérage des acteurs

La **capacité de repérage des situations à risque en matière de décrochage apparaît relativement faible**, particulièrement dans la filière universitaire générale. Ceci s'explique notamment par le manque de suivi individuel des étudiants en licence générale qui limite de fait la capacité de repérage là où se situe pourtant la majorité des étudiants, du fait de 2 facteurs distincts :

- **le manque de moyens** : le taux d'encadrement pédagogique en licence générale ne permet pas d'envisager un suivi individualisé de façon systématique, en particulier avec la hausse des effectifs constatée ces 3 dernières années sans augmentation des moyens humains et financiers (les membres de la section Evaluation du CESER rappellent que **le niveau de financement du parcours d'un étudiant en licence générale est environ deux fois inférieur à celui d'un étudiant en classe préparatoire**)
- **le manque de priorisation** : l'avancement de carrière des enseignants-chercheurs est plutôt conditionné par l'investissement dans les travaux de recherche et de publication que par l'investissement dans l'encadrement pédagogique auprès des étudiants.

En outre, on relève **peu d'indications sur l'existence d'une prise en compte dédiée du phénomène de décrochage postbac dans les orientations des différents acteurs de terrain**, notamment dans les actions conduites par certains acteurs qui apparaissent plus naturellement dédiés au sujet (MOIP, DOIP, CRIJ, BIJ, Espace Info Métiers etc.). En dehors de l'action Assure Ton Année dans le Supérieur, il n'existe pas de projets communs identifiés sur le sujet, et la fréquentation des journées ATAS ne permet pas d'établir qu'il s'agit d'un mode de repérage adéquat (fréquentation plutôt décevante et en baisse a priori bien en-deçà du nombre de situations de décrochage réelles, en cours ou avérées).

On notera, de façon intéressante au regard de cet enjeu du repérage, dans le cadre du dispositif Parcours de Réussite Modulaire de l'université de Tours, le projet de **mise en place d'une plateforme d'orientation qui devra participer à l'identification des étudiants décrocheurs**, avec un système d'alerte sur la base d'indicateurs tels que le niveau d'assiduité, l'évolution des notes, le suivi ou non des modules proposés, les entretiens avec les psychologues d'orientation de l'Education nationale, etc.

### 2.2.3 *Les réponses apportées en termes de prise en charge*

Si l'on considère les 3 catégories de facteurs de décrochage potentiels identifiés, on peut dresser les constats suivants sur chacune de ces catégories.

Le **volet orientation et réorientation** est particulièrement investi par les pouvoirs publics, notamment à la faveur du déploiement des dispositions de la loi ORE de 2018.

Ainsi, la question de **l'orientation initiale fait l'objet d'une attention redoublée** de la part de l'Education nationale et de la Région, mais il est **encore un peu tôt pour dresser un bilan** du fait de la jeunesse du Service Public Régional de l'Orientation comme de la mise en œuvre des 54h dédiées à l'orientation dans le secondaire. La Cour des Comptes dans son rapport sur la loi ORE, regrette notamment le caractère non obligatoire et indicatif des 54h d'orientation dans les établissements secondaires. Les acteurs mettent également en avant le fait **qu'on ne peut pas attendre des universités qu'elles contribuent à la prévention et à l'accompagnement de toutes les formes de décrochage**, du fait de la spécificité de la formation universitaire générale qui n'est pas sélective à l'entrée contrairement aux autres formations supérieures.

Par ailleurs, **le déploiement du dispositif « Oui si »**, qui permet de conditionner l'accès à la filière de son choix au suivi d'un parcours dédié, **reste relativement inégal** et n'a pas encore fait la preuve de son efficacité en termes de réussite des étudiants concernés. Les acteurs universitaires soulignent néanmoins que le dispositif, lorsqu'il est mis en place, permet, au moment de la confirmation des vœux sur Parcoursup, **d'attirer l'attention des candidats sur le fait que leur choix n'est peut-être pas le plus adapté au regard de leur parcours antérieur et peut faciliter de ce fait le report sur une autre formation, dès le choix initial**.

Le volet réorientation est également bien investi avec le développement des systèmes de passerelle au sein des universités, cependant on a pu constater que **le niveau d'information des étudiants sur ce point était insuffisant**. Par ailleurs, beaucoup de demandes de réorientation s'effectuent non pas au sein d'un même établissement mais en direction d'autres types de formation, le plus souvent d'une formation de type licence générale vers une formation de type BTS. Or les filières des BTS sont sélectives et disposent d'un nombre de places limitées, et elles **ont tendance à privilégier les néo-bacheliers** sur les étudiants en demande de ré-orientation, ce que démontrent les taux de succès très différenciés des deux types de candidats sur Parcoursup.

Concernant les actions de remédiation, **le bilan des journées « Assure Ton Année dans le Supérieur » est très mitigé**, tant en termes de fréquentation que de pertinence des réponses proposées, notamment pour les publics de la filière universitaire générale.



#### **Focus sur les enseignements de l'enquête conduite auprès des étudiants**

68% des étudiants rapportent se sentir plutôt mal informés sur leurs droits et leurs possibilités (50% « pas vraiment », 18% « pas du tout », notamment sur le sujet de leurs possibilités en matière de réorientation, qui vient en 3<sup>ème</sup> position parmi les propositions sélectionnées par les répondants.

Le **volet environnement et conditions de vie** est également particulièrement investi, et de longue date. L'offre visant à améliorer les conditions de vie et d'étude en région Centre-Val-de-Loire est riche et diversifiée mais il est difficile d'établir le niveau de couverture des besoins. On peut en tout cas établir que **l'accessibilité de cette offre est très inégale** notamment en termes de restauration, d'offre culturelle et sportive, et surtout d'accompagnement social.

L'offre sur le logement est quant à elle particulièrement dense et peu lisible, tandis que l'offre sur la mobilité est également importante mais ne répond pas forcément aux besoins spécifiques des jeunes.

Le **volet « individu »** est plus délicat à appréhender, sans qu'il soit là non plus évident d'établir un lien « macro » entre problématiques individuelles et décrochage.

La **question de la santé étudiante est en tout cas de plus en plus investie** et l'offre s'est structurée au sein des universités, notamment en matière de santé mentale mais aussi de prise en charge des situations de handicap. Le handicap fait désormais l'objet d'un schéma obligatoire dédié pour chaque établissement d'enseignement supérieur. Pour autant, les différents observatoires de la vie étudiante mettent en lumière le fait que certains dispositifs-clés comme le Service de Santé Universitaire sont inconnus d'un tiers des étudiants. Il existe encore une **vraie marge de progrès concernant la sensibilisation des acteurs à la question du mal-être étudiant**. Ainsi, s'il existe depuis quelques années une action de formation par le SSU de Tours sur la question du mal-être étudiant à destination des personnels universitaires, les services administratifs ont tendance à se saisir plus volontiers de cette offre que le personnel enseignant.

Si l'on s'attache ensuite à considérer **les différentes formes de réponses existantes par le prisme fonctionnel**, force est de constater un déséquilibre entre les trois fonctions d'information, d'aide financière et d'accompagnement.

Ainsi, on note parmi les différentes aides proposées, un **surinvestissement de la fonction « information »** avec l'existence de nombreux supports à vocation assez généraliste, souvent redondants (guides CRIJ et ONISEP par exemple) qui finit par freiner l'accès à l'information pertinente pour les étudiants moins bien armés.

La superposition de différentes aides financières dont les critères ne sont pas toujours clairs peut également générer à la fois du **non-recours et des trappes de prise en charge** pour certains publics. Les guides sur le sujet consistent plutôt en une forme de recensement des dispositifs et aides qui ne permettent pas de se repérer en fonction de sa situation propre.

Enfin, force est de constater l'éparpillement mais également **l'insuffisance de l'accompagnement individuel qui conditionne la bonne activation des deux autres fonctions**. Ainsi, si l'offre est assez fournie au sein des universités au travers de leurs services d'information et d'orientation professionnelle (MOIP/DOIP), elle repose néanmoins sur le volontariat des étudiants, soit un public touché qui n'est pas forcément le public à risque mais plutôt le public « intermédiaire », c'est-à-dire les étudiants qui s'interrogent sur leur parcours mais qui restent dans une logique de mobilisation. On note pour cette année un repositionnement en cours des ateliers de réorientation mis en place par la MOIP de Tours, avec une dimension plus importante donnée à l'accompagnement individuel (ateliers collectifs désormais conçus comme des temps d'information pouvant servir le repérage).

Selon les acteurs interrogés enfin, la fonction d'accompagnement individuel est certes délaissée pour des questions de coût mais également en raison **d'une forme de « darwinisme » sous-jacent** qui consiste à penser qu'un étudiant qui ne sait pas organiser les conditions de ses études ne pourra pas réussir son cursus. On notera ainsi une préconisation intéressante issue du rapport du HCERES sur l'université de Tours en 2017, qui mentionne qu'**une action spécifique à destination des parents d'élèves** serait utile en complément des forums et salons.





#### **Focus sur les enseignements de l'enquête conduite auprès des étudiants**

Pour obtenir une information, on constate que l'outil privilégié des répondants est Internet, mobilisé par 55,4% d'entre eux. Les étudiants ont également tendance à se tourner vers leur réseau, 33,8% mentionnant qu'ils ont demandé conseil à un membre de leur entourage. Le CROUS constitue la troisième modalité d'information des étudiants, pour près de 30% des répondants (soit 671 répondants), le service semble ainsi plutôt bien connu par les étudiants.

On constate en revanche que les services sociaux des établissements, le CRIJ et les BIJ/PIJ, les associations étudiantes ou les missions locales ne sont pas identifiés comme des sources d'information privilégiées.

Enfin, on peut également s'attarder sur **la question de la coordination des acteurs** autour d'une notion de **continuum d'intervention avant-pendant-après le décrochage**.

On note en effet de façon générale, sur le plan opérationnel, **un centrage de chaque acteur sur ses propres publics**, entraînant un déficit d'accompagnement pour les jeunes dont la situation est ambiguë. Ainsi le CROUS, premier recours des étudiants qui l'identifient comme l'une de leurs principales sources d'information selon notre enquête, reste relativement centré sur ses propres missions autour de la qualité de vie étudiante, sans regard porté sur les actions des autres acteurs qui interviennent sur le parcours des étudiants. Ensuite, l'absence de lien entre les Services Universitaires d'Information et d'Orientation (DOIP/MOIP) et les Missions locales génère des phénomènes durables de « perdus de vue », renforcés par la réticence des acteurs de l'enseignement supérieur à laisser pénétrer les missions locales, associées à la notion de publics peu ou pas qualifiés, au sein des établissements. La disparition du réseau AFIJ (Association pour Favoriser l'Insertion professionnelle des Jeunes diplômés) en 2013, a à ce titre été réellement dommageable. Cependant, il semble qu'avec la crise sanitaire, les missions locales, qui sont restées ouvertes pendant toute la période, aient retrouvé une meilleure visibilité vis-à-vis des jeunes, y compris les étudiants.

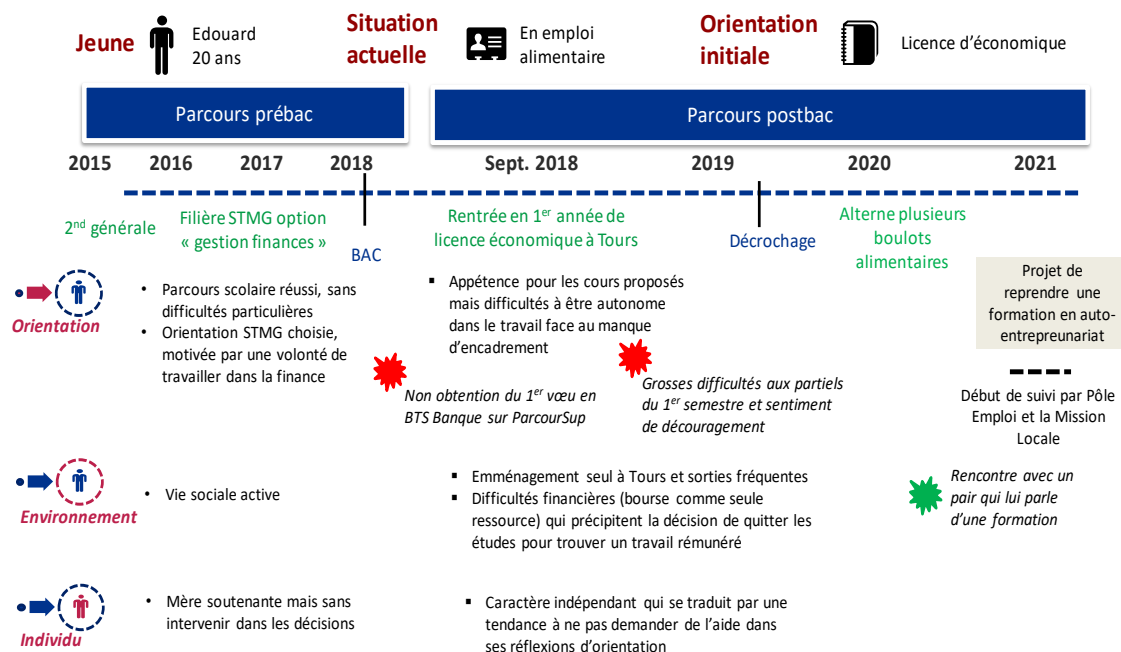
Sur la question de la coordination des acteurs, on peut également en guise d'ouverture mentionner la **dynamique nationale de déploiement des Campus des Métiers et des Qualifications**, avec le critère de développement d'une offre favorisant la mixité des publics et des parcours au cœur de la logique de labellisation, qui pourrait favoriser l'émergence de projets locaux autour de la prise en charge des décrocheurs.

La carte de parcours ci-contre est assez éclairante au regard de la capacité de prise en charge par les acteurs : on y note notamment les demandes de soutien non suivies d'effets auprès des enseignants, puis la rencontre avec la Mission locale, qui a permis une reprise de confiance et la formulation d'un nouveau projet.



Le parcours suivant est intéressant également dans le sens où il s'agit d'un jeune dont les difficultés ont réellement démarré au moment de l'orientation, avec une orientation subie, puis d'un manque d'accompagnement et d'encadrement à l'arrivée en licence, et une impression de non-préparation des lycéens issus de bac technologique aux spécificités du travail à l'université

Le facteur financier est également important sans être déterminant, avec un stress permanent de devoir « gagner sa vie » et être plus à l'aise financièrement



Enfin, une prise en charge qui se fait finalement seulement après la sortie du parcours d'étude, au travers d'une demande d'allocations chômage auprès de Pôle Emploi et une d'une orientation vers la Mission locale.

**En conclusion** de cette partie sur la prise en compte du phénomène de décrochage par les acteurs, on notera donc notamment les éléments suivants :

- si le niveau institutionnel commence à s'emparer timidement du sujet, force est de constater que **l'action des professionnels de terrain est relativement peu orientée vers la prise en charge du public décrocheur**, notamment parce que chaque acteur a tendance à se centrer sur ses propres publics, or le public des décrocheurs est, par essence, non-affilié,
- si la mise en œuvre des dispositions de **la loi ORE** devrait permettre indirectement d'améliorer la prévention des risques de décrochage notamment au travers du renforcement de la mission d'orientation des jeunes, il **est encore trop tôt pour dresser un bilan de ses effets**,
- les aides et actions visant à améliorer les conditions de vie et d'étude des étudiants sont relativement nombreuses et diversifiées, cependant il ne peut pas être établi qu'elles permettent de lutter contre le décrochage, et il y aurait une pertinence à concentrer les efforts de la période à venir non pas tant sur le développement de ces aides que sur **l'amélioration de l'information et de l'accompagnement des étudiants qui seraient le plus à même de bénéficier de celles-ci**,
- il sera intéressant de **suivre de près le déploiement de la future plateforme d'information de l'université de Tours** dans le cadre du dispositif PaRM, dans la perspective sinon d'une transposition, au moins d'une diffusion des indicateurs retenus pour repérer les situations à risques.

### 3 LES RECOMMANDATIONS DE LA SECTION

Les recommandations qui suivent ont été élaborées avec la section Evaluation au moment de la restitution intermédiaire des travaux, à l'automne 2020. Elles ont été catégorisées par échelon d'interlocuteurs en matière de politique publique, avec une première série de recommandations à la maille des politiques régionales et une deuxième à la maille des politiques nationales. Les travaux ont conduit avant toute chose à la formulation d'une recommandation structurante, qui s'applique de façon transversale à l'ensemble des acteurs : le fait de **penser l'entrée dans l'enseignement supérieur comme un parcours avec des passerelles possibles plutôt qu'en termes d'orientation dans un cursus**. C'est bien la notion de « **droit à l'erreur** » qui est inscrite en filigrane de cette recommandation transversale, dans la mesure elle constitue **une condition sine qua non de sécurisation des trajectoires de formation initiale**.

En d'autres termes, la conclusion de cette étude permet d'affirmer qu'il ne s'agit pas, pour les acteurs de l'éducation et de l'enseignement supérieur, de traiter la question du décrochage dans sa définition restrictive, dans la mesure où les jeunes concernés par une « sortie sèche » du dispositif de formation entrent alors dans la catégorie des perdus de vue pour lesquels d'autres politiques publiques prennent le relais (garantie jeunes, Insertion par l'Activité Economique, rSa jeunes, etc.). En revanche, il apparaît indispensable d'agir en priorité en amont pour prévenir les risques de décrochage postbac et pour lutter contre le phénomène de disqualification progressive dans le parcours des jeunes.

#### 3.1 *Recommandations à destination des acteurs régionaux*

##### **Sur la prévention des risques de décrochage postbac**

- Utiliser pleinement les 54 heures dédiées en application de la loi ORE dans les établissements scolaires en améliorant l'information/orientation dont la Région a désormais la charge,
- Améliorer la capacité de repérage des situations à risques : renforcer la présence de la Région sur les réseaux sociaux, systématiser la pratique d'enquête à destination des nouveaux inscrits,
- Favoriser la réorientation, tous opérateurs de formation confondus, notamment vers les STS qui auraient des places vacantes, éventuellement avec de la remédiation
- Envisager la possibilité de mise en place d'une rentrée « décalée » en janvier pour les étudiants qui n'auraient pas trouvé leur compte sur le 1er semestre universitaire
- Améliorer l'information à destination des étudiants sur les dispositifs « passerelle » au sein de l'université

##### **Sur l'accompagnement et la prise en charge des situations de décrochage avéré**

- Expérimenter localement la mise en place d'une commission dédiée au décrochage universitaire, en s'inspirant du modèle des PSAD (Plateformes de Suivi et d'Appui aux Décrocheurs) de l'enseignement secondaire : cette commission serait composée des acteurs-clés de l'éducation et de l'insertion des jeunes (services de la Région, services académiques de l'Education nationale, services d'information et d'orientation universitaires, Missions locales, Centre régional d'information jeunesse, etc.). Cette expérimentation pourrait s'inscrire dans le prolongement de l'initiative « Assure Ton Année dans le Supérieur » qu'il s'agit également de repenser pour en améliorer l'impact, ATAS devenant alors l'un des outils de repérage au service de la future commission
- Renforcer le continuum d'intervention avant-pendant-après le décrochage : désigner une personne référente au sein de chaque établissement pour suivre les situations de décrochage ; mettre en place d'un suivi des réorientations internes mais également externes à l'université
- Développer le parrainage par les pairs au sein des établissements
- Mettre en place une information systématique sur le rôle de la Mission locale auprès des étudiants

##### **Sur la coordination des acteurs**

- Impulser, via La Région, chef de file des politiques jeunesse, la mise en place d'actions coordonnées
- Se doter des moyens nécessaires pour suivre le phénomène de décrochage postbac : relance de la mission d'observation régionale et envisager la mise en place d'une enquête annuelle sur le devenir des étudiants
- Intégrer des priorités relatives à la lutte contre le décrochage postbac dans le cadre du futur SRESRI, du CPRDFOP et envisager un pilotage dans le cadre du SPRO.

### 3.2 **Recommandations à destination des acteurs nationaux**

#### **Sur la prévention des risques de décrochage postbac**

- Mission d'orientation de l'Education nationale : faire de l'accompagnement des choix d'orientation une compétence partagée entre tous les membres de l'équipe éducative et inscrire le forfait annuel d'heures dédiées à l'accompagnement à l'orientation dans les missions des professeurs principaux
- ParcourSup : anonymiser le lycée d'origine sur la plateforme et désigner des « intermédiaires » pour accompagner les élèves plus en difficulté / plus isolés à se repérer
- Renforcer le dispositif « Oui si » en rendant obligatoire l'évaluation des acquis des étudiants à l'issue du suivi des modules

#### **Sur l'accompagnement et la prise en charge des situations de décrochage avéré**

- Intégrer pleinement la notion de « droit à l'erreur » et de « 2ème chance » dans les politiques publiques de l'enseignement supérieur : année sabbatique entre le bac et la 1ère année d'étude, développement de lieux d'expérimentation permettant aux jeunes d'exprimer leur talent sans pression du résultat, etc.
- Améliorer le suivi individuel des étudiants notamment dans les cursus universitaires de la filière générale, au travers du système d'enseignant référent / de directeur d'études
- Intégrer le sujet du mal-être étudiant et des solutions associées dans la formation initiale des enseignants
- Dédier une place significative à l'accompagnement pédagogique des étudiants dans les missions des enseignants -chercheurs et valoriser l'effort consacré à cet accompagnement dans le système d'avancement de leur carrière.

#### **Sur la coordination des acteurs**

- Autoriser un véritable suivi de cohorte postbac, éventuellement au travers de la mise en place d'un numéro d'INE à l'instar de ce qui existe dans l'enseignement secondaire
- Travailler le continuum entre niveau secondaire et niveau supérieur au travers d'un vrai programme « moins 3 plus 3 » : amélioration de l'articulation des rôles respectifs du Conseiller d'Information et d'Orientation, du psychologue de l'Education nationale, du professeur principal ; mise en place de projets communs entre enseignants etc.



#### **Focus sur les enseignements de l'enquête conduite auprès des étudiants**

Parmi les pistes d'amélioration susceptibles de favoriser la poursuite d'étude citées par les 2328 répondants à l'enquête conduite auprès des étudiants de la région Centre-Val-de-Loire à l'automne 2020, on citera par ordre décroissant d'apparition :

**Reconnaître le droit à l'erreur**, la possibilité de se réorienter plus facilement

**Améliorer les conditions de vie des étudiants** (aides financières, aide alimentaire, accès aux soins, tarification adaptée...)

**Renforcer l'accompagnement au moment de l'orientation** initiale

**Renforcer le suivi individualisé** par les enseignants

**Favoriser les possibilités de passerelles** d'une formation à l'autre pour se réorienter plus facilement

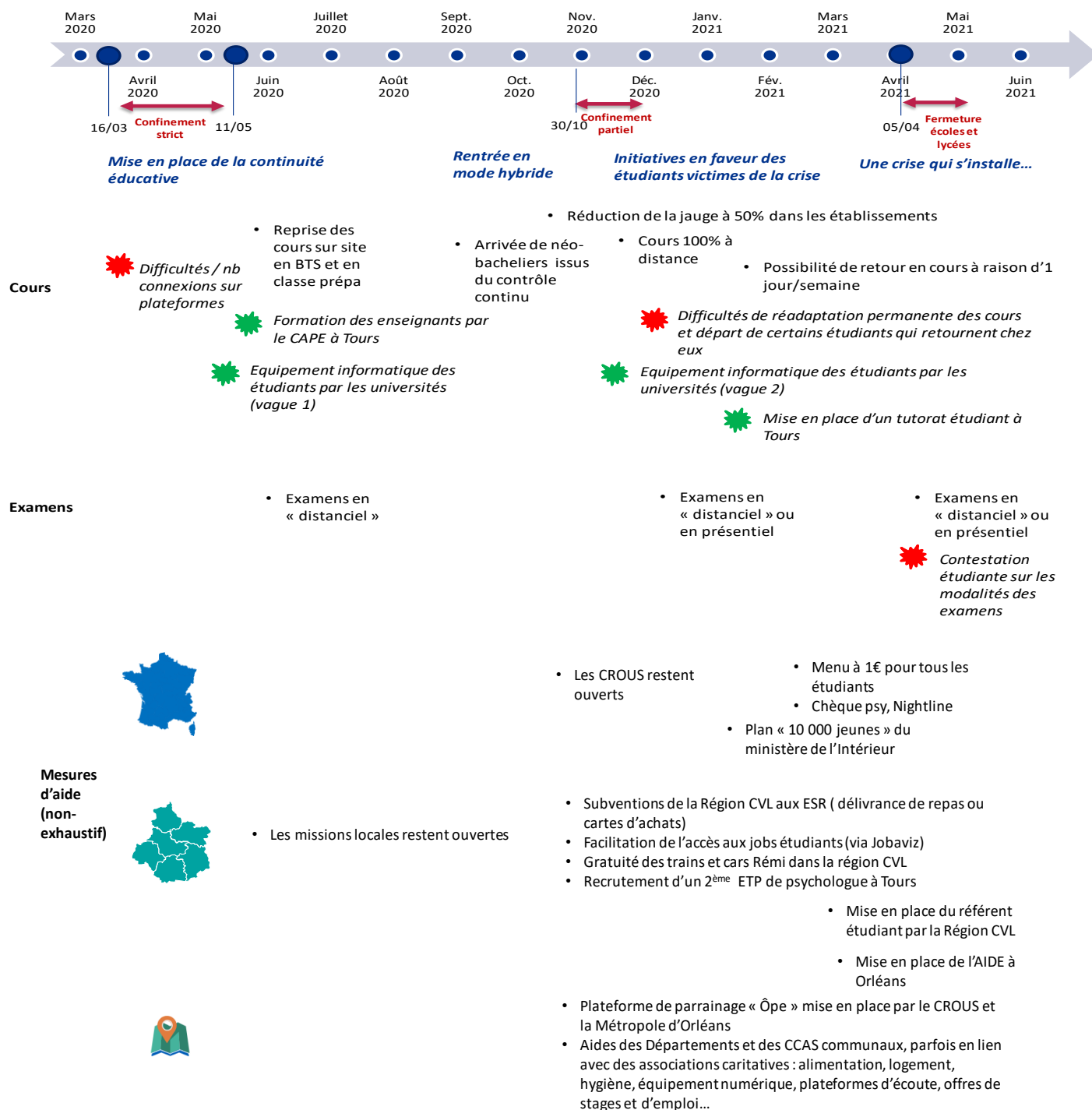
Un enjeu finalement laissé de côté lors de l'élaboration des préconisations porte sur la fonction parentale et le poids finalement décisif des parents dans le choix de l'orientation. Une préconisation complémentaire, appuyée par la section Evaluation lors de la présentation des enseignements des entretiens conduits avec le panel de jeunes décrocheurs, porte donc sur le fait de **savoir comment mieux armer les parents dans le dialogue avec leur enfant et avec l'institution scolaire autour de l'orientation de leur enfant.**

#### **4 - POSTFACE SUR LA CRISE SANITAIRE**

La commande de la présente étude a été élaborée bien avant le démarrage de la crise sanitaire. Lors de la première phase de l'étude, de janvier à juin 2020, l'installation de la crise sur la durée n'était pas encore une réalité et l'on pouvait encore poser l'hypothèse de la période de confinement du printemps 2020 comme un moment exceptionnel sans impact majeur sur les conclusions de notre étude. Près d'une année plus tard, il apparaît nécessaire de s'attarder spécifiquement sur le déroulement de cette crise dont le visage a évolué, sans toutefois qu'il soit possible à ce jour de mesurer ses effets spécifiques au regard du sujet qui nous occupe. Le choix a ainsi été fait d'ajouter une postface au présent rapport, établi sur la base d'une revue de presse nationale et régionale et d'une deuxième vague d'entretiens avec les acteurs.

## 4.1 Retour chronologique

Afin de pouvoir appréhender plus concrètement les éléments issus de la revue documentaire et des entretiens réalisés auprès des différents acteurs, il nous a semblé utile de récapituler les grandes étapes de la crise sanitaire dans le monde étudiant. La frise ci-dessous retrace ainsi les principaux événements, sans vocation exhaustive.



Parmi les points intéressants à noter, on retiendra notamment :

- la **réponse rapide des services universitaires** qui se sont mobilisés dès le premier confinement pour mettre en place la continuité pédagogique,
- les **difficultés auxquelles les universités ont dû faire face pour s'adapter en permanence sur des temps très courts à l'évolution du protocole sanitaire**,
- l'absence de réponse apportée à la dégradation de la situation étudiante pendant les 6 premiers mois de la crise, suivie d'une **multiplication des mesures d'aide depuis le début de l'année 2021**, à tous les échelons territoriaux et sans réelle coordination

## 4.2 Effets identifiés sur les parcours des étudiants

Parmi les effets déjà identifiés par les différents acteurs et relayés pour certains dans les articles de la presse régionale et nationale que nous avons pu compiler, nous retiendrons notamment les effets suivants :

### Sur les parcours des étudiants

- Un taux de présence supérieur en 2020-2021 aux autres années aux examens de mi-année, que les acteurs attribuent notamment au fait que beaucoup d'étudiants sont rentrés chez leurs parents et ont pu bénéficier d'une meilleure hygiène de vie / mieux résister aux tentations de la vie étudiante.
- Des taux de réussite très différenciés selon les années, en partie attribuables à des stratégies d'acteurs plus ou moins conscientes, qui génèrent des résultats en trompe-l'œil
- Certains enseignants ont pu avoir tendance à adapter leur niveau d'exigence à la situation
- Certains étudiants ont pu, inversement, ne pas investir les révisions en se disant qu'ils repasseraient l'année suivante.
- Des répercussions négatives sur l'apprentissage en termes de contenu abordé, de méthodes de travail, etc.
- Des étudiants débordés par les mails, les modalités de cours qui diffèrent d'un enseignant à l'autre, les demandes de travaux moins bien coordonnées entre enseignants, etc.
- **Une augmentation très significative du nombre de demandes de réorientation** lors de l'actualisation des vœux sur Parcoursup au mois d'avril dernier.

### Sur les conditions de vie et la situation individuelle des étudiants

- Une augmentation de la précarité alimentaire après l'été, du fait de la perte des jobs saisonniers des étudiants qui se servaient de ces revenus pour financer leur année suivante, constatée notamment par l'association OSEM à Tours qui a vu en un an se multiplier par 10 le nombre d'étudiants qui se présentent aux distributions de paniers alimentaires.
- Un regard mitigé porté sur les aides proposées au niveau national : sentiment de délaissement des étudiants non boursiers, arrivée tardive du repas à 1€ proposé par les CROUS, difficultés d'accès au chèque psy qui nécessite de fournir toute une documentation, etc.
- Constat d'une réelle mobilisation des acteurs en faveur des étudiants et notamment du Conseil régional, de la Métropole d'Orléans et des communes au travers de leurs CCAS
- Une forme de renouvellement du lien social sensible notamment au travers d'initiatives comme le programme Ope qui permet de tisser du lien intergénérationnel qui pourrait perdurer au-delà de la crise.
- Une perte de repères et un découragement massif à partir du mois de janvier 2021, avec l'installation de la crise dans la durée, constatée notamment sur les échanges entre jeunes dans les groupes WhatsApp mais également par les enseignants qui captent certains échanges.

### 4.3 Impacts potentiels à terme

Parmi les effets qui ne sont pas encore identifiés et/ou objectivables, on peut citer quelques éléments formulés par les acteurs interrogés, anticipables à court, moyen et long terme, dont les semaines et mois à venir permettront de vérifier la véracité. Il est essentiel de préciser ici qu'il s'agit à ce stade d'un ressenti des acteurs, souvent relayé par la presse et l'opinion publique, mais qu'il ne s'agit en aucun cas de prédictions.

**A court terme**, les acteurs évoquent notamment la crainte d'une dévaluation des diplômes obtenus en 2020 et en 2021, ainsi qu'un risque de mise en danger lié à l'assouplissement du carcan imposé par les restrictions sanitaires encore en vigueur au moment de la rédaction de ce rapport (couvre-feu, fermeture des cafés, bars et restaurants, impossibilité de la pratique sportive collective, interdiction de se déplacer au-delà de 10 km de chez soi hors critères dérogatoires, limitation des rassemblements extérieurs, etc.), mais également la possibilité d'une augmentation significative du phénomène de décrochage.

- **Impact potentiel n°1 : l'inquiétude liée à l'éventualité d'un « contrecoup » en termes de comportement des jeunes**

Les acteurs évoquent le risque de mise en danger de soi et d'autrui pour certains jeunes qui pourraient être tentés de « lâcher les soupapes » après la fin des restrictions sanitaires. Ce risque hypothétique n'étant pas spécifiquement restreint au public étudiant et pas forcément fondé sur des éléments concrets en dehors de certains faits divers relayés par les médias, nous avons choisi de ne pas en approfondir l'analyse.

- **Impact potentiel n°2 : la crainte d'une dévaluation des diplômes obtenus pendant la période 2020-2021**

Le fait d'avoir obtenu son diplôme après un examen distanciel, de n'avoir pas pu couvrir l'ensemble des programmes ou encore de n'avoir pas pu réaliser sa période de stage pourraient constituer des facteurs de disqualification tant vis-à-vis des formations qui recrutent pour les masters que des employeurs (*NB : la mention ne sera pas faite sur le diplôme mais la précision sera apportée sur le relevé de notes*).

- **Impact potentiel n°3 : l'augmentation du nombre de décrocheurs**

La campagne de réorientation avec la confirmation des vœux qui s'est terminée au 8 avril, a permis de constater une hausse très significative des demandes de réorientation. On peut donc faire l'hypothèse très vraisemblable que les étudiants déstabilisés par la crise, qui auraient pu être maintenus dans leur formation en temps normal grâce au soutien habituel, n'ont pas forcément décroché mais ont choisi de se réorienter plutôt vers des BTS ou DUT qui sont plus rassurants que des formations universitaires. Or on sait que les commissions de classement des établissements ont parfois une réticence sur les réorientations, ce qui laisse supposer une augmentation du nombre d'étudiants qui auront cherché plusieurs solutions et qui n'auront pas trouvé. La crise accélère donc en fait le phénomène de disqualification des jeunes qui ne trouvent pas leur place dans le système universitaire, tout en donnant l'impression que « tout va bien jusqu'ici » parce que la crise gèle la perception pour le moment.

**A moyen-long terme**, les acteurs évoquent ensuite des craintes relatives à une perte de confiance potentielle des jeunes dans le système éducatif, qui pourrait se traduire par un éloignement définitif de certains jeunes de l'enseignement supérieur. Les acteurs soulèvent également des impacts potentiellement plus positifs notamment concernant l'évolution structurelle des modes d'enseignement et de collaboration dans le supérieur, ainsi qu'un renouvellement du lien social et de l'engagement social et sociétal des jeunes.

- **Impact potentiel n°4 : la crainte d'une perte de confiance des étudiants dans le système qui leur est proposé, avec le risque associé d'un éloignement définitif de certains jeunes du monde de la formation**

L'impact anticipé ici est sans aucun doute celui qui est le plus en lien avec notre présente étude. Dressant le constat d'une perte de repères et d'un « horizon obscurci » pour le public jeune, certains étudiants évoquent aussi une perte de confiance, regrettant le manque d'homogénéité dans la façon dont les enseignants se sont adaptés à la pédagogie hybride, un manque de réactivité voire de présence de quelques enseignants qui regroupent leurs cours, etc. L'asymétrie entre les formations sur les modes de passation des examens (l'autonomie étant de mise pour



l'organisation des évaluations), et le fait que les enseignants manquent parfois de temps ou de ressources pour adapter le contenu et les objectifs des évaluations à un mode distanciel et n'anticipent, de ce fait, pas suffisamment les possibilités de triche, sont autant de facteurs qui contribuent à alimenter une forme de méfiance vis-à-vis du système d'enseignement.

Cette perte de confiance, dont on ne sait pas dire à ce stade si elle peut s'installer dans la durée, associée aux difficultés matérielles rencontrées par les étudiants et à la crainte de dévaluation des diplômes et de minoration des perspectives d'insertion professionnelle qui en découlent, peut ainsi laisser craindre une forme de désadhésion de certains jeunes au modèle proposé, qui met l'accent sur l'obtention d'un diplôme comme « sésame » vers l'emploi. Cette désadhésion pourrait se traduire dans certains cas par le choix de formations plus courtes ou plus professionnalisantes, voire par le développement de choix alternatifs ou encore par le rejet complet des études supérieures pour certains, sans pour autant qu'un projet alternatif puisse être formulé. Une première objectivation de cette crainte passerait par une étude approfondie des statistiques de ParcoursSup sur les demandes de réorientation effectuées durant le 1<sup>er</sup> semestre 2021.

Cette crainte de la désadhésion des jeunes se retrouve également dans une notion qui revient beaucoup dans nos lectures comme dans nos échanges, sur la nécessité de « redonner de l'espoir aux jeunes », une notion certes encore bien vague qui exprime plus une préoccupation qu'un début de solution...

- **Impact potentiel n°5 : la perspective d'une évolution structurelle de l'enseignement supérieur en faveur d'un enseignement « hybride »**

L'alternance des périodes de confinement et de déconfinement a nécessité une adaptation en profondeur des modes d'enseignement et de là des pratiques pédagogiques. Si cette adaptation a reposé en grande partie sur la bonne volonté des individus et sur leurs compétences spécifiques, la période n'en aura pas moins généré un enrichissement des contenus et une diversification des approches pédagogiques. Pour les acteurs universitaires, il apparaît certain que la période a ouvert la voie à des possibilités d'hybridation plus importantes, avec une forme d'évidence en faveur du distanciel notamment pour les cours magistraux pour lesquels la présence physique des étudiants n'apporte aucune valeur ajoutée.

A cette perspective d'évolution avérée est associé un risque, au moins transitoire, d'affaiblissement des pratiques collaboratives au sein des formations. Les conseils d'administration universitaires craignent en effet que certains enseignants, notamment ceux qui ne résident pas à proximité, maintiennent un enseignement à distance après la fin de la crise, notamment pour des raisons de meilleure conciliation vie professionnelle – vie privée.

- **Impact potentiel n°6 : le renouvellement du lien social et un regain d'engagement des jeunes**

Parmi les impacts, on peut également imaginer une forme de renouvellement du lien social, sensible notamment au travers d'initiatives comme le programme OPE qui permet de tisser du lien intergénérationnel qui pourrait perdurer au-delà de la crise. La vie associative étudiante pourrait également se trouver renouvelée dans son ensemble, les nombreuses manifestations d'intérêt des étudiants mobilisés autour de la notion d'entraide pourraient ainsi continuer à s'engager après la crise.

## COMPOSITION DE LA SECTION EVALUATION 2019-2024

La Section, élue en avril 2019, a été en partie renouvelée en janvier 2021.

**Président.e** : Yves LAUVERGEAT, remplacé par Monique FANTIN

**Vice-présidente issue du CESER** : Kenza BELLIARD, remplacée par Florence DUMOND

**Vice-présidente issue des membres extérieurs** : Sylvie HAUCHECORNE

**Secrétaire** : Jean-Marie GADOIS

### **Membres du CESER (20)**

ALLORANT Pierre, remplacé par Régis REGUIGNE

AUGER Caroline, remplacée par Laure DAVIOT-MUSTAFA

BACLE Elisabeth

BARTHE Roland

BELLIARD Kenza, remplacée par Florence DUMOND

BOURQUIN Jean-Claude

BRUN Jean Yves

CORVAISIER Jean-Louis, remplacé par Yves BAIJOT

COUPEAU Hervé, remplacé par Paulette PICARD

DUCEAU Patrice

FANTIN Monique

GADOIS Jean-Marie

HAUVILLE François-Xavier

JOUOT Hubert

LAUVERGEAT Yves, remplacé par Carole BARREAU

LORENZO Antonio

MÉRIAU Aline, remplacée par Christine CHEZE-DHO

RENIER Jean-Louis

RICHARD Jean-François

ROBERT Alain

### **Personnalités extérieures (10)**

BONRAISIN Véronique, Directrice de la Stratégie et des Relations Extérieures

Pôle Emploi Centre-Val de Loire

DERENNE Dominique, Adjointe du Chef de Service « Mutations Economiques et développement des compétences », référente apprentissage, DREETS Région Centre-Val de Loire

FOUASSIER Michel, Président du Conseil de Développement d'Issoudun

GAPIN-FREHEL Anne-Catherine, Directrice Régionale de l'OPCO du BTP (CONSTRUCTYS)

HAUCHECORNE Sylvie, Ancienne inspectrice d'académie pédagogique régionale

LAVIALLE Christophe, Inspecteur général de l'Education nationale

PÉROT Yvonne, Directrice de l'INSEE Centre-Val de Loire

PRETTE Franck, Directeur Général de l'association des CFA du BTP Centre-Val de Loire

VAILLANT Loïc, Président du Conseil de Développement de Tours Métropole

VAN NIEUWKERKE Philippe, Ancien directeur général des services (mairie)

## Remerciements

*Nous tenons à remercier ici l'ensemble des personnes qui ont contribué à cette étude :*

- Les membres de la section Evaluation*
- L'équipe du CESER*
- Les élus et l'équipe du Conseil Régional Centre-Val-de-Loire*
- Les acteurs interrogés dans le cadre de l'étude (cf. ci-après)*

*Avec des remerciements tout particuliers pour Yves LAUVERGEAT, Monique FANTIN, Sylvie HAUCHECORNE et Christophe LAVIALLE pour leur investissement, leur patience et leur accompagnement tout au long de cette étude, pour Christelle GERARD et Annick NATIVEL pour leur travail précieux et leur présence de tous les instants aux côtés de l'équipe conseil, et pour Maxime RAMEAUX qui a mis à disposition son réseau personnel pour garantir la mobilisation des étudiants et de leurs représentants lors de l'enquête et des entretiens de la vague 2.*

*Judith OLLE et Dalibor STERNADEL ont également activement contribué, au sein de l'équipe mission Eneis by KPMG, à la réussite des différentes étapes méthodologiques. Merci à eux également.*

## Annexes

## Liste des acteurs interrogés

### Entretiens stratégiques

Membres du comité de pilotage de l'étude :

- Christelle GERARD, Chargée de mission Evaluation du CESER Centre-Val-de-Loire
- Annick NATIVEL, Ajointe au Directeur du CESER
- Yves LAUVERGEAT, ancien Président de la section Evaluation du CESER Centre-Val-de-Loire
- Monique FANTIN, Présidente de la section Evaluation du CESER Centre-Val-de-Loire et présidente de la Banque Alimentaire du Loiret
- Sylvie HAUCHECORNE, membre de la section Evaluation du CESER Centre-Val-de-Loire au titre du comité d'experts et ancienne inspectrice académique
- Christophe LAVIALLE, membre de la section Evaluation du CESER Centre-Val-de-Loire au titre du comité d'experts et Inspecteur de l'Education nationale en charge de la réforme des lycées et de l'orientation

### Vague 1 (juin-octobre 2020)

- Yann MERCIER-BRUNEL, Vice-Président du Conseil Académique en charge de la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire de l'université d'Orléans
- Cécile GOIX, Vice-Présidente du Conseil Académique en charge de la Commission de la Formation et vie universitaire de l'université de Tours
- Carole ACCOLAS, Directrice de la Maison de l'Orientation et de l'Insertion Professionnelle
- Valérien BOUCHER, Médiateur et accompagnateur de la vie associative de l'université de Tours
- Bruno ETIENNE, Conseiller de recteur, Chef du Service Académique de l'orientation et de l'insertion du Rectorat de l'académie d'Orléans-Tours
- Walter BADIÉ, Directeur de l'INSPE Centre-Val-de-Loire
- Emilie ARNAUD, Directrice des Services de Santé Universitaire de l'université de Tours
- Alain CORDINA, Directeur du CROUS d'Orléans-Tours
- Martine RICO, Coordinatrice régionale de la FCPE Centre Val de Loire
- Quentin RAVEAU, Vice-Président étudiant de l'université de Tours (FAGE)
- Jacques LAFFITTE, Président de l'association ESOPE à Bourges
- Jade DELPY, Présidente de l'association Ô Campus
- Delphine ADAM, Coordinatrice du réseau information jeunesse du Centre Régional Information Jeunesse
- Claude ROISSE, Responsable de secteur à la Mission locale d'Orléans
- Thomas PRIGENT, Directeur de la Mission locale de Blois
- Missa KANTE, Présidente du Conseil Régional de la Jeunesse
- Amina GAILLARD, Directrice adjointe de l'Ecocampus de Châteauroux
- Paulette PICARD, présidente de l'ADESI et de l'Ecocampus de Châteauroux
- Isabelle COUDERT, Chargée de mission Enseignement supérieur et recherche de la Région Centre-Val-de-Loire
- Ludovic BERTRAND, Directeur du pôle OREF du GIP ALFA Centre

## Vague 2 (mars-avril 2021)

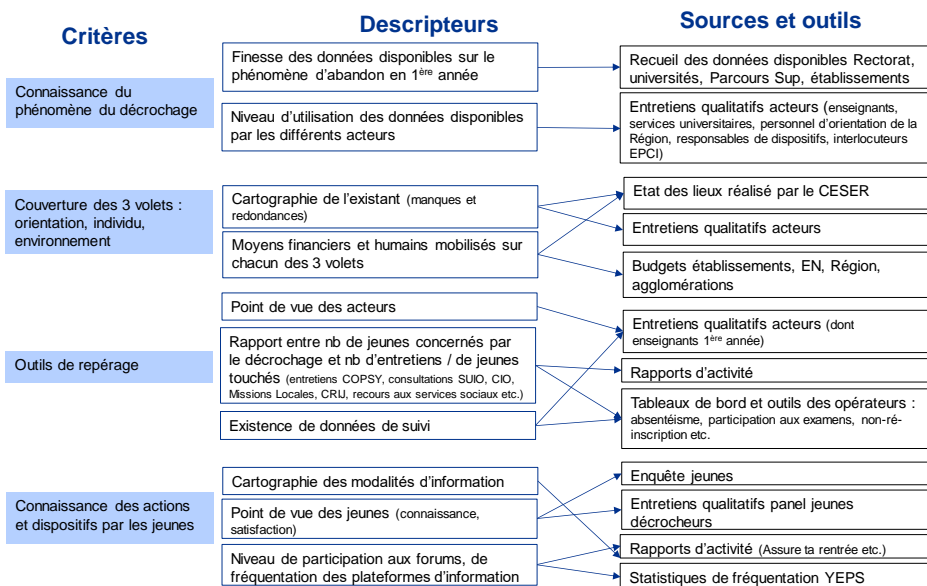
- Bruno ETIENNE, Conseiller de recteur, Chef du Service Académique de l'orientation et de l'insertion du Rectorat de l'académie d'Orléans-Tours
- Jade DELPY, Présidente de l'association Ô Campus
- Théophile SORNIQUE, Vice-Président étudiant de l'université d'Orléans
- Florent MALRIEU, Vice-président en charge de la Formation et vie universitaire de l'université de Tours
- Sébastien RINGUEDE, Vice-président en charge de la Formation et vie universitaire de l'université d'Orléans
- Yann GROJET, Directeur du Centre d'Information et d'Orientation de Châteauroux
- Francine MARGARIA, Conseillère à la Mission locale de l'Orléanais

## Le référentiel d'évaluation

NDLR : le référentiel présenté ci-après a été élaboré au début de nos travaux. S'il a permis de structurer la première phase d'analyse documentaire, la section Evaluation a ensuite choisi de s'en affranchir légèrement afin de pouvoir organiser les travaux de façon plus itérative en prenant compte des enseignements générés progressivement au fil des étapes de recueil des données.

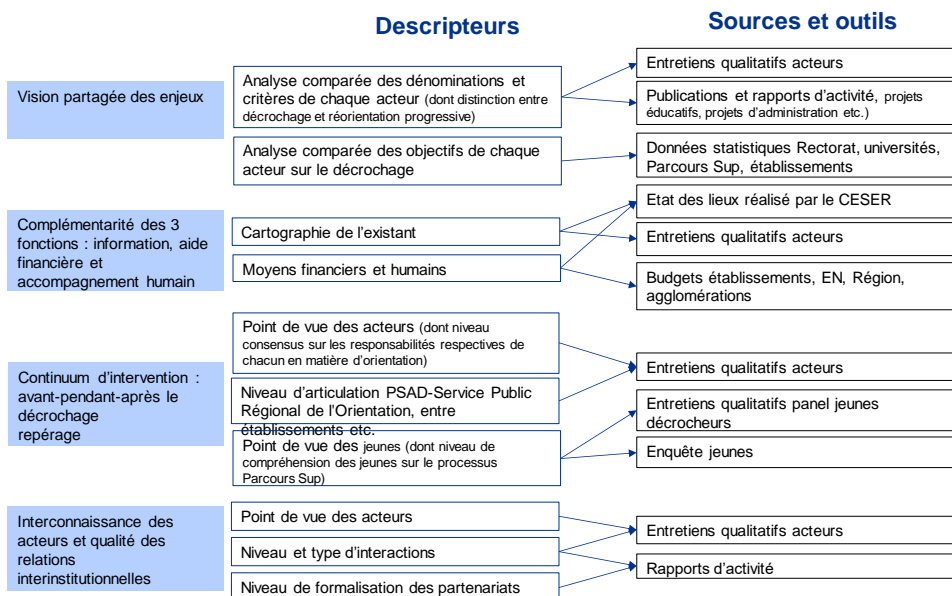
### Question 1

**Question évaluative 1**  
Dans quelle mesure les acteurs de la région Centre Val de Loire sont-ils aujourd'hui en capacité d'agir sur le phénomène d'abandon en 1<sup>ère</sup> année d'étude post-bac ?



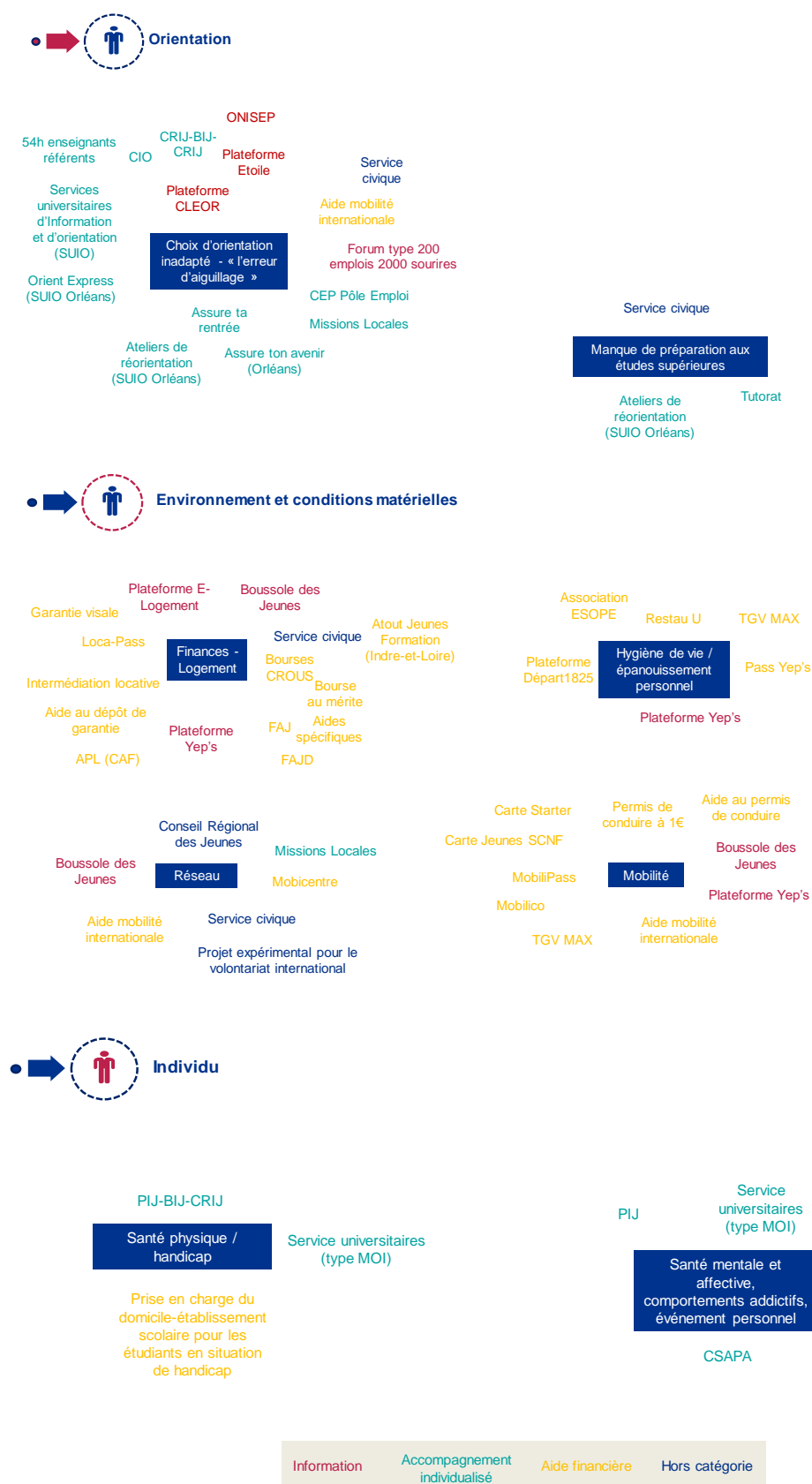
### Question 2

**Question évaluative 2**  
En quoi la combinaison des différentes actions et interventions publiques en direction des étudiants constitue-t-elle une politique publique cohérente de lutte contre le décrochage post-bac ?





## La cartographie des actions et dispositifs existants en faveur des jeunes



## L'enquête à destination des étudiants : le questionnaire

## Questionnaire : Être étudiant en région Centre-Val de Loire

**Le Conseil Economique Social et Environnemental Régional (CESER) Centre-Val de Loire** est la seconde assemblée de la **Région Centre Val de Loire**. Il est composé de **100 représentants de la société civile**, désignés pour six ans. Il est obligatoirement saisi pour avis sur les grandes décisions régionales (budget de la Région et schémas directeurs) et peut s'autosaisir sur tout sujet d'actualité et de société. Par ses avis et ses études, le CESER accompagne et conseille la Région Centre-Val de Loire en termes de politiques publiques.

Le CESER a également pour mission nouvelle de contribuer à l'évaluation des politiques publiques. Dans ce cadre, il conduit actuellement une étude sur le parcours des étudiants en première année postbac, et plus spécifiquement sur les facteurs d'abandon et de réorientation en cours ou à l'issue de la première année d'études supérieures. Pour ce faire, le CESER a choisi de **recueillir le point de vue de l'ensemble des étudiants (de la 1<sup>ère</sup> année au doctorat), quelle que soit la filière de formation, sur leur parcours et leurs besoins**, afin de mieux comprendre les facteurs qui amènent certains étudiants à modifier le parcours qu'ils avaient choisi à l'issue de leur baccalauréat.

Votre expérience et votre point de vue sont essentiels pour pouvoir comprendre ce qui se joue au cours de la première année, et, le cas échéant, identifier des solutions qui permettent de mieux accompagner les étudiants au cours de cette année décisive.

La présente enquête a été confiée au cabinet ENEIS by KPMG, qui accompagne la présente démarche pour le compte du CESER.

Eric CHEVEE

Président du CESER Centre-Val de Loire

### **Quel que soit votre niveau d'études supérieures, votre avis nous intéresse.**

Engagée avant le début de la crise sanitaire que nous traversons actuellement, la présente démarche n'est donc pas liée au contexte COVID-19. Ce questionnaire porte donc sur vos besoins et vos pratiques de manière générale ; nous avons néanmoins introduit quelques questions spécifiques à la période que nous traversons actuellement de façon à nous situer au plus près de vos préoccupations.

#### ***Durée de réponse estimée : 8 min***

Ce questionnaire est entièrement anonyme et nous ne disposons d'aucun moyen d'identifier les répondants, aussi la confidentialité de vos réponses est parfaitement assurée. Afin de garantir la qualité des informations recueillies, nous vous invitons à répondre à l'ensemble des questions qui s'appliquent à votre situation.

Toutefois, il pourra vous être proposé à la suite de cette enquête de participer à des petits groupes d'échange, en début d'année 2021. Si vous êtes volontaires pour participer, il vous sera possible d'indiquer vos coordonnées e-mail à la fin du questionnaire.

**Nous vous remercions par avance du temps que vous voudrez bien consacrer à cette enquête à compléter avant le 13/11/2020**

*Pour toute question technique sur cette enquête, vous pouvez contacter Judith OLLE, chargée d'enquête du cabinet ENEIS by KPMG à l'adresse suivante : [jolle@kpmg.fr](mailto:jolle@kpmg.fr)*

**Nous vous remercions de votre participation !**

## Votre situation actuelle

**1. En quelle année d'étude postbac êtes-vous inscrit-e ? (1 réponse possible)**

- ☐ 1<sup>ère</sup> année
- ☐ 2<sup>ème</sup> année
- ☐ 3<sup>ème</sup> année
- ☐ 4<sup>ème</sup> année
- ☐ 5<sup>ème</sup> année
- ☐ Autre, préciser :

**2. Est-ce une formation en apprentissage ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

**3. De quel type de formation s'agit-il ? (1 réponse possible)**

- ☐ Licence générale
- ☐ Licence professionnelle
- ☐ BTS
- ☐ DUT
- ☐ Classe préparatoire
- ☐ Ecole d'ingénieur
- ☐ Ecole d'art
- ☐ IRTS (Institut Régional du Travail Social)
- ☐ IFSI (Institut de Formation en Soins Infirmiers) et autres filières paramédicales
- ☐ Master / Doctorat
- ☐ Autre, préciser : ....

**4. (filtre) Si vous êtes inscrit en formation universitaire, de quel type de cursus s'agit-il ? (1 réponse possible)**

- ☐ Arts, lettres, langues étrangères
- ☐ Sciences humaines et sociales
- ☐ Sciences et techniques (dont STAPS)
- ☐ Droit / économie / gestion
- ☐ Santé / médecine
- ☐ Formations agricoles
- ☐ Autre, préciser : ...

**5. Dans quelle ville effectuez-vous vos études ? (1 réponse possible)**

- ☐ Orléans
- ☐ Tours
- ☐ Bourges
- ☐ Châteauroux
- ☐ Chartres
- ☐ Blois
- ☐ Issoudun
- ☐ Autre ville, précisez : .....

## Votre orientation postbac

6. **Aviez-vous une idée claire de ce que vous souhaitiez faire à l'issue du lycée ?** (1 réponse possible)
- ☐ Oui, tout à fait
  - ☐ Oui, plutôt
  - ☐ Non, pas vraiment
  - ☐ Non, pas du tout
7. **Avez-vous été accompagné-e par un professionnel de l'éducation ou de l'orientation dans votre orientation postbac ?** (2 réponses possibles)
- ☐ Oui, par un enseignant
  - ☐ Oui, par le CIO (Conseiller d'Information et d'Orientation)
  - ☐ Oui, par la Mission locale
  - ☐ Oui, par un autre professionnel, préciser :
  - ☐ Non, je n'ai pas été accompagné-e
8. **Quelle a été votre expérience sur la plateforme ParcourSup (ex-plateforme Admission Post Bac) ?**
- ☐ Plutôt positive
  - ☐ Plutôt négative
  - ☐ Je ne suis pas concerné-e
9. **Selon vous, qu'est-ce qui a le plus compté dans votre choix d'orientation ?** (classer de 1 à 11 par ordre d'importance ? 1 étant le critère qui a le plus compté, 11 celui qui a le moins compté)
- ☐ Mes résultats scolaires
  - ☐ Mon projet individuel
  - ☐ Le parcours de mes pairs (amis, frères et sœurs etc.)
  - ☐ Les conseils de mes parents et de mes proches
  - ☐ Les perspectives d'emploi
  - ☐ La vie étudiante
  - ☐ Le goût du défi
  - ☐ La filière d'excellence
  - ☐ Le statut étudiant
  - ☐ La ville d'études
  - ☐ Autre, préciser :
10. **Si c'était à refaire, est-ce que vous feriez le même choix d'orientation aujourd'hui ?** (1 réponse possible)
- ☐ Oui
  - ☐ Non
  - ☐ Je ne sais pas
11. **Au final, que diriez-vous de votre orientation postbac ?** (cochez uniquement les affirmations qui correspondent à votre situation)
- ☐ C'était plutôt évident
  - ☐ Je n'y ai pas accordé tellement de temps
  - ☐ J'aurais aimé avoir plus d'informations sur les différentes possibilités
  - ☐ Je me suis senti-e un peu perdu-e

- ☐ J'aurais aimé qu'on me guide un peu plus
- ☐ J'ai ressenti une forme de pression à choisir
- ☐ J'ai été bien conseillé-e
- ☐ Il y avait trop de choix possibles
- ☐ Rien ne correspondait vraiment à ce dont j'avais envie
- ☐ Je suis content-e de mon choix

**12. Lorsque vous avez démarré vos études supérieures, est-ce que vous vous sentiez prêt-e ? (1 réponse possible)**

- ☐ Oui, tout à fait
- ☐ Oui, plutôt
- ☐ Non, pas vraiment
- ☐ Non, pas du tout

**13. (filtre) Qu'est-ce qui pour vous a posé difficulté au début de vos études supérieures ? (plusieurs réponses possibles avec critère exclusif sur « aucune difficulté »)**

- ☐ Le rythme, très différent de celui du lycée
- ☐ L'organisation, j'ai eu du mal à m'y retrouver dans mon emploi du temps
- ☐ Le niveau, c'était plus difficile que ce à quoi je m'attendais
- ☐ La vie quotidienne, j'ai dû me prendre en charge
- ☐ La vie sociale, j'ai eu du mal à me faire de nouveaux amis
- ☐ Le contenu des cours, cela n'avait pas grand-chose à voir avec ce que j'avais étudié au lycée
- ☐ La préparation d'un concours en parallèle des études
- ☐ La relation plus distante avec les enseignants
- ☐ Les finances
- ☐ Le fait de devoir combiner un emploi étudiant et des études
- ☐ Je n'ai rencontré aucune difficulté particulière

## Votre formation actuelle

**14. La formation dans laquelle vous êtes inscrit-e actuellement était-elle votre premier choix ? (1 réponse possible)**

- ☐ Oui
- ☐ Non

**15. (filtre) S'il ne s'agit pas de votre premier choix, pour quelle raison ?**

- ☐ Je n'ai pas obtenu la formation que je souhaitais
- ☐ Je me suis ré-orienté-e parce que la formation ne me convenait pas
- ☐ Je me suis ré-orienté-e suite à un échec

**16. Est-ce que formation actuelle vous satisfait ? (1 réponse possible)**

- ☐ Oui, tout à fait
- ☐ Oui, plutôt
- ☐ Non, pas vraiment
- ☐ Non, pas du tout

**17. (filtre) Pour quelle(s) raisons ? (1 réponse possible)**

- ☐ C'est trop difficile
- ☐ Le contenu ne me plaît pas
- ☐ Ca ne correspond pas à ce que j'attendais
- ☐ J'ai peur de ne pas trouver d'emploi à l'issue de cette formation
- ☐ Les modalités pédagogiques ne sont pas adaptées
- ☐ Autre, préciser :

**18. Pensez-vous aller jusqu'à l'obtention du diplôme ? (1 réponse possible)**

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas

**19. (filtre) Si vous n'allez pas jusqu'au diplôme, que pensez-vous faire ensuite ? (1 réponse possible)**

- ☐ Me réorienter vers une autre formation
- ☐ Chercher du travail
- ☐ Faire une pause pour réfléchir à ce que j'ai vraiment envie de faire
- ☐ Réaliser un projet personnel qui me tient à cœur
- ☐ Je ne sais pas

**20. Avez-vous eu connaissance des possibilités de réorientation ?**

- ☐ Oui
- ☐ Non

**21. Avez-vous l'impression que certains étudiants parmi vos connaissances n'iront pas au bout de leur diplôme ? (1 réponse possible)**

- ☐ Oui, beaucoup d'entre eux
- ☐ Oui, quelques-uns
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas

**22. Comment définiriez-vous le décrochage après le bac ? (1 réponse possible)**

- ☐ Le fait d'arrêter ses études
- ☐ Le fait de ne pas se présenter aux examens
- ☐ Le fait de ne pas se réinscrire l'année suivante
- ☐ Le fait d'arrêter ses études, en cours ou en fin d'année, sans savoir ce qu'on souhaite faire ensuite
- ☐ Je ne sais pas

**23. Pensez-vous que le décrochage postbac, notamment en 1ère année est un phénomène qui touche de nombreux étudiants ? (1 réponse possible)**

- ☐ Oui
- ☐ Non
- ☐ Je ne sais pas

**24. Selon vous, quelles sont les principales causes du décrochage postbac, notamment en 1ère année ? (3 réponses maximum)**

- ☐ Un mauvais choix d'orientation qui amène à se démotiver
- ☐ La difficulté du cursus, avec un décalage trop important entre les acquis du lycée et les exigences en 1<sup>ère</sup> année
- ☐ Un manque de préparation aux études supérieures, des difficultés d'organisation dans son travail
- ☐ Un manque de suivi individuel de la part des enseignants
- ☐ Des difficultés financières qui rendent impossible le fait de poursuivre ses études
- ☐ La difficulté à concilier un job étudiant et les études
- ☐ Des problèmes personnels (difficultés avec les parents, vie sentimentale, accident de la vie etc.)
- ☐ Des difficultés matérielles (difficulté à trouver un logement, temps passé dans les transports etc.)
- ☐ Des difficultés psychologiques (sentiment d'isolement, manque d'épanouissement personnel dans les études, déprime etc.)
- ☐ Le besoin d'expérimenter autre chose
- ☐ Un trop faible niveau par rapport aux exigences
- ☐ Autre, préciser :



## Vos conditions de vie et votre environnement

**25. Vos conditions de vie actuelles sont-elles satisfaisantes (logement, ressources financières, état de santé) ? (une seule réponse possible)**

- ☐ Oui, tout à fait
- ☐ Oui, plutôt
- ☐ Non, pas vraiment
- ☐ Non, pas du tout

**26. (filtre) Rencontrez-vous certaines des difficultés matérielles suivantes ? (plusieurs réponses possibles)**

- ☐ Temps de transport trop long entre mon lieu de résidence et mon lieu d'études
- ☐ Logement trop petit, inadapté
- ☐ Manque de ressources financières (pour m'alimenter, me loger, me procurer les fournitures nécessaires pour mes études ou pour payer un abonnement Internet ou téléphonique)
- ☐ Manque d'offre sportive, culturelle ou de loisirs à proximité de mon lieu d'études ou de résidence
- ☐ Difficultés liées à la qualité de la connexion Internet depuis mon domicile

**27. (filtre) Rencontrez-vous d'autres types de difficultés, d'ordre non matériel ? (plusieurs réponses possibles)**

- ☐ J'ai des soucis de santé
- ☐ Je me sens isolé-e
- ☐ Je suis en conflit avec mes parents ou j'ai perdu contact avec eux
- ☐ Mon hygiène de vie n'est pas satisfaisante (manque de sommeil, alimentation déséquilibrée, manque d'activité sportive)
- ☐ J'ai des difficultés à concilier mon temps d'étude avec mon job étudiant
- ☐ Manque de maîtrise des compétences informatiques et bureautiques nécessaires pour suivre ma formation
- ☐ Difficulté à suivre des cours en distanciel

**28. Lorsque vous avez eu besoin d'information sur les droits et les aides accessibles aux étudiants, où êtes-vous allé-e vous renseigner ? (jusqu'à trois réponses possibles)**

- ☐ Auprès du service social de mon établissement
- ☐ Auprès du Centre Régional d'Information des Jeunes ou du Bureau / Point Information Jeunesse à proximité de chez moi
- ☐ Lors de mon inscription physique à l'université
- ☐ Auprès du CROUS
- ☐ J'ai consulté un guide étudiant mis à ma disposition
- ☐ Je suis allé-e sur la plateforme YEP'S
- ☐ J'ai fait des recherches sur Internet
- ☐ J'ai demandé conseil à un membre de mon entourage
- ☐ Je suis allé-e voir une association étudiante
- ☐ Je me suis rendu-e à la Mission locale
- ☐ Je ne sais pas où me renseigner
- ☐ Autre réponse, précisez :

**29. Avez-vous l'impression d'être suffisamment bien informé-e sur vos droits et vos possibilités en tant qu'étudiant-e ? (une seule réponse possible)**

- ☐ Oui, tout à fait
- ☐ Oui, plutôt
- ☐ Non, pas vraiment
- ☐ Non, pas du tout

**30. (filtre) Sur quels sujets aimeriez-vous avoir plus d'information ?** *(classer les réponses de 1 à 6, 1 étant le sujet sur lequel vous aimeriez le plus avoir de l'information, et 6 celui sur lequel vous ressentez le moins de besoin)*

- ☐ Sur les tarifs proposés aux étudiants pour les transports, les loisirs, la vie culturelle, les clubs sportifs etc.
- ☐ Sur mes droits en matière de santé
- ☐ Sur les possibilités d'aide financière
- ☐ Sur les activités associatives qui existent autour de moi
- ☐ Sur les différentes possibilités de réorientation possibles pour mes études
- ☐ Autre, préciser :

**31. Votre situation personnelle s'est-elle dégradée du fait du confinement du printemps 2020 ?** *(plusieurs réponses possibles, critère exclusif sur le « non »)*

- ☐ Oui, ma situation financière s'est dégradée (perte de mon job étudiant, perte de l'aide de mes parents etc.)
- ☐ Oui, j'ai eu du mal à suivre les cours à distance et cela a eu un impact négatif sur mes résultats et/ou sur l'obtention des examens de fin d'année
- ☐ Oui, je me suis senti-e isolé-e, le fait de ne pas pouvoir voir mes proches m'a beaucoup affecté-e
- ☐ Non, le confinement n'a pas eu d'impact particulier sur ma situation personnelle

**32. Comment percevez-vous la crise sanitaire actuelle au regard de votre parcours ?** *(plusieurs réponses possibles avec critère exclusif sur le dernier item)*

- ☐ Je crains de ne pas obtenir mon diplôme
- ☐ Je me sens inquiet pour moi pour mes proches et j'ai du mal à me concentrer sur mes études
- ☐ Je crains de ne pas obtenir d'emploi à l'issue de mes études du fait de la dégradation de la situation de l'emploi
- ☐ Je m'interroge sur mon choix d'études, les événements récents m'ont amené-e à revoir un peu mes priorités et/ou mes centres d'intérêt
- ☐ Je ne pense pas que cela aura d'impact sur mon parcours

**33. Qu'est-ce qui pourrait selon vous améliorer la capacité des étudiants à aller au bout de leur projet d'étude ?** *(classer de 1 à 9 = 1 étant la cause la plus importante selon vous, 8 étant la cause la moins importante)*

- ☐ Renforcer le suivi individualisé par les enseignants
- ☐ Développer le tutorat par les pairs
- ☐ Faciliter la possibilité d'une année sabbatique pour tester son projet ou pour expérimenter autre chose
- ☐ Reconnaître le droit à l'erreur, la possibilité de se réorienter plus facilement
- ☐ Améliorer les conditions de vie des étudiants (aides financières, aide alimentaire, accès aux soins, tarification adaptée pour la pratique du sport, les loisirs, les transports etc.)
- ☐ Renforcer l'accompagnement au moment de l'orientation initiale
- ☐ Améliorer l'accès des étudiants au numérique (équipement informatique, abonnement, connexion Internet etc.)
- ☐ Améliorer l'information des étudiants sur leurs droits (logement, prêt bancaire etc.)

- ☐ Favoriser les possibilités de passerelles d'une formation à l'autre pour se réorienter plus facilement
- ☐ Favoriser la possibilité de valoriser son parcours de vie associative, d'engagement civique, ...

## Mieux vous connaître

**34. Vous êtes (une seule réponse possible)**

- ☐ Un homme
- ☐ Une femme
- ☐ Ne souhaite pas se prononcer

**35. La langue française est-elle votre langue maternelle ? (une seule réponse possible)**

- ☐ Oui
- ☐ Non

**36. Bénéficiez-vous d'une bourse pour vos études ? (une seule réponse possible)**

- ☐ Oui
- ☐ Non

**37. Est-ce que vous avez une activité rémunérée pour financer vos études ? (une seule réponse possible)**

- ☐ Oui
- ☐ Non

**38. Résidez-vous en région Centre Val de Loire ? (une seule réponse possible)**

- ☐ Oui
- ☐ Non

**39. Quel est votre mode de logement principal ? (une seule réponse possible)**

- ☐ Vous habitez chez vos parents
- ☐ Vous habitez chez des proches (famille)
- ☐ Vous vivez chez l'habitant
- ☐ Vous vivez en internat
- ☐ Vous vivez en cité universitaire
- ☐ Vous vivez seul.e en appartement
- ☐ Vous vivez en colocation
- ☐ Autre (précisez) :

**40. En quelle année avez-vous obtenu votre baccalauréat ? (une seule réponse possible)**

- ☐ 2020
- ☐ 2019
- ☐ 2018
- ☐ 2017
- ☐ 2016
- ☐ Avant 2016
- ☐ Je n'ai pas obtenu mon baccalauréat

**41. De quel type de baccalauréat s'agissait-il ? (une seule réponse possible)**

- ☐ Baccalauréat général
- ☐ Baccalauréat technologique
- ☐ Baccalauréat professionnel

**42. Avez-vous obtenu votre baccalauréat en Centre Val-de-Loire ? (une seule réponse possible)**

- ☐ Oui
- ☐ Non

**43. Avez-vous déjà redoublé ?** (*plusieurs réponses possibles avec critère exclusif sur le « non »*)

- ☐ Oui, en primaire
- ☐ Oui, au collège
- ☐ Oui, au lycée
- ☐ Oui, après le bac
- ☐ Non, je n'ai jamais redoublé

**44. Si vous vous sentez concerné-e par la question du décrochage en 1ère année postbac, seriez-vous prêt-e à participer à un temps d'échange physique sur votre situation et votre parcours ?** (*1 seule réponse possible*)

- ☐ Oui
- ☐ Non

**45. (filtre) Si oui, merci de renseigner ici votre adresse e-mail :**

- ☐ Réponse libre

**Merci pour votre participation !**

### Synthèse des principaux enseignements



Un **projet initial relativement bien défini** et une orientation des étudiants reposant majoritairement sur le projet individuel et les résultats scolaires, ce qui induit **peu d'erreurs d'orientation apparentes**



Une **expérience** de la plateforme Parcoursup jugée « **plutôt positive** »

Une **satisfaction relativement importante des étudiants** quant à leur orientation initiale et à la formation suivie actuellement



Des difficultés dans le supérieur essentiellement liées à **l'organisation et aux contenus des enseignements**, plutôt qu'à des facteurs environnementaux



**Peu d'intentions d'abandon**, mais des répondants qui indiquent connaître de potentiels décrocheurs dans leur entourage, ce qui confirme la nécessité de cibler les décrocheurs à travers les panels qualitatifs



Des **répondants relativement satisfaits de leurs conditions de vie, avec certaines difficultés d'ordre financier ou liées à l'enseignement à distance** dans le contexte de la crise sanitaire (connexion internet, suivi des cours à distance...)



Un **réel besoin d'accompagnement exprimé** par les étudiants, notamment au moment de leur orientation post-bac, principalement assuré par les enseignants du 2<sup>nd</sup> degré



Un **réel enjeu d'information** des étudiants dans plusieurs domaines, et notamment autour des possibilités d'aides financières et des tarifs préférentiels dont ils peuvent bénéficier



Des **impacts négatifs de la crise sanitaire** vécus par les répondants (difficultés de suivre les cours à distance, isolement...) et des craintes sur l'impact de la crise à long terme (obtention du diplôme, entrée sur le marché du travail...)

### Les répondants à l'enquête

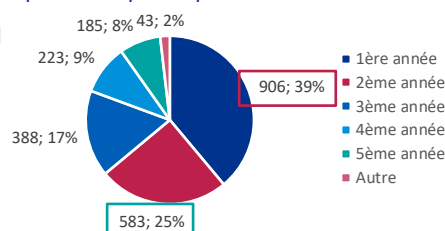
Une surreprésentation des 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années, public spécifiquement visé dans le cadre de l'enquête

**2 328** répondants



sur un objectif idéal de 3 000 réponses visées, soit un taux de réponse satisfaisant

Répartition des répondants par niveau d'études



Une majorité d'étudiants en licence générale, dont une forte représentation des étudiants en sciences et techniques

	Effectifs	% Rep.
Licence générale	1239	53,2%
Licence professionnelle	56	2,4%
BTS	134	5,8%
DUT	288	12,4%
Classe préparatoire	19	0,8%
Ecole d'ingénieur	124	5,3%
IFSI (Institut de Formation en Soins Infirmiers) et autres filières paramédicales	76	3,3%
Formations agricoles	3	0,1%
Ecole d'art	0	0%
IRTS (Institut Régional du Travail Social)	2	0,1%
Master / Doctorat	358	15,4%
Autre	30	1,3%

Cursus suivi par les étudiants en filière générale



- Plus de **2 300 étudiants** ont répondu à l'enquête, soit un taux de réponse satisfaisant au regard de l'objectif de 3 000 réponses.
- Par ailleurs, on observe une **très bonne représentation des publics spécifiquement ciblés par l'enquête**, à savoir les étudiants en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>ème</sup> années (64% des répondants) et les répondants issus d'une licence générale (53,2%).
- On constate également une **représentation conforme à la réalité des étudiants en apprentissage dans l'enseignement supérieur** (Niveaux I à III), qui représentent 10,9% des répondants et 9% des étudiants de la Région.



# Les répondants à l'enquête



## Une large surreprésentation des étudiants orléanais

64,6% des répondants à l'enquête étudient à Orléans et 15,2% à Tours. Les autres villes sont moins représentées (moins de 10% des répondants), ce qui correspond à la réalité des effectifs.



**Une large surreprésentation des femmes parmi les répondants**  
68,2% des répondants au questionnaire sont des femmes, et seulement 29,7% des hommes. Par ailleurs, 2,1% (soit 49 répondants) ne se sont pas prononcés.



## Une très grande majorité d'étudiants dont le français est la langue maternelle

Plus de 95% des répondants indiquent que leur langue maternelle est le français



## Une part importante d'étudiants boursiers

43,4% des répondants indiquent bénéficier d'une bourse pour leurs études (contre 36,8% à l'échelle nationale en 2019-2020 et plus de 44,1% dans l'Académie Orléans-Tours (source : MESRI-SIES), soit une proportion conforme à la moyenne.



## Une minorité d'étudiants qui travaillent pour payer leurs études

Plus des trois quarts des répondants (77,7%) indiquent ne pas exercer d'activité rémunérée pour financer leurs études. Toutefois, on note que 22,3% des répondants déclarent travailler pour payer leurs études, alors que 43,4% d'entre eux bénéficient d'une bourse.

## Dans quelle ville effectuez-vous vos études ?

	Effectifs	% Rep.
Orléans	1505	64,6%
Tours	354	15,2%
Bourges	164	7%
Châteauroux	103	4,4%
Chartres	58	2,5%
Blois	22	0,9%
Issoudun	17	0,7%
Autre	106	4,6%



## Chiffres clés

- **68,2%** de femmes parmi les répondants
- **95,2%** des répondants ont le français pour langue maternelle
- **43,4%** des répondants sont boursiers
- **77,7%** des répondants ne travaillent pas

# Les répondants à l'enquête



## Une part importante de répondants n'ayant jamais redoublé

Plus des trois quarts des répondants (76,2%) n'ont jamais redoublé. Par ailleurs, les répondants ayant redoublé ont surtout redoublé au lycée (8,4%) ou après le bac (13,7%).



## Une part importante d'étudiants titulaires d'un baccalauréat

- La quasi-totalité (99,8%) des répondants sont titulaires d'un baccalauréat.
- Il s'agit en grande majorité d'un baccalauréat général (83,5%)
- Par ailleurs, une grande partie des répondants ont obtenu leur bac dans la région (72,3%)



## Des répondants logeant majoritairement chez leurs parents ou seul.e.s en appartement

36,1% des répondants déclarent habiter chez leurs parents (soit 840 étudiants), une proportion identique aux étudiant.e.s habitant seul.e dans un appartement. On constate également que 9% des répondants vivent en cité universitaire. Les autres modes de logement sont très peu représentés (moins de 5%).



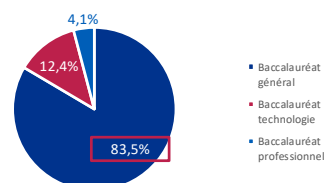
## Une part notable de répondants vivant hors de la région

91,2% des répondants vivent dans la région, une proportion certes importante mais qui signifie que plus de 8% des répondants vivent hors de la région.

## Avez-vous déjà redoublé ?

	Effectifs	% Rep.
Oui, en primaire	49	2,1%
Oui, au collège	49	2,1%
Oui, au lycée	195	8,4%
Oui, après le bac	318	13,7%
Non, je n'ai jamais redoublé	1771	76,2%

## Si vous avez obtenu votre baccalauréat, de quel type de baccalauréat s'agissait-il ?



## Quel est votre mode de logement principal ?

	Effectifs	% Rep.
Vous habitez chez vos parents	840	36,1%
Vous habitez chez des proches (famille)	59	2,5%
Vous vivez chez l'habitant	27	1,2%
Vous vivez en internat	34	1,5%
Vous vivez en cité universitaire	209	9%
Vous vivez seul.e dans un appartement	840	36,1%
Vous vivez en colocation	239	10,3%
Autre	76	3,3%

# La construction du projet d'études

## Un projet initial relativement bien défini et peu d'erreurs d'orientation

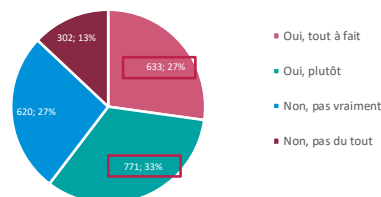
La majorité des répondants avait un projet d'orientation bien défini à la sortie de l'enseignement secondaire : 27% indiquent qu'ils avaient une idée « tout à fait » claire de ce qu'ils souhaitaient faire après le lycée, et 33% une idée « plutôt claire ».

Toutefois, on note que seuls 45% des répondants déclarent qu'ils referaient le même choix d'orientation « si c'était à refaire ». Ainsi, 16,9% d'entre eux indiquent qu'ils ne referaient pas le même choix si c'était à refaire, et 28% ont indiqué ne pas savoir s'ils le referaient.

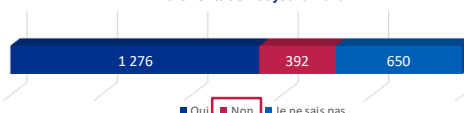
- Les étudiants estimant avoir fait une erreur d'orientation sont notamment des étudiants en master/docteurat (qui sont 20,4% à estimer qu'ils ne referaient pas le même choix), en licence professionnelle (19,6%) ou en licence générale (18,8%).
- Par ailleurs, les étudiants en Arts/Lettres/Langues étrangères sont ceux qui semblent regretter le plus leur choix, puisqu'ils sont 23,6% à indiquer qu'ils feraient un choix différent si c'était à refaire. Ce sont les étudiants en Sciences et Techniques (dont STAPS) qui apparaissent les plus sûrs de leur choix (seuls 16,9% indiquent qu'ils feraient un choix différent).

On note également une certaine incertitude pour une partie de l'échantillon, avec 28% (650 répondants) indiquant qu'ils ne savent pas s'ils referaient ou non le même choix d'orientation.

Aviez-vous une idée claire de ce que vous souhaitiez faire à l'issue du lycée ?



Si c'était à refaire, est-ce que vous referiez le même choix d'orientation aujourd'hui ?



18,8% d'étudiants en licence générale estiment qu'ils ne feraient pas le même choix d'orientation, tout comme 19,6% d'étudiants en licence professionnelle et 20,4% d'étudiants en master/docteurat.

- 23,6% des étudiants en Arts/Lettres/Langues Etrangères estiment qu'ils ne feraient pas le même choix, contre 16,9% pour les étudiants en Sciences et Techniques (dont STAPS)

# La construction du projet d'études

## Des critères d'orientation multiples, motivés notamment par le projet individuel et les résultats scolaires

Les répondants au questionnaire indiquent que c'est leur projet individuel qui a le plus motivé leur choix d'orientation, ce qui tend à confirmer que la majorité des répondants avait un projet d'orientation bien défini à la sortie de l'enseignement secondaire.

Parmi les autres critères qui ont le plus compté dans le choix d'orientation des étudiants, on note qu'ils ont trait au parcours dans l'enseignement secondaire (les résultats scolaires), aux perspectives d'avenir à la suite de leurs études (les perspectives d'emploi), ou au contexte environnemental des étudiants (les conseils des parents ou des proches, la ville d'études, la vie étudiante).

Selon vous, qu'est-ce qui a le plus compté dans votre choix d'orientation ?

- Mon projet individuel
- Mes résultats scolaires
- Les perspectives d'emploi
- Les conseils de mes parents et de mes proches
- Ma ville d'études
- La vie étudiante
- Le goût du défi
- La filière d'excellence
- Le statut étudiant
- Le parcours de mes pairs (amis, frères et sœurs, etc.)
- Autre

Parmi les étudiants ayant répondu « autre », le vocabulaire de la passion et de l'envie ressort régulièrement dans les réponses citées en réponse libre (« passion » citée 5 fois ; « envie » citée 5 fois ; « aime » citée 5 fois ; ...)

# La construction du projet d'études

## L'expression d'un réel besoin d'accompagnement à l'orientation, principalement assuré par les enseignants du 2<sup>nd</sup> degré

Si on observe une satisfaction globale vis-à-vis du choix d'orientation post-bac (voir page suivante), les répondants à l'enquête manifestent un réel besoin d'accompagnement et d'information sur différents domaines : 898 d'entre eux auraient aimé avoir plus d'informations sur les différentes possibilités d'orientation et une part importante des répondants indiquent s'être senti.e.s perdu.e.s lors de l'orientation (773 fois) ou auraient aimé être plus guidé.e.s (pour 751 répondants).

Ces besoins semblent toucher tous les étudiants, mais en particulier les étudiants en classe préparatoire (qui sont 47,4% à indiquer s'être sentis « perdus » par exemple) et suivant une filière en Arts, Lettres ou Langues Etrangères (41,2% à s'être sentis « perdus »). Les étudiants titulaires d'un baccalauréat général ont également plus tendance à s'être « senti.e.s perdu.e.s » (33,8%) que les autres.

Malgré ces besoins, une part importante des étudiants ayant répondu à l'enquête indique ne pas avoir été accompagné (1 425 répondants) par un professionnel de l'éducation ou de l'orientation dans le cadre de leur orientation post-bac. Par ailleurs, seuls 219 répondants indiquent avoir été « bien conseillé.e.s » dans le cadre de leur orientation.

Pour les étudiants qui ont été accompagnés, ce sont notamment les enseignants qui ont joué le rôle d'accompagnant (cités par 615 répondants), devant le Conseiller d'Information et d'Orientation (cité par 392 étudiants) ou par d'autres professionnels.

Ce constat confirme l'importance du rôle des enseignants du secondaire dans la mise en place d'un réel continuum BAC-3 / BAC+3. Pourtant, si la mission d'orientation par les professeurs principaux de l'enseignement secondaire est inscrite dans la loi, elle ne se retrouve pas forcément dans leur fiche de poste.

### Au final, que diriez-vous de votre orientation post-bac ?

1. Je suis content.e de mon choix (citée 1 094 fois)
2. J'aurais aimé avoir plus d'informations sur les différentes possibilités (citée 898 fois)
3. J'ai ressenti une forme de pression à choisir (citée 854 fois)
4. Je me suis senti.e un peu perdu.e (citée 773 fois)
5. J'aurais aimé qu'on me guide un peu plus (citée 751 fois)
6. C'était plutôt évident (citée 612 fois)
7. Rien ne correspondait à ce dont j'avais envie (citée 306 fois)
8. Il y avait trop de choix possibles (citée 290 fois)
9. Je n'y ai pas accordé tellement de temps (citée 233 fois)
10. J'ai été bien conseillé.e (citée 219 fois)

### Avez-vous été accompagné.e par un professionnel de l'éducation ou de l'orientation dans votre orientation post-bac ?

1. Non, je n'ai pas été accompagné.e (citée 1 425 fois)
2. Oui, par un enseignant (citée 615 fois)
3. Oui, par le Conseiller d'Information et d'Orientation (citée 392 fois)
4. Oui, par un autre professionnel (citée 36 fois)
5. Oui, par la mission locale (citée 14 fois)

# La satisfaction des répondants par rapport à leur orientation actuelle

## Une satisfaction globale vis-à-vis de Parcoursup et de leur choix d'orientation post-bac

### Quelle a été votre expérience sur la plateforme Parcoursup ?

	Effectifs	% Rep.
Plutôt positive	1598	68,8%
Plutôt négative	452	19,5%
Je ne suis pas concerné.e	273	11,8%

Près de 70% des répondants à l'enquête témoignent d'une expérience globalement positive de la plateforme Parcoursup.

Plus d'un quart des répondants (26,4%, soit 612 répondants) indiquent que leur orientation était « plutôt » évidente :

- Ce sont notamment les étudiants en IFSI et autres filières paramédicales qui considèrent que leur choix était évident (51,3% d'entre eux), alors que les étudiants en DUT ne sont que 19,1% à mentionner cette évidence
- On constate également des écarts selon les disciplines : pour 40,5% des étudiants en santé/médecine, le choix d'orientation était évident alors que ce n'est le cas que pour 23% des étudiants en Droit/économie/gestion.
- Enfin, les étudiants titulaires d'un BAC technologique semblent considérer leur choix plus évident (27,8%) que les autres.

Par ailleurs, 47,1% des étudiants interrogés sur leur orientation post-bac ont déclaré être satisfaits de leur choix (soit 1 094 répondants), soit l'item ayant recueilli le plus de réponses.

Les étudiants en IFSI apparaissent les plus contents de leur choix d'orientation (65,8%), devant les BTS (56%), les écoles d'ingénieurs (51,6%), les classes préparatoires (47,4%), les licences professionnelles (51,8%), les DUT (45%). On note par ailleurs que seuls 43,5% des étudiants en licence générale et 33,3% des étudiants en formations agricoles ont déclaré être satisfaits de leur choix d'orientation.

### Au final, que diriez-vous de votre orientation post-bac ?

1. Je suis content.e de mon choix (citée 1 094 fois)
2. J'aurais aimé avoir plus d'informations sur les différentes possibilités (citée 898 fois)
3. J'ai ressenti une forme de pression à choisir (citée 854 fois)
4. Je me suis senti.e un peu perdu.e (citée 773 fois)
5. J'aurais aimé qu'on me guide un peu plus (citée 751 fois)
6. C'était plutôt évident (citée 612 fois)
7. Rien ne correspondait à ce dont j'avais envie (citée 306 fois)
8. Il y avait trop de choix possibles (citée 290 fois)
9. Je n'y ai pas accordé tellement de temps (citée 233 fois)
10. J'ai été bien conseillé.e (citée 219 fois)

### « C'était plutôt évident » pour...

- 51,3% d'étudiants en IFSI, 31,6% en classe préparatoire, 29,9% en BTS, 26,4% d'étudiants en licence générale, 21,4% en licence professionnelle et 19,1% en DUT.
- 40,5% des étudiants en santé/médecine, 30,5% en Sciences humaines et sociales, 23,2% en Arts, lettres, langues étrangères et 23% pour les étudiants en Droit/économie/gestion.
- 27,8% des étudiants issus d'un BAC technologique, contre 26,1% des étudiants issus d'un BAC général et 24,5% des étudiants issus d'un BAC professionnel

# La satisfaction des répondants par rapport à leur orientation actuelle

## Un taux de satisfaction relativement important quant à la formation suivie par les étudiants

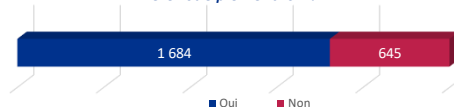
Une **majorité des répondants** indique que la formation dans laquelle ils sont inscrits actuellement correspond à leur **premier choix** (1 684 étudiants, soit **72,3%**).

Parmi les **27,7%** d'étudiants indiquant que leur formation ne correspond pas à leur premier choix initial, **53,9% n'ont pas obtenu la formation qu'ils souhaitaient** et **32,6% se sont ré-orientés** car leur formation initiale ne leur convenait pas, ce qui constitue une part importante. **Seuls 13,5% d'entre eux** (soit 86 répondants) ont dû se réorienter suite à un échec.

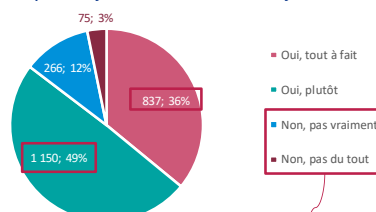
Parmi les **340 étudiants ayant indiqué ne pas être satisfaits** de leur formation, plusieurs raisons sont identifiées : pour près d'un tiers d'entre eux (32,9%), c'est notamment le **contenu des cours** qui est source d'insatisfaction. Plus d'un quart des insatisfaits (25,9%) mentionnent également le fait que **leur orientation ne correspond pas à ce qu'ils attendaient**.

- La proportion d'étudiants insatisfaits de leur formation actuelle est plus importante au sein des étudiants en **Arts, Lettres, Langues Etrangères** (24%) qu'au sein des étudiants en **Droit/économie/gestion** (15,9%), **Santé/médecine** (15,9%), **Sciences et techniques** (14,7%) et **Sciences humaines et sociales** (14,8%).
- Par ailleurs, paradoxalement, la **proportion d'étudiants insatisfaits est la plus importante chez les étudiants en 5<sup>ème</sup> année** (22,2%), ce qui peut indiquer que les étudiants ont plus tendance à regretter leur choix en se rapprochant de l'entrée sur le marché de l'emploi.
- La proportion d'étudiants insatisfaits en 1<sup>ère</sup> année est de 14,7%, équivalente à celle observée chez les étudiants de 3<sup>ème</sup> année.

La formation dans laquelle vous êtes inscrit.e actuellement était-elle votre premier choix ?



Est-ce que votre formation actuelle vous satisfait ?



Pour quelle raison n'êtes-vous pas satisfaits de votre formation ?

- Le contenu ne me plaît pas (32,9%)
- Ca ne correspond pas à ce que j'attendais (25,9%)
- Les modalités pédagogiques ne sont pas adaptées (15,3%)
- J'ai peur de ne pas trouver d'emploi à l'issue de cette formation (9,7%)
- C'est trop difficile (9,4%)

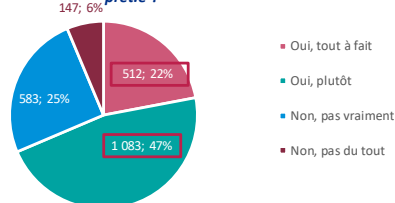
# La satisfaction des répondants par rapport à leur orientation actuelle

## Des difficultés dans le supérieur essentiellement liées à l'organisation et aux contenus des enseignements, plutôt qu'à des facteurs environnementaux

On constate que la **majorité des répondants se sentaient prêts à démarrer leurs études supérieures**, 22% ayant indiqué s'être sentis « tout à fait » prêts et 47% « plutôt » prêts.

Seuls 6% des répondants ont indiqué qu'ils n'étaient pas du tout prêts.

Lorsque vous avez démarré vos études supérieures, est-ce que vous vous sentiez prêt.e ?



Parmi les étudiants ayant éprouvé des difficultés lors de leur entrée dans les études supérieures (seuls 24 répondants ont indiqué n'avoir rencontré aucune difficulté particulière), on constate que **c'est le rythme, très différent de celui du lycée, qui est la principale difficulté** (citée par 467 répondants). De façon logique, la **question de l'organisation**, liée à celle du rythme, ressort en deuxième position (citée par 328 répondants).

**Les 4 difficultés principales citées par les étudiants sont ainsi directement liées à l'enseignement.** En revanche, la relation plus distante avec les enseignants du supérieur n'apparaît pas comme une difficulté majeure (citée par seulement 211 répondants).

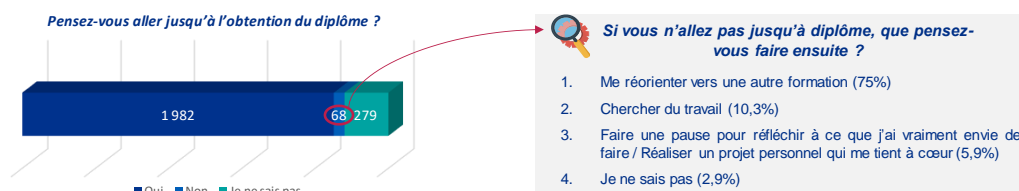
Les **facteurs environnementaux** (vie quotidienne, vie sociale, finances, emploi étudiants, etc.) apparaissent quant à eux plus bas dans le classement des étudiants.

Qu'est-ce qui pour vous a posé difficulté au début de vos études ?

- Le rythme, très différent de celui du lycée (citée 467 fois)
- L'organisation, j'ai eu du mal à m'y retrouver dans mon emploi du temps (citée 328 fois)
- Le niveau, c'était plus difficile que ce à quoi je m'attendais (citée 304 fois)
- Le contenu des cours, cela n'avait pas grand-chose à voir avec ce que j'avais étudié au lycée (citée 295 fois)
- La vie quotidienne, j'ai dû me prendre en charge (citée 264 fois)
- La vie sociale, j'ai eu du mal à me faire de nouveaux amis (citée 253 fois)
- La relation plus distante avec les enseignants (citée 211 fois)
- Les finances (citée 207 fois)
- Le fait de devoir combiner emploi étudiant et études (citée 102 fois)
- La préparation d'un concours en parallèle (citée 74 fois)
- Je n'ai rencontré aucune difficulté particulière (citée 24 fois)

## Le rapport des répondants à la question du décrochage

### Peu d'intentions d'abandon parmi l'échantillon de répondants...



Si 12% des répondants ne savent pas s'ils iront jusqu'à l'obtention de leur diplôme, seuls 2,9% indiquent qu'ils ne pensent pas y parvenir (soit 68 répondants). Parmi eux, les étudiants en 1<sup>ère</sup> année sont 4,9% à indiquer une intention d'abandon, les étudiants en 2<sup>ème</sup> année sont 2,4% et les étudiants en 4<sup>ème</sup> année 2,7%. Par ailleurs, ceux qui mentionnent une intention d'abandon semblent avoir un projet clair de réorientation (pour 75% d'entre eux) ou d'entrée sur le marché du travail (pour 10,3% d'entre eux).

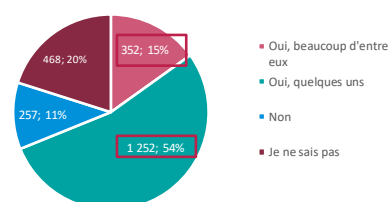
### ... mais des étudiants qui indiquent connaître de potentiels décrocheurs dans leur entourage

Alors même que les répondants sont peu à envisager d'abandonner, une majorité d'entre eux indique connaître des étudiants qui n'iront pas au bout de leur diplôme : 15% des répondants en connaissent « beaucoup » et 54% en connaissent « quelques uns ».

Ces différents constats semblent indiquer que les répondants à l'enquête sont principalement des étudiants « accrocheurs », qui n'envisagent pas de décrocher, alors que les décrocheurs sont peu représentés dans le panel de l'enquête, mais pourtant en nombre considérable.

De fait, il apparaît pertinent de compléter les résultats de cette enquête, qui ne visait pas spécifiquement les décrocheurs, avec des panels qualitatifs ciblant ce public.

### Avez-vous l'impression que certains étudiants parmi vos connaissances n'iront pas au bout de leur diplôme ?



## Le rapport des répondants à la question du décrochage

### Un réel sujet autour du décrochage, essentiellement lié à un enjeu d'orientation pour la majorité des répondants

La majorité des répondants à l'enquête (73%) définissent le décrochage post-bac comme « le fait d'arrêter ses études, en cours ou en fin d'année, sans savoir ce qu'on souhaite faire ensuite ».

Une très large partie des répondants considère que le phénomène de décrochage touche de nombreux étudiants : près de 87%, contre seulement 2% qui affirment l'inverse.

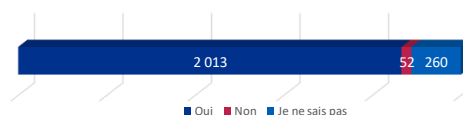
Les étudiants considèrent comme le principal facteur de décrochage un mauvais choix d'orientation, de loin (cité par 1 793 répondants soit 77%). Les causes citées en deuxième et troisième position par les étudiants sont le manque de préparation aux études supérieures (pour 42% d'entre eux) et la difficulté du cursus/le décalage avec le lycée (pour 40% d'entre eux), ce qui est cohérent avec les difficultés ressenties par les étudiants lors de leur entrée dans l'enseignement supérieur (voir pages précédentes).

Si l'on constate qu'un tiers des répondants a identifié les difficultés psychologiques comme étant l'une des principales sources du décrochage, les difficultés liées à des problématiques individuelles sont citées de manière moins importante. Enfin, les difficultés liées à l'environnement (difficultés financières, difficulté à concilier études et travail, difficultés matérielles) apparaissent plus bas dans le classement des étudiants.

Ces éléments tendent à confirmer que les leviers principaux dans la prévention contre le décrochage sont l'accompagnement à l'orientation (dont les étudiants manifestent le besoin, voir pages précédentes) et la préparation à l'entrée dans les études supérieures.

Les réponses aux problématiques individuelles (difficultés psychologiques et personnelles) et à l'environnement (difficultés financières, a, logements, ...), tout en restant nécessaires, semblent avoir un effet moins important sur le phénomène spécifique du décrochage selon les étudiants interrogés.

### Pensez-vous que le décrochage post-bac, notamment en 1<sup>ère</sup> année, est un phénomène qui touche de nombreux étudiants ?



### Selon vous, quelles sont les principales causes du décrochage, notamment en 1<sup>ère</sup> année ?

1. Un mauvais choix d'orientation qui amène à se démotiver (cité 1 793 fois)
2. Un manque de préparation aux études supérieures, des difficultés d'organisation dans son travail (cité 981 fois)
3. La difficulté du cursus, avec un décalage trop important entre les acquis du lycée et les exigences de 1<sup>ère</sup> année (cité 938 fois)
4. Des difficultés psychologiques (cité 858 fois)
5. Des difficultés financières qui rendent impossible le fait de poursuivre les études (cité 434 fois)
6. Un trop faible niveau par rapport aux exigences (cité 429 fois)
7. Un manque de suivi individuel de la part des enseignants (cité 312 fois)
8. Des problèmes personnels (cité 294 fois)
9. La difficulté à concilier un job étudiant et les études (cité 288 fois)
10. Des difficultés matérielles (citées 199 fois)
11. Le besoin d'expérimenter autre chose (cité 155 fois)

# Les conditions de vie des répondants

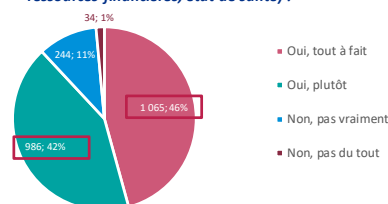
## Des répondants relativement satisfaits de leurs conditions de vie, avec certaines difficultés d'ordre financier

Une **majorité des répondants estime vivre dans des conditions « tout à fait » satisfaisantes** (pour 46% des étudiants) ou « plutôt » satisfaisantes (42%). Seuls 34 répondants (soit 1% de l'échantillon) jugent leurs conditions de vie « pas du tout » satisfaisantes.

Parmi les difficultés rencontrées par les étudiants, on retrouve **des difficultés matérielles**, et notamment **le manque de ressources financières qui apparaît prépondérant** (cité par 203 répondants). Pour autant, seuls 47 répondants indiquent éprouver des difficultés à concilier leur temps d'étude avec leur job étudiant. On observe également des **difficultés d'ordre non matériel**, avec 161 répondants mentionnant notamment une hygiène de vie non satisfaisante (voir page suivante pour le détail).

On constate par ailleurs que la **question du numérique** semble importante, puisque 95 répondants indiquent éprouver des difficultés liées à la qualité de la connexion Internet et 136 évoquent des difficultés à suivre des cours en distanciel.

Vos conditions de vie actuelles sont-elles satisfaisantes (logement, ressources financières, état de santé) ?



### Les difficultés matérielles rencontrées

1. Manque de ressources financières (pour m'alimenter, me loger, me procurer les fournitures nécessaires pour mes études ou pour payer un abonnement Internet ou téléphonique) (citée 203 fois)
2. Difficultés liées à la qualité de la connexion Internet depuis mon domicile (citée 95 fois)
3. Temps de transport trop long entre mon lieu de résidence et mon lieu d'études (citée 77 fois)
4. Logement trop petit, inadapté (citée 67 fois)
5. Manque d'offre sportive, culturelle ou de loisirs à proximité de mon lieu d'études ou de résidence (citée 55 fois)

### Les difficultés d'ordre non matériel rencontrées

1. Mon hygiène de vie n'est pas satisfaisante (manque de sommeil, alimentation déséquilibrée, manque d'activité sportive) (citée 161 fois)
2. Difficulté à suivre des cours en distanciel (citée 136 fois)
3. Je me sens isolé.e (citée 100 fois)
4. J'ai des soucis de santé (citée 56 fois)
5. J'ai des difficultés à concilier mon temps d'étude avec mon job étudiant (citée 47 fois)
6. Je suis en conflit avec mes parents ou j'ai perdu contact avec eux (citée 43 fois)
7. Manque de maîtrise des compétences informatiques et bureaucratiques nécessaires pour suivre ma formation (citée 18 fois)

# Les conditions de vie des répondants

## Des répondants relativement satisfaits de leurs conditions de vie, avec certaines difficultés d'ordre financier

Les **étudiants boursiers ou ayant un emploi étudiant** sont plus susceptibles de mentionner des difficultés d'ordre matériel ou individuelles.

	Part des étudiants boursiers	Part des étudiants ayant un emploi étudiant pour financer leurs études
Manque de ressources financières	60,6%	26,1%
Logement trop petit/inadapté	61,2%	20,9%
Mon hygiène de vie n'est pas satisfaisante (manque de sommeil, alimentation déséquilibrée, manque d'activité sportive)	58,4%	24,8%
Difficulté à suivre des cours en distanciel	65%	22,8%
Je me sens isolé.e	60%	20%
J'ai des soucis de santé	50%	19,6%
J'ai des difficultés à concilier mon temps d'étude avec mon job étudiant	55,3%	63,8%
Je suis en conflit avec mes parents ou j'ai perdu contact avec eux	53,3%	23,3%
Manque de maîtrise des compétences informatiques et bureaucratiques nécessaires pour suivre ma formation	50%	33,3%

### Grille de lecture

Ce tableau indique, pour chaque critère relatif aux conditions de vie, la part d'étudiants boursiers et d'étudiants ayant indiqué avoir un emploi pour financer leurs études, parmi les répondants indiquant éprouver la difficulté en question.

Exemple : « Parmi les étudiants indiquant que leur hygiène de vie n'est pas satisfaisante, 58,4% sont boursiers et 24,8% ont déclaré avoir un emploi étudiant pour financer leurs études. »



# Les conditions de vie des répondants

## Un enjeu d'information des étudiants...

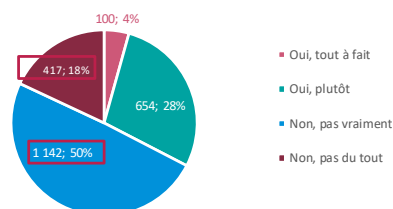
Une **grande majorité des répondants ne se sentent pas suffisamment informés sur leurs droits et possibilités** : 50% indiquent ne pas être « vraiment » informés et 18% indiquent ne pas l'être « du tout ».

Pour obtenir une information, on constate que **l'outil privilégié des répondants est Internet**, mobilisé par 55,4% d'entre eux. Les étudiants ont également tendance à se tourner vers leur réseau, 33,8% mentionnant qu'ils ont demandé conseil à un membre de leur entourage. Le CROUS constitue la troisième modalité d'information des étudiants, pour près de 30% des répondants (soit 671 répondants), le service semble ainsi plutôt bien reconnu par les étudiants.

On constate en revanche que les services sociaux des établissements, le CRIJ et les BIJ/PU, les associations étudiantes ou les missions locales ne sont pas identifiés comme des sources d'information privilégiées.

Par ailleurs, 14,8% des étudiants (soit 338 répondants) indiquent ne pas savoir où se renseigner, ce qui souligne un enjeu de visibilité et de lisibilité des différents dispositifs et services d'informations.

*Avez-vous l'impression d'être suffisamment bien informé.e sur vos droits et vos possibilités en tant qu'étudiant.e ?*



*Lorsque vous avez eu besoin d'information sur les droit et les aides accessibles aux étudiants, où êtes-vous allé.e vous renseigner ?*

	Effectifs	% Rep.
Auprès du service social de mon établissement	148	6,5%
Auprès du Centre Régional d'Information des Jeunes ou du Bureau / Point Information Jeunesse à proximité de chez moi	28	1,2%
Lors de mon inscription physique à l'université	269	11,8%
Auprès du CROUS	671	29,4%
J'ai consulté un guide étudiant mis à ma disposition	246	10,8%
Je suis allé.e sur la plateforme YEP'S	294	12,9%
J'ai fait des recherches sur Internet	1 263	55,4%
J'ai demandé conseil à un membre de mon entourage	770	33,8%
Je suis allé.e voir une association étudiante	56	2,5%
Je me suis rendu.e à la Mission locale	10	0,4%
Je ne sais pas où me renseigner	338	14,8%
Autre	73	3,2%

# Les conditions de vie des répondants

## ... notamment autour des possibilités d'aides financières et tarifs préférentiels

Le besoin d'information des étudiants semble toucher de nombreux domaines, mais ce sont notamment **les informations liées aux aides financières et les tarifs préférentiels pour étudiants** (transports, loisirs, culture, sport, ...) qui sont mises en avant par les répondants à l'enquête, qui souhaiteraient davantage d'information sur ces sujets.

On constate que les **répondants s'estiment également mal informés quant aux possibilités de réorientation**, cet item arrivant troisième position dans le classement des répondants.

Enfin, on note qu'une part moins importante mais toutefois notable de répondants expriment le besoin d'obtenir davantage d'informations relatives à leurs droits en matière de santé et aux activités associatives autour d'eux, soit des enjeux relatifs à leur contexte environnemental.

*Sur quels sujets aimeriez-vous avoir plus d'information ?*

1. Sur les possibilités d'aide financière
2. Sur les tarifs proposés aux étudiants pour les transports, les loisirs, la vie culturelle, les clubs sportifs, etc.
3. Sur les différentes possibilités de réorientation possibles pour mes études
4. Sur mes droits en matière de santé
5. Sur les activités associatives autour de moi
6. Autre

# Les conditions de vie des répondants

## Des impacts de la crise sanitaire perçus à court et craints à long terme

La crise sanitaire de la COVID-19 semble avoir eu **un impact sur une part importante des étudiants** (même si 865 d'entre eux, soit 37% des répondants, indiquent que le confinement n'a pas eu d'impact particulier sur leur situation personnelle) ce qui tend à confirmer d'autres études récentes réalisées à l'échelle nationale (ex. enquête « La vie d'étudiant-e confiné-e », OVE, 2020).

L'impact le plus important du confinement du printemps 2020 a été, pour les répondants, la **difficulté de suivre les cours à distance, et donc l'effet négatif sur les résultats et/ou sur l'obtention des examens de fin d'année** (citée par 932 personnes, soit 40% des répondants). Ce constat peut être rapproché de la difficulté pour une partie des étudiants à accéder aux outils numériques (connexion internet ; difficultés à suivre les cours en distanciel ; voir pages précédentes).

L'**isolement des étudiants est également cité comme un impact important de la crise** (cité par 854 répondants, soit 37%), alors que le confinement ne semble pas avoir eu d'impact majeur sur la dégradation de la situation financière des étudiants (réponse citée 224 fois, soit 10% des répondants à cette question).

Outre les impacts immédiats du confinement, les étudiants **appréhendent les impacts à long terme de la crise sanitaire** : ainsi, 1099 répondants (soit près de 48% des répondants à cette question) **craignent de ne pas obtenir leur diplôme** ou se sentent inquiets pour eux/leurs proches, ce qui implique une difficulté à se concentrer sur leurs études. Les étudiants craignent également les répercussions de la situation de l'emploi **sur leur propre** entrée sur le marché du travail (839 sont inquiets de ne pas obtenir d'emploi à l'issue de leurs études du fait de la conjoncture, soit 36,3%).

Seuls 540 répondants (soit 23,4%) pensent que la crise sanitaire actuelle n'aura pas d'impact direct sur leur parcours.



### Votre situation personnelle s'est-elle dégradée du fait du confinement du printemps 2020 ?

1. Oui, j'ai eu du mal à suivre les cours à distance et cela a eu un impact négatif sur mes résultats et/ou sur l'obtention de mes examens de fin d'année (citée 932 fois, soit par 40,3% des répondants)
2. Non, le confinement n'a pas eu d'impact particulier sur ma situation personnelle (citée 865 fois, soit par 37,4% des répondants)
3. Oui, je me suis senti.e isolé.e, le fait de ne pas pouvoir voir mes proches m'a beaucoup affecté.e (citée 854 fois, soit par 36,9% des répondants)
4. Oui, ma situation financière s'est dégradée (perte de mon job étudiant, perte de l'aide de mes parents, etc.) (citée 224 fois, soit par 9,7% des répondants)



### Comment percevez vous la crise sanitaire actuelle au regard de votre parcours ?

1. Je crains de ne pas obtenir mon diplôme / je me sens inquiet pour moi ou pour mes proches et j'ai du mal à me concentrer sur mes études (citée 1 099 fois, soit par 47,6% des répondants)
2. Je crains de ne pas obtenir d'emploi à l'issue de mes études du fait de la dégradation de la situation de l'emploi (citée 839 fois, soit par 36,3% des répondants)
3. Je m'interroge sur mon choix d'études, les événements récents m'ont amené.e à revoir un peu mes priorités et/ou mes centres d'intérêt (citée 588 fois, soit par 25,5% des répondants)
4. Je ne pense pas que cela aura d'impact sur mon parcours (citée 540 fois, soit 23,4% des répondants)

# Les pistes d'amélioration potentielles

## Un ensemble de pistes d'amélioration plébiscitées par les répondants

Toutes les pistes d'amélioration proposées aux étudiants dans le questionnaire **semblent être pertinentes**, puisqu'elles sont toutes citées par les étudiants. On constate cependant que la **reconnaissance du droit à l'erreur et la possibilité de se réorienter plus facilement** est la modalité la plus citée.

La **question des conditions de vie** ressort également comme étant primordiale selon les répondants, ce qui rejoint les éléments constatés plus haut (voir pages précédentes). Ce constat démontre une **sensibilité des répondants aux conditions de vie des étudiants** qui, bien qu'une majorité d'entre eux ait déclaré ne pas connaître de difficultés matérielles, estiment que c'est le cas de certains de leurs camarades et que c'est un enjeu sur lesquelles des améliorations sont nécessaires afin de favoriser la capacité des étudiants à aller au bout de leur projet d'étude. Enfin, le **renforcement de l'accompagnement au moment de l'orientation initiale** est la troisième piste d'amélioration mise en avant par les répondants, ce qui rejoint également les résultats précédents qui soulignent l'expression d'un réel besoin d'accompagnement à l'orientation.

### Qu'est-ce qui pourrait selon vous améliorer la capacité des étudiants à aller au bout de leur projet d'étude ?

	Importance	Effectifs	% Rep.
Renforcer le suivi individualisé par les enseignants	5,5	1997	88,7%
Développer le tutorat par les pairs	4,05	1902	84,5%
Faciliter la possibilité de valoriser son parcours de vie associative, d'engagement civique, ...	3,42	1850	82,2%
Intégrer la possibilité d'une année sabbatique pour tester son projet ou pour expérimenter autre chose	3,98	1889	83,9%
Reconnaître le droit à l'erreur, la possibilité de se réorienter plus facilement	6,38	2044	90,8%
Améliorer les conditions de vie des étudiants (aides financières, aide alimentaire, accès aux soins, tarification adaptée pour la pratique du sport, les loisirs, les transports etc.)	6,25	2028	90,1%
Améliorer l'accès des étudiants au numérique (équipement informatique, abonnement, connexion Internet etc.)	4,4	1920	85,3%
Renforcer l'accompagnement au moment de l'orientation initiale	6,18	1991	88,4%
Améliorer l'information des étudiants sur leurs droits (logement, prêt bancaire etc.)	4,7	1977	87,8%
Favoriser les possibilités de passerelles d'une formation à l'autre pour se réorienter plus facilement	5,44	2001	88,9%
Total		2251	

Les différents éléments observés dans le cadre de ce questionnaire semblent ainsi indiquer que **les répondants ont intériorisé la réalité de précarité étudiante**, puisqu'une **grande majorité d'entre eux estiment qu'il est nécessaire d'améliorer leurs conditions de vie** (à travers des aides financières, aide alimentaire, dans l'accès aux soins, la pratique du sport, les transports, etc.). On a toutefois pu noter qu'ils sont **une minorité à faire part de conditions de vie insatisfaisantes et de difficultés matérielles** (qui ne sont également pas identifiées comme les causes les plus importantes du décrochage post-bac), malgré un taux de boursiers supérieur à la moyenne nationale parmi les répondants à l'enquête. Enfin, **l'accompagnement à l'orientation et la possibilité de se réorienter apparaissent fortement dans les propositions de pistes d'amélioration** afin d'améliorer la capacité des étudiants d'aller au bout de leurs études, soulignant l'importance du chantier de l'orientation dans la lutte contre le décrochage post-bac.

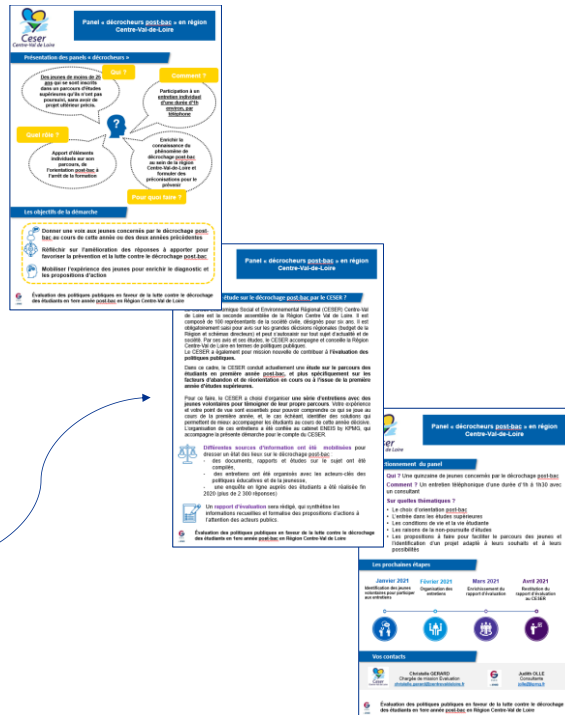


## Le panel de jeunes décrocheurs : constitution du panel pour les entretiens

### La constitution du panel



- Jeunes résidant en Centre-Val-de-Loire
- Ayant abandonné leurs études en cours ou en fin de 1<sup>ère</sup> année
- Sans projet ultérieur précis
- Identification des jeunes volontaires par le biais de différents relais :
  - CROUS
  - CRIJ
  - Missions locales
  - Services universitaires
  - Réseaux sociaux
  - Associations
  - Les jeunes décrocheurs eux-mêmes
- Une présentation de la démarche transmise début janvier aux relais, à destination des publics-cibles



Alias	Age	Situation actuelle	Date décrochage	Orientation initiale
Léa	19 ans	Service civique	2019-2020 1er semestre	Licence générale Arts, lettres, langues étrangères
Jonathan	23 ans	Reprise d'études	2016-2017 1er semestre	BTS-DUT
Nicolas	20 ans	Reprise d'études	2019-2020 2ème semestre	BTS-DUT
Jérémy	23 ans	Autre	2016-2017 1er semestre	Licence générale Sciences et techniques / STAPS
Ludvine	18 ans	Reprise d'études	2020-2021 1er semestre	Licence générale Droit, économie, gestion
Marc	21 ans	Emploi (CDD ou CDI)	2018-2019 2ème semestre	BTS-DUT
Edouard	20 ans et de	Emploi (CDD ou CDI)	2018-2019 2ème semestre	Licence générale Droit, économie, gestion

- Identification des jeunes volontaires par le biais de différents relais :
  - Missions locales du Blaisois et de l'Orléanais (3 jeunes)
  - Associations (banque Alimentaire, 1 jeune)
  - Les réseaux sociaux (2 jeunes)
  - L'écocampus de Châteauroux (1 jeune)

Le  
panel :

## La méthodologie

### Eléments de méthode

- Un entretien non-directif
- Par téléphone
- Avec un enquêteur ENEIS by KPMG formé aux méthodes d'entretien et à la consultation des usagers
- D'une durée d'1h30 en moyenne
- Organisé autour de 2 questions
- Précédé de la signature d'un formulaire de consentement préalable
- Le recours à un « alias »

### Le contenu de l'échange



Une première question :

- « En quoi vous sentez-vous concerné-e par le décrochage post-bac ? »



Suivie de questions de relance éventuelles si nécessaire :



- « Pouvez-vous nous décrire votre parcours scolaire depuis le lycée ? »



- « A quel moment vous êtes-vous dit que vous n'alliez pas poursuivre votre année d'étude ? »



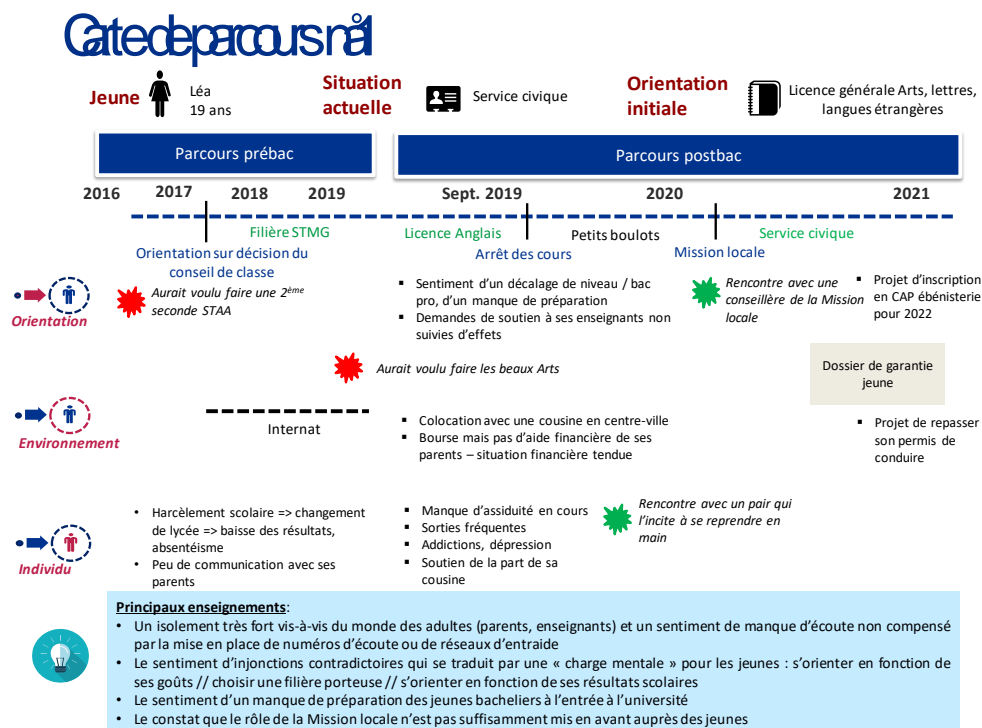
- « Si vous pouviez revenir en arrière, feriez-vous des choix différents ? »



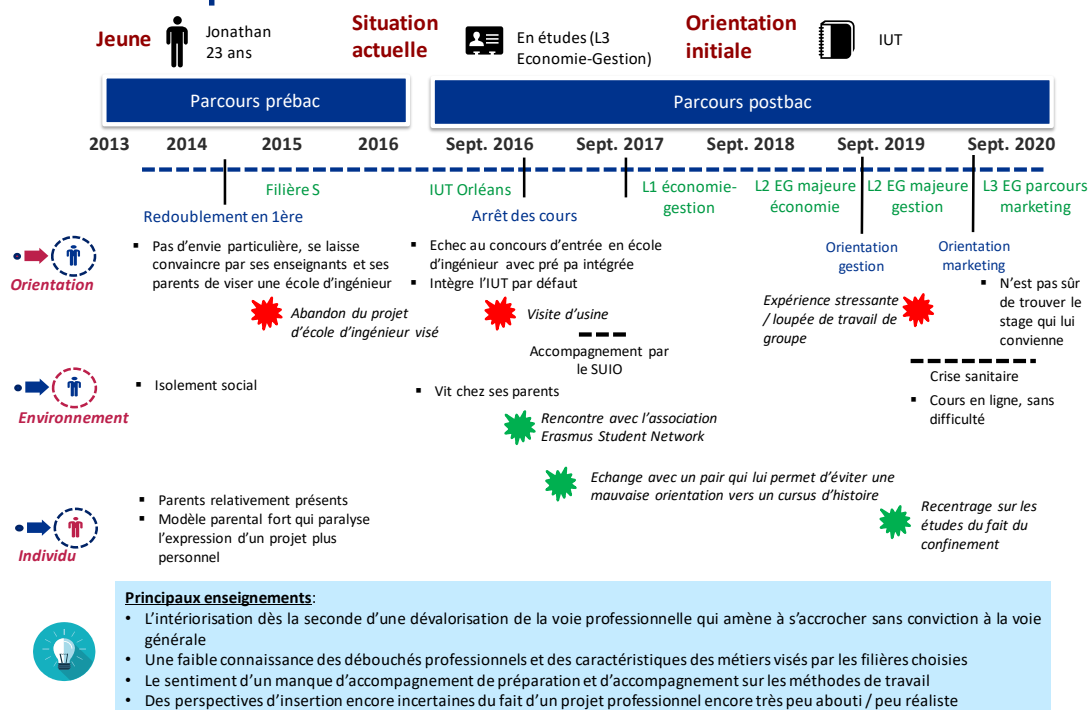
- « Si vous aviez des propositions .... ? »

Etc.

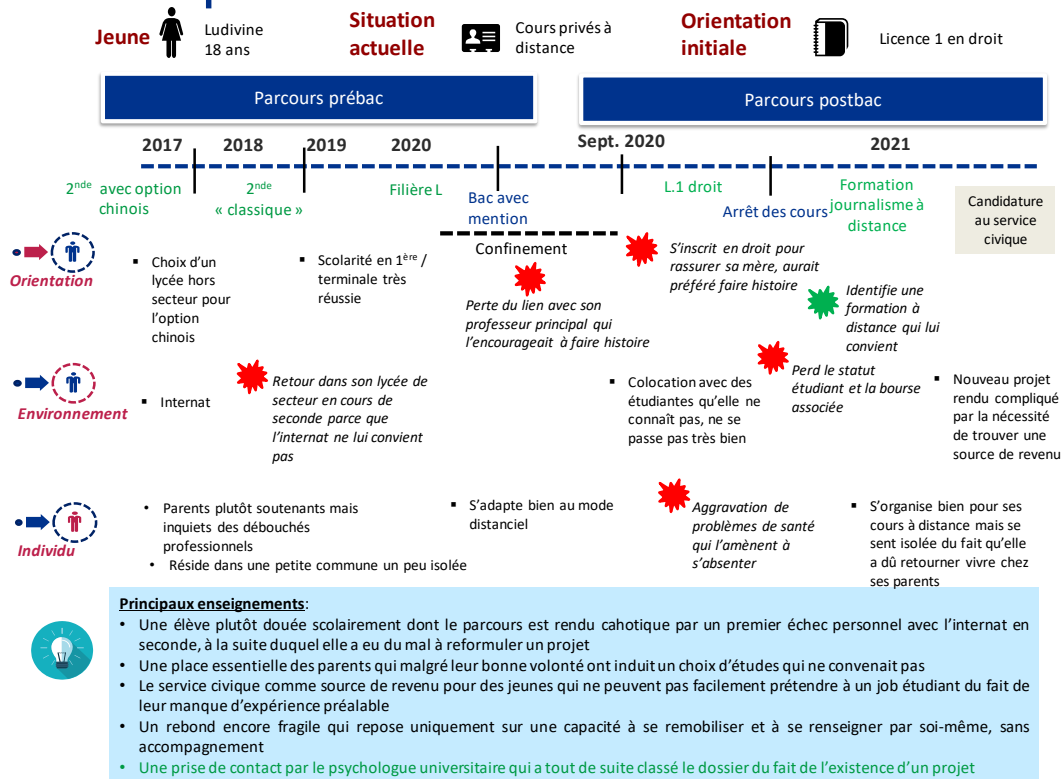
## Les cartes de parcours



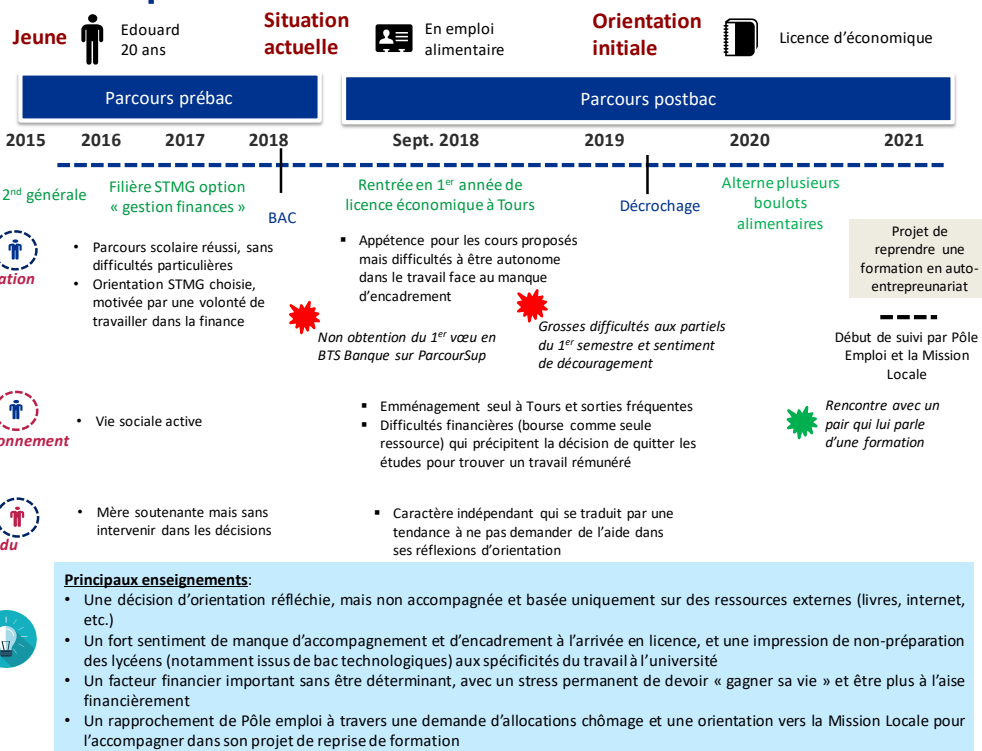
# Catedeparcoursn2



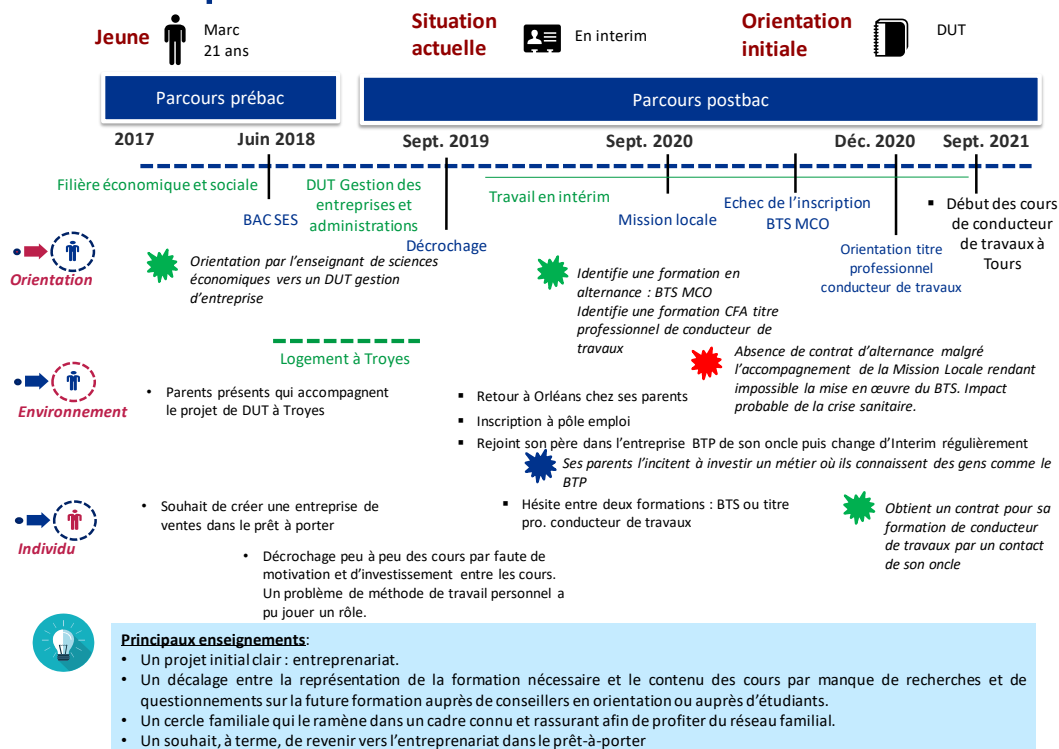
# Catedeparcoursn3



# Catedeparcours



# Catedeparcours



***Auteurs du présent rapport :***

- *Les membres de la Section Evaluation dans son ensemble*
- *Marion HAJDENBERG, Senior manager du cabinet Eneis by KPMG*

# **INTERVENTIONS DES GROUPES**



## SEANCE PLENIERE DU CESER DU 17 JUIN 2021

### **Avis du CESER relatif à l'évaluation des politiques publiques en faveur de la lutte contre le décrochage scolaire des étudiants en 1<sup>ère</sup> année post-bac**

**Intervention de Madame : Gouineau Jessica**

**Au nom du groupe : UNSA (Union Nationale des Syndicats Autonomes)**

Monsieur le Président, Monsieur/Madame le Vice-président(e), cher.e.s collègues,

L'UNSA souligne la qualité de cet avis par sa clarté et son exhaustivité.

Nous souhaitons insister sur l'importance des missions locales qui, depuis la rentrée 2020 sont en première ligne de l'obligation de formation pour les décrocheurs. L'objectif est de systématiser le repérage de ce public pour le remobiliser et l'accompagner jusqu'à une formation diplômante, une qualification professionnelle, un emploi. C'est une étape supplémentaire après la mise en place des plateformes de suivi et d'appui aux décrocheurs (PSAD).

L'orientation est très largement considérée par les missions locales comme la première des priorités, devant la nécessité de rénover la prise de contact avec ces jeunes. Elles estiment également prioritaire une bonne articulation entre le suivi individuel du jeune et son inscription dans un module de remobilisation collectif.

Dans certaines missions locales on propose des temps d'immersion en entreprise parallèlement à un suivi personnalisé. Ce parcours tutoré permet aux jeunes de reprendre confiance en eux et se remettre en projet professionnel et surtout de ne pas les perdre des radars.

L'UNSA se félicite du nouveau rôle confié aux missions locales déjà engagées dans l'accompagnement des jeunes tout en s'interrogeant sur ce que recouvre la notion de "contrôle" qui leur est désormais dévolu alors que la démarche volontaire du jeune est jusqu'à présent le vecteur de sa réussite. Notre union s'interroge également sur le volet financier de l'obligation de formation.

Enfin, toutes et tous s'accordent sur le fait qu'un partenariat resserré et bien articulé entre les différentes structures ET institutions ne peut que favoriser un accompagnement efficace de ces jeunes en situation de grande fragilité.



## SEANCE PLENIERE DU CESER DU 17 JUIN 2021

**Avis du CESER relatif à (nom du rapport/avis...): décrochage scolaire**

**Intervention de Monsieur : BROSSIER Jean-Claude**

**Au nom du groupe : G E I**

Monsieur le Président, Monsieur/Madame le Vice-président(e), chers collègues,

Mon intervention est au nom du GEI.

Nous notons et félicitons la qualité de l'étude présentée.

Cependant, nous restons dubitatifs en ce qui concerne le simple questionnement sur le niveau scolaire, sujet qui semble avoir été minoré, à défaut d'avoir été pris en compte.

Pourtant tout le monde sait que celui-ci diminue chaque année, depuis déjà quelques décennies.

Le dernier rapport remis au ministre de l'éducation nationale en fait état, et cite le recul de la France par rapport aux autres nations en termes de connaissance en mathématique et aussi en maîtrise élémentaire du français.

Depuis fort longtemps, les enseignants, en particulier, attirent l'attention des pouvoirs publics sur la méconnaissance des savoir de base des élèves intégrant la classe de 6ème.

(lire, compter, écrire, comprendre)

Sur ce sujet, nous regrettons que les gouvernements successifs n'aient pas pris les mesures nécessaires pour redresser cette situation qui se dégrade d'année en année.

Et pourquoi veut-on absolument amener à l'Université des élèves qui ne le souhaitent pas, ou qui n'en n'ont pas les compétences requises alors que des filières d'excellence recherchent à cors et à cris des professionnels qui manquent cruellement dans nos entreprises.

Il est tout à fait possible d'acquérir des compétences reconnues et recherchées dans des métiers manuels valorisants. Avec des possibilités d'apprentissage, qui permettent aux jeunes d'acquérir des connaissances, de se confronter à la réalité et de murir.

D'ailleurs, depuis quelques années, nous voyons des femmes et des hommes diplômés ou en échec post bac, qui changent totalement d'orientation pour embrasser avec succès des carrières dites manuelles

En outre, il existe des filières post bac plus courtes, en alternance ou pas, malheureusement déconsidérées, et qui permettent aux jeunes les plus motivés de raccrocher ensuite vers des formations supérieures, jusqu'à obtenir des diplômes d'ingénieurs. Ces passerelles existent et les entreprises maîtrisent les outils de la formation continue, tout au long de la vie.

Nous souhaitons aussi noter que le phénomène de décrochage n'existe pas seulement dans les premières années d'université. Ce sujet concerne aussi nos écoles professionnelles depuis peu.

Ce qui pourrait traduire un malaise sociétal plus général de nos élèves et étudiants.

Vous insistez particulièrement sur le rôle de l'orientation. Ce sujet est évoqué depuis plus de 20 ans.

Il serait souhaitable, de notre point de vue, de prolonger cette étude sur les mesures précises à mettre en œuvre pour remédier à ce problème. Autant au niveau des branches professionnelles, que des centres d'orientation, de pole emploi, des professeurs, et des sites censés donnés des informations fiables sur les métiers. A ce sujet, une

enquête réalisée par la fédération des travaux publics sur les sites internet d'information métier a permis de constater les énormités, les inexactitudes diffusés sur les métiers de ce secteur. Je doute que les TP soient les seuls concernés.

Surtout, il nous semble important de prolonger cette étude par une analyse particulière de la distorsion entre le nombre de jeunes (et moins jeunes) au chômage et le nombre important de postes non pourvus proposés par nos entreprises.

De nombreuses branches professionnelles sont dites « en tension ». Et je ne fais pas référence aux métiers ubérisés, ni aux emplois saisonniers, ni aux petits boulots souvent signe de précarité.

En particulier, au nom du BTP, je fais référence à une étude récente sur les métiers en tension dans notre secteur. Pour des emplois pérennes, non délocalisables, qui proposent des évolutions de carrière, et en pleine évolution technologique. Pas seulement pour des métiers manuels, mais aussi pour des métiers de géomètre, de dessinateur, de métreur, de chef de chantier, de responsable QSE, et aussi d'ingénieurs d'études, ou d'ingénieurs de travaux.

Il est urgent de prendre ce sujet avec autorité pour résoudre un problème grave.

Aujourd'hui, phénomène nouveau, des entreprises ne peuvent assumer de marchés faute de ressources humaines.

Je vous remercie de votre attention.

Nous voterons l'avis.



## SEANCE PLENIERE DU CESER DU 17 JUIN 2021

**Avis du CESER relatif au rapport de la section Evaluation sur l'évaluation des politiques publiques en faveur de la lutte contre le décrochage des étudiants en 1ère année post-bac en RCVL**

**Intervention de Monsieur Yves BAIJOT**

**Au nom du groupe CFE-CGC**

Monsieur le Président et chers collègues,

La CFE-CGC a lu avec beaucoup d'attention le rapport de la section Evaluation et tient à remercier celle-ci pour le travail précis et très documenté fait dans la période, compliquée, du confinement.

La CFE-CGC note qu'il n'existe pas de politique publique clairement liée au décrochage des étudiants ce qui rend l'exercice de l'évaluation délicat tout en restant un choix intéressant. Le manque de base de données est limitant.

Cette étude et les préconisations qui en émanent sont essentielles car elles amènent une réflexion nouvelle. La démarche qui a été revue dans son raisonnement a démontré que, certes, aider les étudiants au niveau social, économique est primordial mais qu'il y a aussi la dimension familiale avec la pression parentale mais aussi l'aide, ou pas, des professeurs du lycée. Cette démarche pragmatique a beaucoup apporté à cette étude et la CFE-CGC s'en félicite.

Il convient de retenir que des idées préconçues comme manque de moyens matériel = décrochage ou travail salarié = décrochage ne se vérifient pas du tout. Comme écrit, le résultat de l'étude est bien contre-intuitif. Toutefois, les jeunes invisibles : sans diplôme, sans aides et sans emploi restent sous le radar de cette étude puisque la base ici est d'avoir le Bac.

L'orientation est maintenant une compétence régionale, cela ajouté à la méconnaissance de la diversité des filières toujours en mutation par le corps enseignant, donne toute la mesure de la possibilité de faire du décrochage scolaire une véritable politique publique avec tout ce que cela comporte d'indicateurs et de chiffres.

La CFE-CGC votera favorablement cet avis.



## SEANCE PLENIERE DU CESER DU 17 JUIN 2021

**Avis du CESER relatif à : l'évaluation des politiques publiques pour lutter contre le décrochage des étudiants de 1<sup>ère</sup> année post bac**

**Intervention de Madame Elisabeth BACLE**

**Au nom du groupe : FORCE OUVRIERE**

Messieurs les Présidents et monsieur le rapporteur, cher(e)s collègues,

A la lecture de l'avis très complet sur les conditions touchant le décrochage postbac des étudiants nous tenons à souligner l'approche très documentée des sujets abordés.

Notre groupe FO note que La commission d'évaluation a été aidé par le cabinet ENEIS by CPMG et Mme Marion HAJDENBERG. Ce qui est nouveau dans l'approche et sans doute lié à la complexité des éléments à étudier. Le temps et l'expertise nécessaire à documenter est profitable toutefois le constat de la faiblesse du panel d'étudiants auditionnés est un point remarqué.

Cela démontre la difficulté à suivre les étudiants dans leur parcours afin de les aider à poursuivre un cursus complet correspondants à leur compétences et leur orientation.

Comme l'indique l'avis, pour tenter de comprendre les causes du décrochage des étudiants de première année universitaire et envisager une véritable politique de lutte contre le décrochage, la coordination de multiples intervenants autour de l'étudiant est impérative.

Parmi ces intervenants : les services de l'état, la Région et le Rectorat, ont chacun leur mission et prérogatives et nous signalons qu'elles s'exercent parfois en vase clos ce qui est dommageable car les informations se dispersent sans effet communs pour réduire le décrochage.

Nous tenons à rappeler qu'avant l'entrée en enseignement supérieur l'orientation avec une perspective professionnelle est parfois défailante en particulier dans l'enseignement général.

A notre point de vue une plus grande participation dans l'enseignement secondaire et supérieur de professionnels avec les enseignants offrirait un plus vaste choix d'orientation pour répondre aux filières enseignantes.

Des actions sont déjà menées et il faut les poursuivre. Par exemple actuellement des dispositifs divers ont déjà tenté de répondre au décrochage scolaire en première année universitaire ou post baccalauréat avec entre autres : l'action « Assure ton année » et la préparation à un changement de filière par le dispositif « Oui si ».

Ainsi que l'avis l'indique il s'agit d'une somme d'actions dont les impacts et les résultats ne sont pas encore bien connus d'où la possibilité d'envisager une politique publique mieux définie dont les acteurs seraient coordonnés entre les chefs d'établissements du supérieur, pôle emploi peut-être et les missions locales. Reste que le rôle du rectorat qui est un acteur majeur dans le processus est encore réticent à faciliter cette approche notamment dans ses communications, alors que cela est indispensable.

**En conclusion, le groupe FORCE OUVRIERE partage les constats et remarques exprimés dans l'avis, et le votera favorablement.**

## SEANCE PLENIERE DU CESER DU 17 JUIN 2021

### **Avis du CESER relatif à l'évaluation des politiques publiques en faveurs de la lutte contre le décrochage des étudiants en 1<sup>ère</sup> année post-bac**

**Intervention de Madame Cécile ROUILLAC**

**Au nom du groupe : CFTC**

Monsieur le Président, Monsieur/Madame le Vice-président(e), chers collègues,

La CFTC se félicite de l'existence et de la qualité du rapport sur ce thème majeur qu'est le décrochage. La méthodologie (l'enquête étudiante) ainsi que ses analyses sont particulièrement intéressantes. Le décrochage est multifactoriel et s'inscrit dans un temps long.

Le cœur de la problématique est bien l'information et le suivi individualisé des élèves sur plusieurs années, l'organisation du système éducatif et les moyens à ce jour sont nettement insuffisants.

Le rapport bute également sur l'absence de données découlant d'un fait indéniable : il n'existe pas de véritable politique publique de lutte contre le décrochage. Le décrochage met en exergue la faillite de pans entiers d'orientations de notre principale politique publique celle de l'éducation.

La CFTC appelle au courage politique de procéder à une véritable évaluation publique du décrochage dans tous ses aspects du secondaire jusqu'au supérieur. Le suivi des décrocheurs est particulièrement lâche après l'obligation de scolarité. Cette évaluation permettrait d'en tirer les conclusions et les bases d'une véritable politique publique. Le décrochage est bien plus qu'un échec individuel, il est une honte et un gâchis collectif, il interroge profondément la rigidité du système, sa capacité à intégrer la notion de projet individuel : la capacité à informer et à accompagner les élèves et étudiants. Les actions et les initiatives sont nombreuses mais insuffisamment coordonnées et manquant de moyens du fait de l'absence de véritable objectif de politique publique.

La CFTC votera l'avis



## SEANCE PLENIERE DU CESER DU 17 JUIN 2021

### **Avis du CESER relatif à l'évaluation des politiques publiques en faveur de la lutte contre le décrochage des étudiants en 1<sup>ère</sup> année post-bac en région Centre-Val de Loire**

**Intervention de Aïcha BANIAN**

**Au nom du groupe : AIESSE**

M. le Président, M. le Rapporteur, chers collègues,

J'interviens aujourd'hui au nom du groupe AIESSE, pour évoquer le problème du décrochage post bac lié à la santé mentale.

La fréquence élevée des troubles psychiques (troubles anxieux, dépressifs, addictifs, du comportement alimentaire, bipolaires, de la schizophrénie...) chez les étudiants, est bien antérieure à la pandémie Covid -19 -75% des maladies psychiques débutent avant l'âge de 25 ans - mais l'aggravation de ces troubles en raison de la pandémie met cette problématique en avant.

Face à l'urgence, le gouvernement a mis en place le « chèque psy étudiant ». Ce dispositif peine à prendre son essor à cause de la complexité administrative, d'autant plus que la pénurie de médecins dans notre région ne facilite pas les prises de rendez-vous.

Privilégier les actions de prévention précoce pour repérer les décrocheurs, que je nommerais plutôt : les décrochés, ne serait-il pas plus judicieux ? Des solutions préventives efficaces existent pourtant, comme :

- généraliser sur chaque territoire les CLSM (les Conseils Locaux de Santé Mentale), chaînon le plus souvent manquant qui pourtant, joue un rôle important dans la prévention et la promotion de la santé mentale. Présidés par un élu local, coanimés par la psychiatrie publique et intégrant les représentants d'usagers et des proches aidants, les CLSM sont de plus, un outil opérationnel de démocratie participative ;

- reconnaître le caractère transversal de l'élaboration des PTSM (Projets Territoriaux de Santé Mentale) en y associant largement les représentants des usagers ;

- la formation aux PSSM (Premiers Secours en Santé Mentale) devrait être déployée à grande échelle auprès des enseignants, des infirmiers, des étudiants ;

- accorder davantage de moyens humains aux CMP (Centres Médico-Psychologiques) – le délai d'attente pour obtenir un rendez-vous est en moyenne d'un mois voire plus, or, le mal être est à prendre en charge dès les premiers appels à l'aide –, donner davantage de moyens humains donc d'écoute bienveillante aux Centres Psychiatrique d'Accueil d'Urgence ;

- sensibiliser les enseignants, les former afin de les aider à repérer les signaux de décrochage, favoriser la psycho éducation, allier les familles dépassées par la situation, aux enseignants.

En effet, sans ces aides appropriées, beaucoup trop de familles démunies n'ont pas d'autre choix que de se reconverter à terme, en « proches aidants », s'épuisent dans ce rôle subit et peuvent développer elles-mêmes des troubles de santé mentale ou d'autres pathologies.

Prévenir à tout prix plutôt que guérir quoi qu'il en coûte dans l'urgence, ne serait-il pas plus bénéfique pour les décrochés et moins coûteux pour la société ?



## SEANCE PLENIERE DU CESER DU 17 JUIN 2021

### **Avis du CESER relatif au rapport sur l'évaluation des politiques publiques en faveur de la lutte contre le décrochage des étudiants en 1ère année post-bac en RCVL**

**Intervention de Madame Kenza BELLIARD**

**Au nom du groupe CGT**

Monsieur Le Président, Monsieur le Rapporteur, Mesdames et Messieurs les conseillers,

Nous saluons la qualité de cet avis, et du travail mené par la section Evaluation des Politiques Publiques. L'avis souligne très bien que le déficit de politiques publiques pour réduire le décrochage des étudiants en 1ère année post bac, a imposé de fait d'orienter l'étude vers une réflexion sur les causes du décrochage. Cela constitue néanmoins deux points d'enseignement sur l'état de la situation très riches.

- Sur les causes, multiples et complexes, du décrochage : trois grandes catégories de facteurs sont identifiées : les causes individuelles, les causes liées à l'orientation et les causes liées aux conditions matérielles de vie. Nous discuterons les deux dernières.

Il apparaît urgent de doter les dispositifs d'orientation de moyens.

La mission des enseignants est la transmission des savoirs, ils ne peuvent être assignés à une multitude de missions, de l'orientation au soutien psychologique en passant par la détection des détresses. Il faut doter l'enseignement de professionnels en effectifs suffisants, aux métiers et missions clairement définis et fléchés : enseignants, psychologues, médecins, infirmiers scolaires, conseillers en orientation. Il en va de même pour l'accompagnement et l'orientation des adultes, dont nous avons vu au cours des travaux de la section que les moyens fléchés au SPRO sont inégaux selon les territoires et que le modèle de l'affectation d'une part de temps d'agents à des missions pour le réseau SPRO fragilise l'opérationnalité. Le SPRO doit être mieux doté et structuré. Mais quel droit à l'évolution professionnelle dans une carrière quand le passage par la case hors emploi devient synonyme de pauvreté, avec la réforme de l'Assurance Chômage qui réduit drastiquement le montant des indemnisations ? Ce n'est pas la durée de l'indemnisation qui compte, mais le revenu mensuel, et la capacité à rester solvable et à maintenir un niveau de vie correct.

L'avis pointe bien que s'il n'apparaît pas de manière claire que les difficultés matérielles sont un facteur de décrochage, contre les attentes. Nous pouvons en revanche faire l'hypothèse que ces difficultés génèrent plutôt en amont un renoncement à la poursuite d'études, ce qui constitue un grave échec de notre système ; puisque cela signe une accentuation de la reproduction sociale et des inégalités. La CGT revendique un salaire étudiant, reconnaissant le travail de formation et d'étude.

- Sur les politiques publiques de lutte contre le décrochage, il est à noter que les leviers sont avant tout nationaux comme le souligne très bien l'avis.

Nous tenons ici à exprimer notre critique vis-à-vis de Parcours Sup, qui est un facteur de tri et de sélection sociale, favorisant les jeunes issus de familles à fort capital social et culturel, un facteur de choix mal informés et de trajectoire sans retour et sans droit à l'erreur pour les jeunes issus des milieux moins dotés. Ce n'est pas une meilleure application de la loi ORE qui est à préconiser, mais sa modification.

Si on peut noter une réorientation des étudiant-es qui souhaitent anticiper un éventuel redoublement, il est à souligner une augmentation de 4.9% du nombre d'étudiants voulant se réorienter par rapport à 2020.

Sachant que les filières courtes (BTS, DUT...) sont des filières sélectives qui privilégient les néo-bacheliers, dont le taux de réussite est à un niveau de plus de 90% pour cette année 2021, il y a fort à craindre que le nombre de décrocheur-es va effectivement croître.

Quant à la filière professionnelle, en supprimant le BEP pour aller vers un BAC Pro 3 ans, la réforme de 2008 dont l'objectif était d'élever le niveau d'études professionnelles, à égalité de dignité avec les autres, a en fait créé les conditions de mettre sur "le marché du travail" des jeunes dont le niveau de formation n'est pas à la hauteur des autres BAC pour pouvoir poursuivre des études supérieures.

En effet, alors que de nombreux-ses lycéen-nés issus de cette filière professionnelle souhaitent poursuivre sur des études STS (BTS, DUT, licence pro...), force est de constater que seulement 5% des titulaires de bac pro qui vont en licence pro réussissent.

Comme indiqué dans l'avis, nous approuvons les recommandations du rapport, dont le droit à l'erreur et à une seconde chance.

Nous votons cet avis.



## SEANCE PLENIERE DU CESER DU 17 JUIN 2021

### **Avis du CESER relatif à l'évaluation des politiques publiques en faveur de la lutte contre le décrochage des étudiants en 1ère année post-bac en région Centre-Val de Loire**

#### **Intervention de Madame Barkaroum REAILI**

#### **Au nom du groupe CFDT**

Monsieur le Président, Monsieur le Rapporteur, Mesdames et Messieurs les conseiller.e.s,

La CFDT approuve la démarche d'évaluation qualitative du décrochage des étudiant.e.s lors de la première année du supérieur, étudiant.e.s titulaires d'un baccalauréat général, technologique, professionnel, baccalauréat dont le poids pèse sur la suite des études et doit amener l'Education Nationale à réfléchir à l'utilité de conserver ces trois voies qui ne sont pas d'égale dignité ni pour les parents, ni pour l'institution, ni pour les établissements du supérieur.

La nation vise 80 % d'une classe d'âge titulaires du baccalauréat, premier grade universitaire, et 50 % d'une classe d'âge titulaires d'un diplôme du niveau supérieur. Notre système éducatif veut donner la possibilité à chaque jeune de réussir, c'est la massification. Or notre système éducatif produit, outre les échecs, des décrocheurs et c'est là l'échec de la démocratisation des savoirs et des compétences.

La démarche d'évaluation qualitative pourrait être complétée d'une évaluation quantitative aussi fine que possible ; nous savons que les profils des étudiant.e.s de première année sont divers : il y a celles et ceux qui s'inscrivent dans le supérieur avec pour stratégie d'avoir statut pendant un an en attendant une autre voie, il y a celles et ceux qui ont choisi leur voie, et celles et ceux qui ne l'ont pas choisie. Pour notre région, une évaluation quantitative lui permettrait de savoir où elle se situe au regard de l'objectif national et de suivre l'évolution des taux. Les établissements du supérieur sont en capacité de fournir ces données.

L'évaluation qualitative du rapport pointe 3 facteurs de décrochage : l'orientation non choisie, le parcours scolaire du jeune, l'environnement et les conditions matérielles de l'étudiant. Pour la CFDT, ces facteurs ont évidemment une incidence sur le parcours de réussite ou de non-réussite de l'apprenant : une orientation choisie dans un continuum Bac-3 Bac+3 renforce la motivation du jeune, la construction et la maîtrise de compétences et de connaissances tout au long de la scolarité assure une meilleure réussite, la catégorie sociale des parents est également un facteur important puisque l'on constate un fort déterminisme. Le sujet est donc complexe et systémique : s'articulent autour du jeune l'institution, les parents, et sa propre histoire scolaire. Et pourtant il y a un champ qui nous semble insuffisamment exploré car il ne peut pas ne pas avoir d'incidences sur la réussite de l'apprenant.e : c'est celui du champ pédagogique, didactique et relationnel. En éducation, il y a un postulat, c'est celui de l'éducabilité. Cela suppose qu'un jeune qui a envie d'apprendre peut apprendre. Le jeune a en face de lui une équipe d'enseignants, les « sachants », dont le rôle est :

- d'agir sur les savoirs et les compétences pour les rendre accessibles au jeune,
- d'agir sur le jeune pour lui donner des clés sur son profil d'apprentissage (c'est quoi apprendre dans le supérieur ? quelle est le rôle des émotions dans l'apprendre ? qu'est-ce que la gestion mentale ?),
- d'agir sur le groupe d'étudiants pour favoriser les pédagogies de la coopération.

Un jeune qui est considéré, qui a sa place dans un groupe, qui vit des réussites, dont les erreurs sont constitutives de son apprentissage, dont le les contenus d'apprentissage font sens, est un jeune qui reste motivé. Réussir permet au jeune de construire la confiance en soi, l'estime de soi et a donc des conséquences positives sur sa santé mentale

Si l'on fait l'hypothèse qu'une équipe d'enseignants a des effets sur la réussite des étudiant.e.s (et elles sont nombreuses à s'investir dans ce sens), il n'en reste pas moins que cet accrochage des étudiant.e.s les plus en difficultés nécessite des moyens :

- des moyens humains supplémentaires,
- des conditions de travail à la hauteur de l'objectif sociétal,
- un pilotage pédagogique,
- le développement des référentiels de compétences,
- des formations aux enseignants sur les modèles d'enseignements de la bienveillance et de la réussite, aux neurosciences,
- une réflexion sur l'enseignant du futur, etc...
- et plus largement c'est bien l'articulation du continuum Bac-3 Bac+3 qu'il nous faut interroger.

La CFDT votera l'avis.

## SEANCE PLENIERE DU CESER DU 17 JUIN 2021

### **Avis du CESER relatif à l'Evaluation des politiques publiques en faveur de la lutte contre le décrochage des étudiants en 1<sup>ère</sup> année post-bac en Région Centre-Val de Loire**

**Intervention de Marie-Laure CHOLLET**

**Au nom du groupe Artisanat**

Monsieur le Président du Conseil régional, Monsieur le Président du CESER, Mesdames, Messieurs les élus régionaux, chers collègues,

Nous tenons d'abord à saluer l'initiative de la section Evaluation du CESER de mettre en œuvre une étude d'évaluation des politiques publiques en faveur de la lutte contre le décrochage des étudiants en 1<sup>ère</sup> année post-bac en région Centre-Val de Loire. Celle-ci revêt une grande importance, en particulier en ces temps de crise, et surtout dans une Région comme la nôtre où le niveau d'étude est inférieur à la moyenne nationale, comme nous l'enseigne le rapport d'étude.

Ce qui transparaît dans cette étude, c'est l'importance de tout ce qui se rapporte à l'accompagnement des étudiants, en particulier dans leur orientation ou réorientation.

Pour ce qui est de l'orientation d'abord, nous constatons que l'étudiant manque d'informations et n'est pas assez accompagné. Il est d'autant plus regrettable de constater que la plupart des inscriptions se font chez soi sur internet. Cela soulève la question de l'accompagnement (d'un côté le professeur n'est pas assez présent et de l'autre bon nombre d'étudiants ont des parents qui ne connaissent pas assez les filières post-bac pour conseiller leur enfant).

De plus, beaucoup d'étudiants n'ont pas un matériel adéquat, ni une couverture haut débit, de sorte que tous n'ont pas accès aux mêmes informations, ce qui est d'ailleurs un facteur d'inégalités. Le souci du matériel se fait à nouveau ressentir lorsque l'étudiant ne peut plus suivre correctement ses cours lorsqu'ils sont passés en distanciel.

De même, se pose également le problème de la réorientation, qui semble trop difficile parfois, comme si les filières étaient cloisonnées et qu'il fallait mieux ne pas se tromper d'études au moment du choix sur Parcoursup. Cela est encore plus flagrant lorsqu'un jeune souhaite retourner dans une filière générale après avoir fait un Bac Pro.

Le Groupe Artisanat attire l'attention du CESER et des acteurs économiques sur l'importance de guider les élèves sur leur choix d'orientation très tôt et de leur apporter une méthode pour simplifier leurs recherches. Car une bonne orientation, c'est une orientation qui est réfléchie bien en amont.

Nous souhaitons mettre en avant l'apprentissage en allant au plus près des jeunes le plus tôt possible, c'est-à-dire dans les collèges et les lycées. Nous avons le matériel nécessaire pour cela, et nous pourrions, organiser, dans le cadre d'une démarche collective, des journées destinées à l'orientation des jeunes dans la Région, car il est évident qu'ils ne sont pas assez informés sur les métiers de l'artisanat et l'apprentissage.

Ce que nous voulons éviter au maximum, c'est ce qui arrive malheureusement déjà trop souvent : qu'un jeune s'engage dans des études longues pour finalement se rendre compte qu'il n'était pas "fait pour ça" et souhaite se réorienter tardivement vers un métier artisanal.

A l'évidence, l'artisanat n'a pas assez d'impact dans les établissements scolaires à qui nous demandons une volonté plus affirmée de promouvoir nos métiers. C'est pourquoi, le fait de pouvoir aller dans les collèges et lycées paraît primordial. Il faut que les jeunes aient toutes les informations possibles au moment de leur choix d'orientation. Il faut faire en sorte que les jeunes arrêtent de choisir une filière générale simplement parce que c'est "normal" ou parce qu'ils ont des a priori sur les filières professionnelles. Nous sommes persuadés qu'avec une meilleure information sur un maximum de filières différentes, les chiffres du décrochage scolaire en post-bac seraient moins élevés.

A cet égard, si l'étude de la section Evaluation décrit à juste titre un décrochage scolaire dans le post-bac, la filière de l'apprentissage, quant à elle, présente des résultats plus attirants. En effet, en Région Centre-Val-de-Loire, le taux de décrocheurs parmi les apprentis au cours de l'année scolaire 2019-2020 n'était en proportion que de 6,7%, voire 4,6% si l'on n'inclut pas les CAP dans le calcul (Bac Pro, BTS...). De plus, ces filières ont des taux de réussite aux examens importants : la moyenne aux examens de 2020 est de 91% toutes filières professionnelles confondues, cela peut monter jusqu'à 95% pour les métiers de la Mobilité ou encore de l'Hôtellerie-Restoration.

Alors mobilisons-nous pour que les acteurs de l'orientation soient réellement attentifs au système de l'apprentissage et de l'alternance que nous défendons et qui a fait largement ses preuves dans l'artisanat avec un triple accompagnement réalisé entre les professeurs, le tuteur en entreprise et le conseiller pédagogique du CFA ! et bien sûr en relation proche avec la famille.

Le Groupe Artisanat votera l'avis

## SEANCE PLENIERE DU CESER DU 17 JUIN 2021

### **Avis du CESER relatif à l'évaluation des politiques publiques en faveur de la lutte contre le décrochage des étudiants en 1ère année post-bac en RCVL**

#### **Intervention de Monsieur Pierre ALLORANT**

#### **Au nom du groupe : Enseignement supérieur et la recherche**

M. le Président du CESER, M. le Rapporteur, chères et chers collègues,

J'interviens après concertation et en accord avec les collègues représentant l'enseignement supérieur et la recherche en Centre-Val de Loire et au nom du groupe des associations, des Institutions, de l'Economie Sociale et Solidaire et de l'Environnement.

Nous saluons la qualité du travail réalisé par la section évaluation, du rapport et le caractère exhaustif et remarquablement précis et clair de l'avis.

Notre région a été pionnière dans sa politique de repérage et de soutien aux décrocheurs dans le secondaire. La démarche originale d'évaluation menée par notre CESER, à la faveur de la possibilité ouverte par la loi NOTRe, a été accompagnée d'une méthodologie pertinente et d'une formation préalable exemplaire des membres de la section à la démarche évaluative.

Les préconisations concrètes finales sont adaptées et mettent opportunément tous les acteurs, à chaque échelle, face à leurs responsabilités.

Les quelques remarques qui suivent ne sont que des pistes complémentaires de l'avis qui vont dans le même sens.

Ainsi, l'avis pointe à juste titre le biais probablement introduit par la focale mise sur les étudiants orléanais, et non sur ceux de Tours. Effectivement, les étudiants des formations de Santé, très spécifiques, mais aussi de psychologie et de sociologie mériteraient une prise en considération particulière. Il en est de même des étudiants des campus décentralisés de Blois, Bourges, Chartres, Châteauroux, Issoudun dont l'éloignement par rapport à la « maison mère » universitaire a probablement des effets complexes sur le décrochage : ces jeunes bénéficient d'un encadrement de proximité par petits groupes, propice au repérage des premiers signes de décrochage, mais à l'inverse ils ne disposent pas de l'ensemble de la palette des choix d'orientation offerts aux néo-bacheliers orléanais ou tourangeaux, d'où certaines orientations contraintes, des inscriptions « captives », facteur d'un possible déficit de motivation, source majeure de décrochage. Au-delà, les difficultés malheureusement connues de la médecine universitaire, encore plus aigüe dans ces campus départementaux, rendent encore plus improbable la prévention des addictions et conduites à risque, des problèmes psychologiques et sociaux lourds.

Mes autres remarques portent sur la carence, pointée à juste titre par le rapporteur d'avis, de la coordination des acteurs et sur l'insuffisance des moyens.

Si le cadre de l'évaluation des politiques publiques est régional, cela n'exonère en rien l'Etat de ses responsabilités, au niveau ministériel comme dans le cadre des administrations déconcentrées. Or, il appartient bien à l'Etat de mettre en cohérence sa politique concernant l'enseignement secondaire et celle qui porte sur le postbac. Plus d'un demi-siècle après la création des IUT, trente ans après la mise en place des bacs professionnels, comment expliquer la passivité politique face au détournement des filières au regard des motifs explicites de

leur mise en place ? Tant que faute de place en STS et en IUT, les bacheliers pros et technos viendront par défaut et en attente peupler les amphithéâtres des filières longues des UFR de sciences, de lettres, de droit et de médecine, le décrochage aura de très beaux jours devant lui...

Pire, des moyens de lutter contre ces orientations forcées et vouées à l'échec ont été réduits par manque de soutien budgétaire, tels les dispositifs de réorientation précoce et de rentrées différées dans les IUT et BTS.

Pour en finir avec cette mise de l'Etat devant ses missions, on ne peut qu'espérer, que le rectorat de l'académie d'Orléans-Tours apporte à ses partenaires naturels (la région, les établissements d'enseignement supérieur) les statistiques et suivis de cohortes dont il dispose.

De plus, concernant les outils de lutte contre le décrochage et d'amélioration du processus d'orientation, l'Etat et la région devront impulser un travail commun de tous les établissements, de toutes les formations et contribuer à recréer l'indispensable Observatoire régional du postbac.

Toujours dans les compétences de l'Etat, la prise en compte dans le déroulement de carrière et dans les services des Enseignants-chercheurs des missions de suivi, d'écoute et d'orientation des étudiants devrait participer à l'actuelle réflexion sur la réforme des modes de rémunération des universitaires.

Dernier point, mais il est majeur : la réforme du lycée et le nouveau bac ont bouleversé les repères des familles et des professeurs, en particulier principaux. Afin d'améliorer la compréhension des critères utilisés dans Parcoursup, des formations mixtes communes, pilotées par les Inspecteurs pédagogiques régionaux et par les universités et écoles, seront indispensables pour faire partager les pratiques, faire connaître les programmes respectifs, et l'intérêt de chaque spécialité en vue des filières postbac.

J'hésite à le rappeler, tant Jean-Paul Carrière et moi l'avons dit et redit, le plus souvent en vain : dans une région où la croissance récente des effectifs étudiants a battu des records nationaux depuis 5 ans, par effet de rattrapage du retard du niveau national de formation, tout cela ne saurait se faire sans des moyens et des postes pérennes d'enseignants-chercheurs, de médecins, de psychologues, de travailleurs sociaux...

Nous approuvons et voterons l'avis.



**CESER** Centre-Val de Loire  
Conseil Économique, Social et Environnemental Régional du Centre-Val de Loire

---

9 rue Saint-Pierre Lentin • 45000 ORLÉANS • Tél. : 02 38 70 30 39 • Email : [ceser@centrevaldeloire.fr](mailto:ceser@centrevaldeloire.fr)  
[ceser.regioncentre.fr](http://ceser.regioncentre.fr)